



**FEMMES RURALES, DYNAMISATION
DES RESEAUX ET LUTTE CONTRE LE VIH-SIDA
DANS LES ZONES RURALES**

Atelier FAO-Dimitra/CTA

Juin, 2005

Bulletin Dimitra – Edition Spéciale 2006

FEMMES RURALES, DYNAMISATION DES RÉSEAUX ET LUTTE CONTRE LE VIH-SIDA DANS LES ZONES RURALES

Atelier FAO-Dimitra/CTA

Juin, 2005







A la mémoire de Sissel Ekaas

Cette publication est dédiée à la mémoire de Sissel Ekaas, directrice de la Division de la parité hommes-femmes et de la population de la FAO de 1998 à 2004, qui s'est éteinte à Oslo le 23 juin 2005.

Sissel a consacré toute sa carrière à lutter contre les inégalités entre les hommes et les femmes et à travailler pour les droits des femmes rurales.

Nous avons particulièrement apprécié sa participation lors de l'Atelier de relance du projet Dimitra tenu à Bruxelles en octobre 2002. Cette photographie a été prise à cette occasion.

Le Projet Dimitra a grandement bénéficié du soutien de Sissel. Son optimisme, son énergie et sa détermination restent vivants et continuent à inspirer notre travail.





TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	1
Liste des participants	3
Structure de l'Atelier	4
Visite guidée de l'Atelier	7
Méthodologie: une approche participative	13
Travaux de groupes	17
Stratégies pour l'avenir	25
Créer des liens avec d'autres acteurs du développement	33
Engagements pour l'avenir	39
Contributions des partenaires de Dimitra et du CTA	43
Quelques présentations de l'Atelier	115
Coordonnées des participants de l'Atelier	136
Carte visuelle d'un réseau efficace	138



AVANT-PROPOS

Amies lectrices, amis lecteurs,

Comme vous le savez sans doute déjà, Dimitra est un projet d'information et de communication visant à autonomiser les populations rurales en développant leurs capacités et en facilitant leur accès à l'information. Il s'agit là d'outils précieux dans la lutte contre la faim et la pauvreté et dans le combat mené en faveur de l'égalité hommes-femmes.

Le projet Dimitra collabore avec des partenaires locaux en Afrique et au Proche-Orient. Il permet aux femmes rurales, par l'intermédiaire de leurs associations et de leurs organisations de base, de faire entendre leur voix. Les technologies de l'information et de la communication, tant traditionnelles que modernes, sont utilisées pour encourager la mise en réseau et l'échange d'information.

Dimitra suit une approche participative dans l'ensemble de ses activités et lors du lancement de chaque nouvelle phase du projet, les organisations partenaires se sont réunies à Bruxelles pour échanger leurs idées, partager leurs expériences et définir un programme de travail commun, articulé autour de priorités et d'actions futures. En juin 2005, en vue de lancer la troisième phase de Dimitra, le projet s'est associé au CTA (Centre technique de coopération agricole et rurale ACP-UE) afin d'organiser un atelier conjoint rassemblant 22 représentants des organisations partenaires des deux réseaux dans le but d'élargir et d'enrichir les discussions.

Suite à l'Atelier, le réseau des femmes d'Ouganda (WOUGNET) en collaboration avec ENDA-Pronat, au Sénégal et le « Pacifique Islands Energy Gender Network » ont décidé d'héberger un groupe de discussion en ligne (Dgroups) d'une durée d'un an.

Cette discussion est intitulée « Renforcer les réseaux de femmes rurales au niveau de l'information et de la communication, et lutter contre le VIH-SIDA » dans les zones rurales.

Cette discussion électronique est disponible en anglais et en français. Elle rassemble les réseaux Dimitra présents lors de l'Atelier de juin 2005, mais aussi d'autres organisations intéressées et impliquées dans le soutien des réseaux de femmes rurales.

Depuis l'Atelier de juin, ENDA-Pronat a intégré un module sur le VIH-SIDA dans toutes ses activités de formations agricoles et d'information. Au Sénégal et en RDC, Dimitra et le service de communication pour le développement de la FAO, travaillent avec les radios sur le renforcement des synergies entre les radios communautaires et les réseaux de femmes rurales.

Un atelier avec les réseaux de femmes rurales et les radios communautaires rurales à été organisé au Sud-Kivu, RDC au mois de février 2006 et un autre est prévu au Katanga pour le mois de décembre 2006.

Les partenaires du CTA travaillent dans les pays ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique). Le thème « Femmes rurales, dynamisation des réseaux et lutte contre le VIH-SIDA dans les zones rurales » reflète quelques-uns des problèmes les plus urgents auxquels font face les partenaires des deux réseaux. En partageant leurs objectifs et les obstacles rencontrés, les participants à l'atelier ont pu élaborer un plan d'action conjoint fondé sur leurs expériences et leurs meilleures pratiques.

Cette publication regroupe les nombreux éléments qui ont fait de l'Atelier de juin un événement dynamique et enrichissant. Les conclusions des séances de travail parfois très animées, les expériences individuelles propres aux partenaires de Dimitra et du CTA, les stratégies d'action futures et les résultats de l'interaction avec les acteurs du développement sont présentés dans cette publication.

Nous vous souhaitons une bonne lecture et attendons vos réactions.

Marcela Villarreal

Directrice, Division de la parité hommes-femmes et de la population, FAO

LISTE DES PARTICIPANTS

- ⊙ Ali Abdoulaye [ONG-VIE | Niger]
- ⊙ David Barnard [SANGONeT | Afrique du sud]
- ⊙ Aristide Bashige Ndjuzi [GTZ-Santé | République Démocratique du Congo]
- ⊙ Isolina Boto [CTA | Belgique]
- ⊙ Faten Bouktif [CREDIF | Tunisie]
- ⊙ Christine Butegwa [FEMNET | Kenya]
- ⊙ Yogita Chandra Bhikabhai [PEG | Îles Fiji]
- ⊙ Janet Cox Achora [WOUGNET | Uganda]
- ⊙ Cynthia deWindt [Facilitator | Curaçao]
- ⊙ Tiziana Franceschelli [Projet Dimitra | Belgique]
- ⊙ Mourad Gourouhi [AMSED | Maroc]
- ⊙ Judith Gracey [Projet Dimitra | Belgique]
- ⊙ Jean-Pierre Ilboudo [FAO | Italie]
- ⊙ Isabelle Kalihangabo [PROFEMMES/TWESE HAMWE | Rwanda]
- ⊙ Rose Mensah-Kutin [ABANTU | Ghana]
- ⊙ Pierre Paul Misigaro [CTA | Belgique]
- ⊙ Elise Muhimuzi [CONAFED | République Démocratique du Congo]
- ⊙ Lubinda Mutemwa Tafira [ZAW | Zambie]
- ⊙ Eliane Najros [Projet Dimitra | Belgique]
- ⊙ Fatou Ndiaye Sow [ENDA-PRONAT | Sénégal]
- ⊙ Oumi Ndiaye [CTA | Belgique]
- ⊙ Adeline Nsimire [SAMWAKI | République Démocratique du Congo]
- ⊙ Rosalie Ouoba [RESACIFROAT | Burkina Faso]
- ⊙ Rose Rajbansee [CNRWP | Trinité-et-Tobago]
- ⊙ Vololomihaja Rasamimanana [ONE | Madagascar]
- ⊙ Angès Rubagire [Réseau des Femmes | Rwanda]
- ⊙ Mariam Sow [ENDA-PRONAT | Sénégal]
- ⊙ Alan Stanfeld [Projet Dimitra | Belgique]
- ⊙ Wilbert Tengey [ACHD | Ghana]
- ⊙ Sophie Treinen [FAO | Italie]
- ⊙ Ghaleb Tuffaha [CARDNE | Jordanie]
- ⊙ Stella Williams [Food Basket | Nigeria]

12 juin

Arrivée et Accueil

- ⊙ Arrivée des participants
- ⊙ Visites de Bruxelles en autocar
- ⊙ Dîner de bienvenue

Structure

13-15 juin

Séances de travail collectif

- ⊙ Échange d'idées et renforcement des liens entre les participants de l'Atelier
Résidence Palace, Bruxelles

Comprendre notre passé

- ⊙ **Les réseaux** FAO-DIMITRA et CTA
Les réseaux et les organisations se penchent sur le chemin déjà parcouru
- ⊙ **Les femmes rurales & la lutte contre le VIH/SIDA dans les zones rurales**
L'occasion de faire le point sur les événements et les étapes clés

Donner la priorité au présent

- ⊙ **Analyser les tendances et les événements extérieurs qui ont influencé le fonctionnement des réseaux**
Comprendre la manière dont les participants répondent aux tendances actuelles et commencent à envisager ce à quoi ressembleront leurs orientations futures
- ⊙ **« Fiertés » et « Regrets » : état des lieux**
Comprendre les contributions jugées positives par les participants ainsi que les progrès qu'ils doivent encore accomplir pour dynamiser leurs activités de mise en réseau
- ⊙ **Partage des objets symboliques**
Via le partage d'objets traditionnels, les participants envisagent certaines influences communes sur la mise en réseau en vue du développement des femmes rurales

L'avenir de la mise en réseau pour les femmes rurales à l'horizon 2010

- ⊙ **Ensemble, tournés vers l'avenir**
Souligner les projets et les espoirs partagés par les participants et travailler côte à côte afin d'encourager une évolution concrète et positive de la situation des femmes rurales et de favoriser la mise en réseau entre la FAO-DIMITRA et le CTA à l'horizon 2010

Élaborer tous ensemble une vision commune

Les partenaires travaillent à la production de plans d'action conjoints et à la diffusion de leurs idées

de l'Atelier

16-17 juin

Carrefour d'informations

- ◎ Interaction et échange entre les donateurs, les parties prenantes et les participants à l'atelier
Fondation Roi Baudouin, Bruxelles

Des réseaux durables

Le groupe reçoit des informations de la part d'organismes donateurs tels que la Banque mondiale, l'ONUSIDA, l'OMS, le Secrétariat ACP, CONCORD, la Coopération belge au développement, etc., relatives aux financements disponibles et aux critères et procédures utilisées par les différents organismes

Interaction et échange: le Nord rencontre le Sud

Échange et interaction avec les représentants de différents organismes, dont la FAO, la Fondation Roi Baudouin, le CTA, les ambassades d'Ouganda et d'Afrique du Sud

Voix du Sud

Les participants partagent les résultats et conclusions des séances de travail collectif avec les décideurs, les représentants des organismes internationaux et les ONG

Engagement pour l'avenir

Évaluation des enseignements dégagés lors de l'atelier et engagement pris en vue d'une collaboration future, reposant sur un objectif commun

VISITE GUIDÉE DE L'ATELIER

UNE ETAPE SUR LE CHEMIN DU RENFORCEMENT DES RESEAUX

Lorsque le projet Dimitra et le CTA (Centre technique de coopération agricole et rurale ACP-UE) ont réuni 22 représentants de leurs réseaux d'Afrique, du Proche-Orient, des Caraïbes et du Pacifique à Bruxelles, ils ont ouvert la voie à une semaine placée sous le signe du renforcement des liens existants et de la création de liens nouveaux.

Le thème de l'atelier, qui s'est déroulé du 13 au 17 juin 2005, était « Femmes rurales, dynamisation des réseaux et lutte contre le VIH-SIDA dans les zones rurales ». Ce thème reflétait bon nombre de préoccupations et de défis communs aux organisations, indépendamment des différences dans les secteurs et les régions représentés. En mettant en commun les connaissances, les expériences, les projets et les solutions, chaque participant a apporté une contribution précieuse aux discussions et est reparti plein d'énergie et d'idées nouvelles, fort d'une motivation accrue et d'un réseau élargi reposant sur le soutien et l'échange !



OBJECTIFS

Définir des objectifs communs

Les principaux objectifs de cette rencontre ont été :

- ① envisager différents moyens de permettre aux réseaux de se développer et d'attirer des fonds visant à garantir leur durabilité et de mettre au point des stratégies collectives pour se renforcer mutuellement;
- ② renforcer les capacités de collecte et de gestion de l'information ainsi que les techniques de communication;
- ③ échanger les expériences et les connaissances sur l'impact du VIH-SIDA dans les zones rurales, plus particulièrement sur les femmes, qui constituent les principales victimes de cette pandémie. Analyser les effets de cette dernière sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des communautés rurales;
- ④ définir des activités communes susceptibles de renforcer les différentes organisations et réseaux participant à cet atelier.

Echange et enrichissement

À leur arrivée, les participants ont pu découvrir le charme de l'hospitalité à la belge, avec notamment une visite de Bruxelles en bus et un dîner offert par les organisateurs. La semaine a débuté dans la convivialité, le dialogue s'installant librement et les liens se sont tissés rapidement au sein du groupe.

Les trois premiers jours de l'atelier se sont attachés à définir les domaines d'intérêt communs et à améliorer les compétences de

mise en réseau. Les organisations partenaires de Dimitra et du CTA ont relaté leurs expériences présentes et passées afin d'en partager les enseignements et ont envisagé la manière de lancer, ensemble, des initiatives futures.

Le lundi matin, l'Atelier a trouvé son rythme de croisière avec la présentation de ses objectifs et de son programme. Les participants ont ainsi eu l'occasion de détailler leurs activités, de décrire leur contexte d'action et d'exposer leurs attentes personnelles concernant l'issue de la réunion.

En répartissant les débats en séances plénières et petits groupes de discussion, tous les participants ont pu apporter leur contribution et échanger leurs expériences personnelles, tant leurs réussites que leurs échecs.

Jeter des bases solides

Pour que le travail d'un réseau soit couronné de succès, il est nécessaire d'agir de concert, en poursuivant un objectif commun. Les petits groupes de discussion ont fourni l'occasion aux participants d'explorer les synergies, d'envisager la manière de travailler en plus étroite collaboration et d'encourager le changement au sein de leurs communautés et de la société dans son ensemble. Les informations et les idées issues des séances de réflexion ont été organisées et présentées sous la forme de cartes et de calendriers clairement structurés afin d'encourager des discussions plus approfondies sur les tendances clés, les activités en cours de réalisation et les actions futures envisageables. Ce faisant, les participants ont pu s'intéresser de plus près à la manière de créer des réseaux efficaces, tout en visualisant plus clairement les préoccupations et les problèmes majeurs communs à tous.



ACTIVITES

Partir d'expériences communes

Parmi les questions clés servant de point de départ aux discussions de groupe, citons l'amélioration de la condition des femmes, le renforcement des capacités et des partenariats ainsi que la définition et l'élaboration de stratégies d'information et de communication. Certaines discussions ont également été consacrées à la réflexion sur les liens existant entre SIDA et pauvreté, à l'organisation pratique de séances de formation et d'information et à l'amélioration de l'appui institutionnel et politique.

Relever le défi du VIH-SIDA

La pandémie du VIH-SIDA représente un défi colossal pour toutes les organisations représentées à l'atelier. Dans la mesure où ces organisations travaillent dans le domaine du développement rural et non de la santé, c'est dans ce contexte bien précis qu'elles luttent contre la pandémie. Malgré le lourd tribut payé par l'agriculture et la sécurité alimentaire, la réponse à la pandémie du VIH-SIDA émane essentiellement du secteur de la santé. A mesure que le SIDA continue de se propager dans les zones rurales, où la grande majorité des personnes infectées appartiennent aux couches les plus pauvres de la société paysanne, l'appui au secteur agricole se fait de plus en plus pressant. Pour ce faire, il convient donc de réexaminer le contenu et la fourniture des services dudit secteur ainsi que le processus de transfert des connaissances agricoles au sein des communautés où la force de travail s'éteint peu à peu, avant même que les compétences aient pu être transmises à la génération suivante.

Envisager des approches nouvelles

Au sein des plus petits groupes, les discussions ont ciblé les actions concrètes que les participants pourraient entreprendre pour lutter contre le VIH-SIDA dans les zones rurales, plus particulièrement auprès des femmes.

Le travail actuellement accompli par les partenaires s'articule autour des axes suivants : organisation de campagnes pour la gratuité des médicaments, élaboration d'un cadre juridique pour lutter contre le VIH-SIDA, plaider en faveur de plus de ressources pour les personnes vivant avec le VIH-SIDA et conduite de campagnes de sensibilisation.

Concernant les actions futures, il a été proposé, entre autres, d'insister davantage sur l'atténuation de l'impact du VIH-SIDA sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des communautés rurales et d'œuvrer à une meilleure intégration des personnes séropositives au sein de la communauté.

Les séances plénières ont également servi de forums favorisant le partage d'expériences et d'exemples pratiques d'approches novatrices, notamment celles menées par la FAO et le CTA, pour lutter contre le VIH-SIDA. Parmi les approches présentées,



citons la mise en place des Junior Farmer Field and Life Schools (écoles pratiques d'agriculture et de vie pour jeunes agriculteurs) venant en aide aux enfants vulnérables, la sensibilisation de toutes les couches de la société, la fourniture d'informations, la mise en réseau et le soutien aux niveaux national et régional.

Choisir les bons outils de liaison

Des stratégies d'information et de communication efficaces sont essentielles au travail quotidien de l'ensemble des organisations et les participants ont réfléchi ensemble aux outils et techniques d'information les plus performants en vue de renforcer leurs réseaux et de lutter contre le VIH-SIDA.

En définissant et en utilisant des technologies de l'information et de la communication adaptées et innovantes, les réseaux Dimitra et CTA pourront continuer à mettre en place des stratégies et des partenariats futurs.

Exploiter le potentiel des radios rurales

Les radios communautaires rurales jouent un rôle fondamental pour mettre en lumière les connaissances et les expériences locales, sensibiliser les populations et leur permettre de contribuer activement au changement social. Ces radios encouragent également la participation de la communauté et la production de contenu local. Ces dix dernières années, la radio communautaire a trouvé sa place dans les processus de développement en Afrique, aidant à aborder des questions clés telles que les droits humains, les moyens d'existence et la gouvernance, c'est-à-dire la bonne conduite des affaires publiques.

Des informations détaillées concernant le potentiel et l'utilité pratique de la radio rurale ainsi que l'accessibilité de l'échange et de l'apprentissage en ligne grâce à IMARK (kits de ressources pour la gestion de l'information mis au point par la FAO) et Dgroups (groupes de discussion électronique parrainés par la Banque mondiale et la FAO, entre autres) ont fourni aux participants un éventail de possibilités nouvelles pour mener à bien leur mission, à savoir améliorer le partage de l'information avec et pour les femmes rurales.

Puiser dans nos ressources partagées

Avant de se rendre à Bruxelles, tous les participants ont été invités à apporter un objet qu'ils considéraient symbolique de la mise en réseau et des femmes rurales.

Il était frappant de constater qu'un grand nombre des artefacts présentaient des thèmes communs, par exemple les objets tissés et la manière dont ces derniers regroupent différents motifs



et fils de couleur, les maillons et les perles d'une chaîne ou les bracelets symbolisant le fait que les femmes, en unissant leurs forces, peuvent être vues et entendues ou encore le bois des arbres aux racines profondes, qui demeure un matériau vivant. L'un des symboles les plus évocateurs a été la calabasse des nomades. Ce bol en bois, utilisé pour manger, est fait par une personne orné par une autre et étoffé par une troisième. La calabasse est ensuite utilisée lors des repas qui sont partagés avec tous ceux présents, chacun plongeant sa main dans le bol à tour de rôle pour se nourrir. Il est orné de cuir et d'étoffe tissée par un autre groupe et est utilisé par de tous nombreux groupes lors de repas collectifs, partagés avec quiconque est présent (tout le monde plongeant sa main dans le bol à tour de rôle pour être nourri à partir d'une source commune).

Cette expérience a renforcé le message selon lequel les points communs des réseaux sont plus importants que leurs différences et a donc encouragé une compréhension mutuelle accrue. En conséquence, tous les participants ont redoublé de motivation afin de traduire leurs idées en un plan d'action conjoint, auquel le groupe pourrait collaborer aux niveaux local, national et régional.

Renforcer les capacités et la durabilité

Au quatrième jour, l'Atelier a déménagé dans les locaux de la Fondation Roi Baudouin. Dès lors, sa structure même a été modifiée, passant de discussions ouvertes et de travaux en groupe à des présentations plus formelles et à un échange d'informations plus pointues.

L'accent demeurait le même, à savoir comment renforcer les capacités des organisations représentées et garantir la solidité et la durabilité des réseaux.

Les organismes donateurs, dont la Banque mondiale, ONU-SIDA, l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Secrétariat ACP et la Coopération belge ont fourni des informations relatives aux sources de financement et ont présenté, dans les grandes lignes, les critères et les procédures de demande de financement. Les représentants d'organisations rurales doivent être suffisamment informés et formés afin d'avoir accès aux financements disponibles. Trop souvent, les grandes organisations, familières des procédures de demande, sont les seules à bénéficier d'un financement, alors que les plus petites organisations luttent sans relâche pour enfin « mettre le pied à l'étrier ». Les informations clés recueillies lors de cette séance ont également été incorporées aux plans d'action que le groupe avait commencé à esquisser au terme des séances de travail en groupes.

Echanger les informations avec les acteurs du développement

La dernière journée de l'atelier a été réservée aux interactions entre les participants et les représentants de plusieurs organismes, dont la FAO, la Fondation Roi Baudouin, le CTA, la Coopération belge, la Commission européenne, la Commission Femmes et Développement, la Confédération européenne des ONG d'urgence et de développement (CONCORD) ainsi que les ambassades d'Ouganda et d'Afrique du Sud et des représentants des pays ACP.

Cette séance a permis aux participants de partager les résultats de leur travail avec un plus large public et de mettre en place un cadre d'échange dynamique d'enseignements et d'informations entre les donateurs, les organisations internationales, les ONG et les réseaux travaillant à l'amélioration des moyens d'existence des populations rurales et plus particulièrement des femmes.

Elaborer des plans d'action concrets

Au cours de cette séance, les participants ont présenté les stratégies futures sur lesquelles ils avaient travaillé en petits groupes. Ils ont également exposé leur plan d'action conjoint, dans sa version définitive, réunissant les nombreux thèmes définis et débattus auparavant. Ce document a mis en évidence la nécessité de s'inspirer des expériences passées du réseau et de développer ses connaissances et son savoir-faire par le biais de la formation, de réunions d'échange et de stratégies de lobbying. Un accent tout particulier a été mis sur la nécessité de renforcer le cadre d'organisation et de fonctionnement des groupes de femmes rurales, en vue d'encourager l'émergence de réseaux nationaux et, d'autre part de relier les points focaux afin de favoriser un plus grand nombre de réseaux régionaux. A terme, le plan vise à concevoir et à exécuter un programme d'action contre le VIH-SIDA, en coopération avec les réseaux nationaux de femmes rurales, tenant compte des volets essentiels que sont la sécurité alimentaire et l'analphabétisme.

Franchir une nouvelle étape en vue d'un renforcement des liens

Vendredi soir, alors que l'atelier touchait à sa fin, tous les participants se sont réunis en cercle pour réfléchir à l'ensemble des résultats obtenus, aux enseignements de la semaine qui venait de s'écouler et, par là même, aux engagements qu'ils souhaitent prendre pour l'avenir.

A en juger par les observations recueillies, la réunion avait atteint son objectif, à savoir renforcer le réseau en le dotant d'une capacité accrue d'échange et de partage d'information. En outre, les participants ont produit des stratégies conjointes pour des activités durables menées au profit des femmes rurales, permettant aux partenaires et aux membres de Dimitra et du CTA de collaborer davantage à long terme.

Au cours de ces cinq jours, les participants ont travaillé dur, se sont amusés, ont renforcé leurs liens et ont forgé une vision commune.

« Le pouvoir dégagé par les gens qui travaillent ensemble, sur des problèmes communs, a été démontré avec force. »

RESULTATS



Les principales résolutions adoptées au terme des discussions de la semaine ont été :

- ⊗ échanger l'information relative aux discussions qui se sont tenues à Bruxelles avec l'ensemble des autres membres du réseau;
- ⊗ informer les autres groupes et les communautés rurales des informations recueillies au cours de l'atelier;
- ⊗ diffuser l'information par le biais de bulletins d'information, de présentations orales, de sites web, etc.
- ⊗ réfléchir à la manière de mobiliser des ressources financières et autres soutiens grâce à des efforts combinés à ceux d'autres réseaux;
- ⊗ accroître les échanges avec les réseaux d'autres pays et régions rencontrés en juin;
- ⊗ faire un usage accru des nouvelles TIC, en vue plus particulièrement d'un échange d'idées préalable à l'organisation de la prochaine réunion et de procéder à un suivi des discussions.

PLAN D'ACTION CONJOINT ELABORE PAR LES PARTICIPANTS

Objectifs	Actions
Renforcer le cadre d'organisation et de fonctionnement des groupes de femmes rurales, en vue d'encourager l'émergence de réseaux nationaux	Organiser des réunions d'information et de sensibilisation concernant la dynamique des réseaux de femmes rurales
	Construire des partenariats locaux et régionaux
	Organiser des séances de formation destinées aux organisations de femmes rurales (dynamique des réseaux, gestion et VIH-SIDA) afin d'autonomiser les femmes rurales
Mettre en place un mécanisme visant à relier les points focaux, en vue d'encourager l'émergence de réseaux régionaux	Renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles des points focaux, plus particulièrement en organisant des séances de formation, des réunions d'échange et en faisant l'acquisition de matériel logistique (NTIC et autres)
Concevoir et exécuter un programme d'action contre le VIH-SIDA, en coopération avec les réseaux nationaux de femmes rurales, tenant compte de la sécurité alimentaire et de l'analphabétisme	Réunions d'information et de formation sur le VIH-SIDA, les politiques agricoles, la protection de l'environnement (conventions sur la désertification, la biodiversité, etc.), l'éducation des femmes et des fillettes
	Réunion visant à définir des stratégies de lobbying à l'intention des réseaux de femmes rurales concernant la pandémie du VIH-SIDA
	Mise en œuvre de mécanismes permettant aux réseaux de femmes rurales de participer à l'application, au suivi et à l'évaluation des stratégies de lutte contre la pauvreté dans ces pays

Evaluation : l'évaluation doit inclure une évaluation participative, impliquant en premier lieu les réseaux de femmes rurales.

A photograph of a woman in a rural setting, smiling and holding a water bottle. She is wearing a blue shirt and a colorful patterned wrap. A young child is sitting on her back, also looking towards the camera. They are standing in a field with rows of tilled soil and some green plants in the background.

METHODOLOGIE : UNE APPROCHE PARTICIPATIVE



UN PROCESSUS DE FACILITATION DYNAMIQUE : DONNER VIE A LA MISE EN RESEAU

Une méthodologie fondée sur l'inclusion

Cynthia de Windt, qui avait animé avec brio l'atelier Dimitra de 2002, a été invitée cette année encore à mettre ses compétences, son énergie et son humour au service de cet événement.

La réunion s'est tenue, lors des trois premiers jours, au Centre international de la presse puis (Résidence Palace), les deux jours suivants, dans les locaux de la Fondation Roi Baudouin.

La préparation de la réunion a nécessité une étroite coopération entre Cynthia, Dimitra et le CTA. Les expériences pratiques des partenaires de Dimitra et du CTA ont constitué la force motrice de l'atelier et le processus de participation et de consultation s'est révélé être un facteur clé de la réussite de l'événement.

Définition des thèmes

Plusieurs mois avant la manifestation, les participants ont soumis, par écrit, un exposé de leurs activités en cours, dans l'un des domaines traités par les discussions, ou les deux, à savoir « La durabilité des réseaux » ou « L'impact du VIH/SIDA, plus particulièrement sur les femmes rurales ». Ces exposés présentaient, dans les grandes lignes, les préoccupations et les actions communes ainsi que les défis auxquels étaient confrontées les organisations au quotidien.

Un examen des conclusions du dernier atelier Dimitra (2002) a également mis en lumière plusieurs thèmes nécessitant une analyse approfondie, plus particulièrement la ferme volonté d'améliorer les compétences de mise en réseau et de développer les possibilités d'échanges sud-sud.

En outre, cette phase de planification a pris en considération les réponses fournies par les partenaires de Dimitra à un questionnaire d'autoévaluation envoyé en novembre 2004. Ce

questionnaire abordait les points suivants : impact du projet sur les travaux en cours de réalisation, utilisation de l'information dispensée par le réseau, impact positif et général de l'échange d'information et propositions visant à assurer la durabilité du réseau en s'appuyant sur les progrès déjà accomplis.

Le Cahier d'exercices

Sur la base des contributions envoyées par les partenaires de Dimitra et du CTA, Cynthia a produit un cahier d'exercices afin de structurer les discussions de groupe menées au cours de l'Atelier. Ce cahier fournissait un cadre, encore vide, à compléter par les participants à mesure qu'ils échangeaient et partageaient leurs expériences personnelles. En tant que tel, le Cahier d'exercices a servi de guide visant à orienter les discussions au sein d'un groupe hétérogène, possédant une expérience de la mise en réseau à divers degrés et travaillant avec des partenaires similaires au sein d'environnements également semblables.

Afin que les discussions ne dévient pas de l'objectif initial, les partenaires se sont acquittés progressivement d'une série de tâches qui leur ont parfois permis de découvrir des ressources insoupçonnées en cours de route.

La planification au service d'une réflexion claire

La méthodologie a observé quatre règles élémentaires :

- « Assembler toutes les pièces du puzzle pour une vision plus complète » ;
- « Penser globale avant de penser locale » ;
- « Autogestion du travail par le groupe » ;
- « Viser un objectif commun au lieu de gérer les conflits ».



Les participants ont contribué à la définition des priorités de l'atelier à chaque étape du processus et ont collaboré à la conduite des activités et des discussions, s'appropriant ainsi davantage les résultats et les plans d'action finaux. Cette approche où tout le monde « met la main à la pâte » permet aux participants de reproduire ce même processus de facilitation, s'ils souhaitent organiser des événements similaires avec leurs propres organisations et réseaux membres ultérieurement.

Règles de base

Afin de veiller à ce que tous les participants puissent s'exprimer et à ce que les points essentiels soient consignés en vue de discussions, d'analyses et d'actions futures, quelques principes de bases ont été instaurés :

- Toutes les idées sont valables;
- Tout est noté sur un tableau à feuilles volantes;
- Tous les participants sont à l'écoute les uns des autres;
- Les horaires sont respectés;
- Un objectif commun est poursuivi;
- Les divergences et les problèmes sont reconnus et acceptés.

Travaux de groupes

D'un commun accord, les organisateurs et les participants ont établi la méthode de travail suivante : les organisateurs ont défini les tâches, géré les horaires, dirigé les discussions en grands groupes et veillé à ce que l'objectif de l'atelier reste clairement défini et présent à l'esprit des participants. Ces derniers ont accepté de fournir des informations et de faire part de leurs expériences, de gérer leurs propres petits groupes de discussion et d'élaborer des projets et des actions futurs.

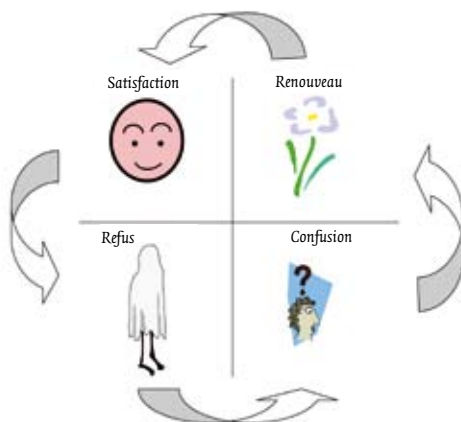
L'enthousiasme des participants était visible lors des séances plénières, chacun pouvant s'exprimer à sa guise. En outre, les discussions plus approfondies, en groupes mixtes plus réduits, ont fourni l'occasion de creuser certaines questions et d'échanger expériences, idées et pistes de solution.

Les groupes de travail offraient un visage différent à chaque nouvelle tâche, ce qui a encouragé une fusion des compétences et des expériences, au-delà des frontières linguistiques et géographiques.

Cynthia a présenté un volet clé de la méthodologie, à savoir « Le cycle de compréhension et de dynamisation ».

Le cycle de compréhension et de dynamisation

Appartenance de 4 pièces





Cette image d'un « appartement de quatre pièces » représentait le processus que les participants allaient opérer en vue de construire un réseau fondé sur l'inclusion et des objectifs communs.

S'appuyer sur des expériences communes de vie

Le travail en groupe a aidé les différents participants à examiner le passé, réfléchir au présent et se projeter dans un possible futur, ensemble. En envisageant les trois dimensions temporelles, les participants ont été encouragés à percevoir leurs expériences et leurs influences aux niveaux international, organisationnel et personnel. Cet exercice a mis en évidence les situations similaires vécues par tous les participants à l'atelier, indépendamment des différences fondées sur la langue, la géographie ou le genre et a jeté les bases d'une compréhension solide, servant de fondement à la conception d'activités et d'objectifs communs.

Symbolisme de la mise en réseau

Chaque participant a apporté à l'Atelier un objet symbolique de la mise en réseau avec les femmes rurales.

Ces objets étaient, entre autres : une image d'un ordinateur en fil de fer, une étoffe tissée du Ghana, batik de Zambie, un objet de décoration en perles tissées, une collier, un bracelet de perles, une sculpture sur bois, des petites sculptures, une calabasse utilisée par les nomades du Sahel, etc.

Le partage de ces objets a suscité une formidable fascination et une grande émotion parmi les participants. La valeur de ces symboles a touché émotionnellement chaque participant de la même façon quelque soit son origine. Ce partage d'émotions a joué un rôle unificateur au sein du groupe.

Evaluation

L'indicateur le plus révélateur de la réussite de l'Atelier et de sa méthodologie provient des observations formulées par les participants à la fin des débats. A n'en pas douter, l'approche participative a emporté l'adhésion de tous :

- ☉ « Nous avons eu des possibilités d'échange incroyables. »
- ☉ « J'ai pris plaisir à découvrir les activités d'autres personnes. »
- ☉ « Même si nos organisations sont très différentes, nous poursuivons des objectifs similaires. »
- ☉ « A la fin de la première journée, nous étions devenus un groupe soudé, au-delà des frontières linguistiques, culturelles et géographiques. »

TRAVAUX DE GROUPES



LES FACTEURS QUI INFLUENCENT ET MODELENT NOTRE TRAVAIL, NOS OBJECTIFS ET NOS VIES

Pour encourager les participants à débattre la multitude de facteurs susceptibles de les influencer dans leur travail et dans leur quotidien, ceux-ci ont noté des événements, incidents et expériences spécifiques qui les ont marqués au cours de ces dix dernières années. Ces notes ont ensuite été réparties en thèmes clés de leur activité : facteurs déterminants à l'échelle mondiale, facteurs déterminants liés au VIH-SIDA et aux femmes rurales, facteurs déterminants liés aux réseaux Dimitra et CTA et facteurs déterminants dans leur vie personnelle.

Facteurs déterminants à l'échelle locale, nationale et mondiale

- Développement des réseaux de femmes au niveau de la base
- Augmentation du nombre de réseaux créés
- Formation de réseaux mondiaux et régionaux
- Meilleure distribution de l'information
- Progrès des outils et techniques de communication
- Répercussions politiques sur le développement social et les organisations internationales
- Engagements pris à l'échelle internationale concernant des problèmes de développement
- Collaboration accrue nord-sud
- Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits de la femme en Afrique
- Forum africain pour le développement
- Sommet mondial de l'alimentation
- Conférence Beijing+5
- Déclaration du Millénaire, assortie des Objectifs du Millénaire pour le développement
- Sommet mondial sur la société de l'information
- Beijing+10
- Sommet mondial sur le développement durable (2002)
- Conférence de Madrid : accent mis sur les femmes rurales

Implications

- ⊙ Défi lié à l'amélioration du bien-être de la population au niveau de la base
- ⊙ Comment traduire les engagements en décisions et en actions, depuis les décideurs au plus haut niveau jusqu'à la base

Facteurs déterminants liés aux femmes rurales et au SIDA

- Poursuite de la propagation du SIDA en Afrique (ex : Ouganda)
- Définition de campagnes internationales de sensibilisation
- Objectifs fixés par les Objectifs du Millénaire pour le développement
- Intensification du plaidoyer au niveau national sur la base des processus internationaux
- Diffusion accrue de l'information dans les zones rurales
- Meilleure distribution des antirétroviraux
- Sensibilisation à une meilleure nutrition
- Sensibilisation accrue à l'impact du SIDA sur la sécurité alimentaire
- Statistiques internationales de meilleure qualité disponibles en vue de documenter les campagnes de sensibilisation et les processus d'élaboration des politiques (ex : ONUSIDA)
- Augmentation du nombre de réseaux nationaux créés/meilleure coordination entre les réseaux/autorités
- Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits de la femme en Afrique

Implications

- ⊙ L'impact dévastateur du SIDA sur les communautés rurales et sur les femmes en particulier fait l'objet d'une reconnaissance croissante
- ⊙ Nécessité de trouver des solutions urgentes et durables à des problèmes tels que l'accès insuffisant à l'information, l'absence de traitements médicaux, le manque de ressources, l'isolement, etc.



Facteurs déterminants liés aux réseaux Dimitra & CTA

- Aider les femmes rurales à se préparer en vue de participer plus activement à la vie de la communauté
- Aider à encourager les femmes rurales à expliquer ouvertement leur situation à l'ensemble de la communauté
- La mise en réseau a aidé plusieurs organisations à tisser des liens entre elles
- Des réunions nationales ont été organisées
- Des réunions d'information et des réunions périodiques sont organisées
- Les membres participent aux forums régionaux et aux réunions sous-régionales
- Les notes de bilan (debriefing) et d'information sont distribuées
- Les activités ont directement trait aux préoccupations des femmes rurales, c'est-à-dire à leurs moyens d'existence

Implications

- ⊙ Influence positive sur la manière dont les femmes rurales peuvent jouer un rôle à différents niveaux
- ⊙ Nécessité de poursuivre les efforts visant à encourager la création de réseaux de femmes au niveau de la base

Facteurs déterminants pour la vie personnelle

Changements en termes de :

- Travail
- Vie familiale
- Expérience de mise en réseau
- Création de nouvelles ONG
- Participation à des conférences internationales
- Elaboration d'activités liées au genre

Implications

«Lorsque les femmes rurales se rendent compte que les femmes urbaines prennent le pouvoir, elles comprennent qu'elles-mêmes doivent mieux s'organiser !»

THEMES CLES

- ⊙ Communication
- ⊙ Réseaux de femmes
- ⊙ Renforcement des capacités
- ⊙ Stratégie d'information
- ⊙ Liens entre SIDA et pauvreté
- ⊙ Appui institutionnel
- ⊙ Amélioration de la condition de la femme
- ⊙ Appui politique
- ⊙ Approche fondée sur les droits humains, appliquée aux problèmes de développement
- ⊙ Droits génésiques
- ⊙ Partenariats locaux, nationaux et régionaux



*« C'est incroyable d'avoir accompli
autant et d'avoir été aussi créatifs
tout en passant d'aussi bons moments
ensemble. »*

QUELLES SONT NOS ACTIONS ACTUELLES ?

Quelques exemples

☉ Renforcer nos organisations et réseaux

- Initiatives proactives de collecte de fonds
- Efforts en faveur de la durabilité
- Accent mis sur la formation professionnelle, le sens des responsabilités et les mesures de bonne gouvernance
- Promotion de la collaboration entre les réseaux et mobilisation de ces derniers en ce sens
- Formation, collecte de fonds, formulation de propositions
- Mentorat, transfert de compétences
- Organisation d'ateliers et de séminaires
- Fourniture d'une aide logistique et juridique aux partenaires et réseaux
- Fourniture d'une aide sur le terrain
- Collaboration avec les universités, les réseaux internationaux de femmes, les ONG locales et les réseaux régionaux
- Formation d'une alliance d'organisations communautaires de base (OCB) et d'organisations non gouvernementales (ONG) au niveau national

☉ Combattre la propagation du VIH-SIDA

- Plaidoyer en faveur de plus de ressources pour les personnes vivant avec le VIH-SIDA
- Création d'un cadre juridique efficace en matière de VIH-SIDA
- Intégration de la prévention et de la lutte contre le VIH-SIDA dans les projets de développement (microcrédit, alphabétisation, activités génératrices de revenus)
- Envisager une stratégie primaire de lutte contre le VIH-SIDA et de renforcement du secteur agricole
- Autonomisation des orphelins du SIDA
- Promotion de l'intégration du « droit à la vie et à la santé » dans la lutte contre le VIH-SIDA
- Campagnes en faveur de la gratuité des médicaments

☉ Promouvoir le changement

- Actions/plaidoyer pour l'équité/l'égalité hommes-femmes
- Mobilisation des femmes
- Campagnes de pression en faveur de la bonne gouvernance
- Plaidoyer pour l'engagement politique
- Sensibilisation des décideurs politiques
- Plaidoyer pour l'élaboration de politiques sur le VIH-SIDA tenant compte du volet « pauvreté »
- Elaboration de stratégies de communication reconnaissant et valorisant les techniques traditionnelles de communication et intégrant les NTIC
- Sensibilisation aux droits génésiques
- Travail au sein d'une coalition pour faire adopter un projet de loi sur les violences conjugales (plaidoyer, mise en réseau)

☉ Faire un usage innovant des outils et techniques de communication

- Elaboration d'une stratégie globale en collaboration avec les radios rurales communautaires
- Utilisation d'autres moyens de communication : marionnettes, théâtre, médias populaires
- Fourniture de formation et d'assistance pour l'utilisation des outils TIC
- Fourniture d'une assistance technique (résolution des problèmes), d'une formation aux TIC, aux radios communautaires et à la production de contenu local
- Communication utilisant les téléphones portables, les rencontres en face à face et les langues locales
- Utilisation de matériel imprimé, vidéo, audio et de la télévision pour véhiculer les messages
- Initiatives visant à influencer les politiques de communication afin de prendre en compte les besoins des femmes rurales
- Participation à des forums de discussion électroniques, utilisation de listes de diffusion, de bulletins d'information électroniques
- Utilisation de la téléphonie par Internet
- Promotion de la Wordspace Radio (radiodiffusion numérique par satellite)
- Etablissement de liens avec les programmes de communication
- Production de sites web, de bulletins d'information

☉ Travailler à l'amélioration des conditions de vie dans les zones rurales

- Programmes de lutte contre la pauvreté en vue d'améliorer les moyens d'existence des populations
- Initiatives visant l'amélioration de la condition économique, juridique et sociale des femmes
- Mise à profit des réussites et des acquis
- Autonomisation via l'information (accès)
- Collaboration des hommes et des femmes
- Initiatives relatives à des questions transversales, intégration d'une approche fondée sur les droits humains dans tous les programmes
- Diffusion de l'information et formation aux droits (à l'éducation, à la terre, à la citoyenneté)
- Soutien aux femmes, pour que ces dernières puissent pleinement faire valoir leurs droits
- Renforcement de la condition des femmes rurales
- Mise en place d'une approche de développement fondée sur les droits humains
- Renforcement des capacités par la formation

FIERTES ET REGRETS

Les participants peuvent être fiers d'un grand nombre de réussites. Une séance a d'ailleurs été consacrée au partage des initiatives couronnées de succès.

Toutefois, les participants ont aussi déterminé des domaines dans lesquels il leur faut déployer plus d'efforts afin d'accroître l'impact de leurs actions.

Nous sommes FIERS...

- D'avoir mis en place des réseaux
- D'être un réseau bien connu
- De fournir des informations actualisées et utiles pour les efforts de plaidoyer
- De fournir des possibilités de renforcement des capacités
- De mener des efforts de plaidoyer aux niveaux régional et international
- De rester optimistes et persévérants
- D'avoir de nombreux avis positifs en retour
- D'être les coordinateurs régionaux pour Dimitra
- De pouvoir atteindre de nombreuses femmes urbaines/rurales et de travailler avec elles
- D'encourager les hommes à promouvoir et à défendre les préoccupations et les droits des femmes
- De permettre aux jeunes femmes de lire dans leurs langues locales
- De permettre aux femmes rurales de participer à l'élaboration des plans d'action



- De tirer parti des expériences des organisations paysannes
- De valoriser les connaissances locales
- D'avoir mis en place un cadre de concertation pour les femmes rurales
- D'avoir mis en œuvre une dynamique de coopération sud-sud
- D'avoir intégré la prévention du VIH-SIDA dans les programmes de développement
- De mener des programmes de formation décentralisés
- D'avoir mobilisé plusieurs partenaires lors de la célébration de la Journée mondiale des femmes rurales du 15 octobre (d'avoir influencé le Ministère de la promotion de la femme et de la famille)
- De mener des campagnes visant à encourager les femmes à participer aux processus de prise de décision
- De permettre aux femmes d'entreprendre des actions citoyennes et de participer aux élections (formation « les femmes peuvent le faire ! »)
- De changer des lois discriminatoires
- De voir la mise en place d'un réseau de femmes rurales au Sud-Kivu
- De voir se dessiner un leadership des organisations de base pour les femmes
- D'avoir assisté à l'établissement de centres de dépistage volontaire du VIH, de centres de consultation et de centres pour la prévention et la transmission mère-enfant du VIH, avec la participation des organisations de base du Sud-Kivu
- D'avoir vu la création de réseaux de femmes à Madagascar, aux Comores, à Maurice et aux Seychelles
- D'avoir élaboré une liste de contacts d'accueil et d'hospitalité (Caraïbes)



Nous REGRETTONS...

- De constater un manque d'informations et de ressources accessibles
- De n'avoir pas fait assez pour sensibiliser les décideurs à l'égalité hommes-femmes
- De ne pas disposer de suffisamment de personnes prêtes à participer et à échanger l'information
- De voir que le facteur humain est minimisé au vu des progrès des TIC
- De ne pas mener plus de campagnes de collecte de fonds
- De ne pas avoir optimisé notre potentiel TIC au sein du réseau (ex : Skype)
- De laisser la tradition et la culture décourager les initiatives d'égalité hommes-femmes
- De ne pas avoir impliqué plus d'autorités traditionnelles dans le processus de mise en réseau
- De ne pas prêter suffisamment attention à la diffusion d'informations sur le SIDA
- De ne pas avoir de plus de contacts directs avec les organisations de femmes rurales de Dimitra
- D'avoir un accès insuffisant aux TIC
- De ne pas avoir plus de contacts directs avec les organisations membres et les femmes rurales (contacts web uniquement)
- De ne pas investir suffisamment de temps dans le projet Dimitra/les réseaux de femmes rurales



- De ne pas disposer de plus de fonds pour réaliser toutes les actions souhaitées
- De constater le manque d'engagement politique dans mon pays
- D'observer le nombre limité de femmes rurales participant au processus
- De n'avoir pas pu former plus de femmes à la santé de la reproduction
- De voir que les associations ont un accès limité aux TIC
- De manquer de partenariats au niveau local
- De ne pas avoir de stratégie de communication claire sur le VIH-SIDA dans les zones rurales
- De compter sur des sources de financement insuffisamment diversifiées
- De manquer de soutien au niveau du réseau (membres)
- De devoir interrompre la publication de notre bulletin d'information par manque de fonds
- De voir perdurer la violence infligée aux femmes
- De ne pas disposer de plus de temps
- De manquer de ressources financières et humaines





QUELLES SONT NOS PRIORITES ?

⊙ Favoriser un réel changement des politiques

- Sensibiliser les politiques de la santé reproductive
- Intensifier les efforts de plaidoyer afin de faire adopter des lois relatives aux droits de la santé reproductive
- Encourager les processus participatifs
- Accroître le plaidoyer en faveur de la participation des femmes aux processus de prise de décision
- Accroître le rôle de la société civile dans les campagnes visant à améliorer la condition des femmes
- Elaborer et mettre en œuvre des plans d'action

⊙ Garantir un meilleur accès à l'information adéquate

- Accroître l'accès aux TIC/outils dans les zones rurales
- Assurer un contenu plus pertinent des campagnes d'information et de communication
- Adapter les programmes aux différents publics
- Etablir des liens entre les femmes rurales et les radios communautaires en formant les communicateurs ruraux
- Renforcer de plus en plus les liens avec les nouvelles technologies de l'information
- Echanger plus d'informations par le biais de réseaux renforcés et élargis

⊙ Continuer d'être les agents du changement

- Continuer à améliorer la condition juridique, économique et sociale des femmes
- Accroître la représentation des femmes et sensibiliser les hommes à l'égalité hommes-femmes
- Rejoindre les réseaux de femmes au niveau régional
- Construire une alliance plus solide avec la FAO/Dimitra/CTA
- Elaborer un plan stratégique à long terme
- Continuer à échanger l'information et les expériences
- Adopter une approche multisectorielle
- Obtenir un plus grand soutien institutionnel
- Amener l'information au niveau de la base

⊙ Progresser dans la lutte contre le VIH-SIDA

- Donner la priorité aux efforts visant à atténuer l'impact du VIH-SIDA dans les zones rurales
- Œuvrer à une meilleure intégration des personnes séropositives au sein de la communauté
- Faire de la gratuité/modicité des médicaments une réalité
- Améliorer la qualité des structures de soins de santé
- Canaliser l'information sur l'impact du VIH-SIDA, depuis la base jusqu'aux décideurs
- Garantir l'égalité hommes-femmes, qui va de pair avec la lutte contre le VIH-SIDA

⊙ Renforcer durablement les réseaux et les organisations

- Créer des liens entre les réseaux de femmes et œuvrer à une plus grande durabilité
- Chercher de nouveaux financements et partenaires
- Représenter nos intérêts lors de forums internationaux
- Renforcer nos compétences de plaidoyer et de lobbying pour un impact accru
- Renforcer les réseaux sous-régionaux
- Adopter des stratégies et des actions communes
- Améliorer la coordination afin de dégager des synergies

STRATEGIES POUR L'AVENIR

VISION DU RESEAU EN 2010

Ensemble, les participants ont imaginé le réseau de l'an 2010.

Le réseau fonctionnera à plusieurs niveaux :

🕒 **Local** 🕒 **National** 🕒 **Régional** 🕒 **International**



Niveau local **Vision 2010 :**

Réseaux locaux composés d'organisations de base, d'ONG, de groupes de femmes, de groupes mixtes et de collectifs œuvrant pour les femmes rurales. Les communautés engagées dans le processus sont bien formées, informées et équipées.



Niveau national **Vision 2010 :**

Un nombre accru de réseaux nationaux, ce qui permet aux populations rurales et aux organisations de base de se renforcer et de faire entendre leur voix. Les politiques gouvernementales se rapportent aux préoccupations relatives aux moyens d'existence des femmes rurales.



Niveau régional **Vision 2010 :**

Liens intra- et inter-réseaux et renforcement des capacités auprès des groupes sous-régionaux. Les membres des organisations et des réseaux locaux participent aux forums régionaux et aux réunions sous-régionales.



Niveau international **Vision 2010 :**

Un réseau dynamique et performant, composé de réseaux locaux prenant des initiatives, formés et informés, équipés de matériels adaptés en termes d'information et de communication (valorisant les outils traditionnels ainsi que l'acquisition des nouvelles technologies de l'information et de la communication).

Partenaires potentiels

- Agences des Nations unies (ex : ONUSIDA, PNUD, UNIFEM, OMS, etc.)
- Commission européenne
- Fondations (ex : Aga Khan, Fondation Roi Baudouin, Bill & Melinda Gates, Ford, etc.)
- Banque mondiale
- Banque africaine de développement
- Autres donateurs bilatéraux et multilatéraux

Axes de travail du plaidoyer

- Renforcer les efforts visant à modifier les politiques sur le plan juridique et institutionnel, par exemple :
 - Violence
 - Relations intrafamiliales
 - Régime foncier
 - Égalité hommes-femmes

Stratégies à mettre au point

- Lobbying et plaidoyer
- Outils et techniques d'information et de communication
- Structures améliorées
- Actions concrètes
- Planification avisée
- Mise en réseau performante
- Efforts visant à répondre aux besoins en information
- Renforcement des capacités et formation

Espoirs de réussites du réseau en 2010

Accroître le champ d'action des réseaux afin de créer de nouveaux partenariats et de traiter un grand nombre d'autres problèmes de première importance, par exemple :

- Hausse de la production alimentaire en vue de moyens d'existence durables
- Amélioration de la nutrition
- Conduite de projets intégrés combinant la problématique du VIH-SIDA, les technologies de l'information et la sécurité alimentaire
- Mise en œuvre de politiques ciblant l'accès à l'information et la problématique du genre, garantissant la participation des femmes aux fonctions d'autorité et aux processus décisionnels
- Efficacité des initiatives traitant de l'alphabétisation et de l'égalité hommes-femmes
- Harmonisation des réseaux afin de les élargir de plus en plus à d'autres partenaires

UTILISER LES RESEAUX POUR LUTTER CONTRE LE SIDA DANS LES ZONES RURALES

Les principaux objectifs mis en évidence au cours des discussions ont été :

- ⊗ Contribuer à la réduction de la transmission du VIH-SIDA dans les zones rurales
- ⊗ Contribuer à l'autonomisation des femmes rurales



Besoins
– contribuer au développement des femmes rurales
– renforcer les capacités économiques des femmes rurales
– promouvoir la dynamisation des réseaux
– lutter contre le VIH-SIDA dans les zones rurales

Ressources disponibles	Ressources nécessaires
Membres des réseaux Dimitra & CTA	Plus de communicateurs ruraux formés
Groupes de femmes rurales	Matériel de communication
Réseaux locaux de femmes déjà actifs dans les zones rurales	Bureaux permanents implantés dans les zones rurales
Acteurs politiques	Appui institutionnel (autre mode de fonctionnement)
Bureaux	Financement des activités
Agents de vulgarisation des zones rurales	
Ressources matérielles	

Actions
– Renforcer les capacités
– Planifier les activités
– Mobiliser les ressources
– Diffuser l'information par la sensibilisation
– Former les femmes rurales
– Encourager le développement de l'activité d'entreprise des femmes





STRATEGIES VISANT A RENFORCER LES CAPACITES DE COMMUNICATION

Un groupe a étudié la mise au point d'une stratégie de communication adaptée afin de faire avancer les objectifs des réseaux.

Une étape clé du renforcement des réseaux consiste à envisager la manière dont les technologies de l'information et de la communication (TIC) peuvent contribuer à renforcer les capacités et favoriser la lutte menée par les femmes contre le VIH-SIDA.

Qu'entendons-nous par TIC ?

Les TIC incluent :

- les technologies de l'information et de la communication traditionnelles, à savoir la radio, la télévision, les journaux, les bulletins d'information, les fax, les téléphones fixes, les brochures, les affiches;
- les nouvelles TIC, à savoir Internet, les ordinateurs, les téléphones portables, les téléphones-appareils photo, la messagerie électronique (e-mail) et Skype.

Existe-t-il des liens entre les réseaux, les femmes rurales, le VIH-SIDA et les TIC ?

Oui :

- les femmes et les fillettes sont plus vulnérables au VIH-SIDA;
- il est nécessaire de mener des interventions ciblant le changement social, plus particulièrement les relations hommes-femmes, et le changement comportemental;
- tout le monde devrait jouir du droit à l'information et à la communication (« l'information est synonyme de pouvoir »);
- les TIC peuvent servir de plate-forme au plaidoyer et faciliter les activités de mise en réseau, par exemple en mobilisant les femmes rurales afin d'atteindre les décideurs;

- les TIC sont des outils utiles à la sensibilisation des femmes rurales, par exemple en diffusant des informations sur leurs droits.

Quel est le rôle des radios rurales ?

Atteindre efficacement les communautés rurales, telle est l'une de nos principales préoccupations et la radio rurale peut apporter une réponse :

- les radios (surtout les radios communautaires) sont des outils de communication fondamentaux pour les zones rurales;
- la radio encourage l'accessibilité de l'information et de la communication;
- la création de stations de radio rurales favorise la participation de la communauté à la production de contenu local;
- il est important de susciter un sentiment d'appropriation de l'information et de la radio elle-même;
- la radio rurale est le mode de communication qui utilise le mieux les langues locales;
- la radio rurale est l'outil de communication le plus populaire dans la plupart des pays ACP.

Comment pouvons-nous adapter les TIC (anciennes et nouvelles) à nos besoins réels ?

Afin d'optimiser l'impact et le potentiel des TIC, des stratégies adéquates doivent contribuer à les intégrer dans les activités et les programmes en cours.

- formation des formateurs (membres du réseau et femmes rurales) à l'utilisation des nouvelles TIC;
- formation aux questions de genre des producteurs de radio, hommes et femmes confondus;
- formation des organisations de femmes à la production de contenu local à des fins médiatiques (radio, presse, vidéo);

« Nous réitérons la nécessité pour les réseaux de continuer à utiliser les TICs nouvelles et les traditionnelles afin de produire et de diffuser l'information aux membres des pays ACP »

Participants à l'Atelier

- mise en place de relations et d'accords avec les stations de radio communautaires existantes, en vue de consacrer un temps d'antenne périodique à la diffusion de programmes propres au réseau;
- création de stations de radio communautaires dans les zones rurales;
- exploitation du potentiel des téléphones portables et des centres multimédia communautaires afin de contribuer aux actions de développement.

Quels sont les obstacles ?

Nos organisations sont confrontées à de nombreux obstacles en termes d'accès aux TIC et d'utilisation de ces dernières. Parmi ces obstacles, citons :

- manque d'informations et de connaissances sur l'existence et l'utilisation des TIC;
- charge de travail des femmes qui freine leur participation aux TIC et au développement en général;
- fossé numérique zones rurales/zones urbaines + fossé numérique hommes/femmes;
- manque d'infrastructure pour les TIC (anciennes et nouvelles);
- accès insuffisant aux TIC;
- manque d'équipement pour les TIC (anciennes et nouvelles);



Nous devons également faire face à des contraintes sur le plan de l'environnement, notamment :

- le fait que le cadre législatif régissant les radios communautaires n'est pas favorable au développement de ces dernières dans certains pays;
- les politiques relatives aux TIC font défaut dans certains pays ou ne traitent pas des problèmes majeurs;
- le faible niveau d'alphabétisation parmi les femmes;
- la nécessité de veiller à ce que les interventions liées aux TIC se situent dans le cadre plus large du changement social.

Quelles solutions envisageons-nous ?

Certaines recommandations ont été formulées pour nous aider à améliorer nos activités de mise en réseau :

- travailler en étroite collaboration avec les réseaux locaux et régionaux, par exemple en cherchant activement une assistance technique, un appui financier;
- échanger activement les informations entre les différents réseaux, entre les femmes rurales (communication horizontale) et entre les réseaux et les partenaires (communication verticale).

Concernant les outils et les techniques de communication, il est nécessaire de :

- soutenir les programmes de formation aux TIC anciennes et nouvelles, plus particulièrement la radio communautaire;
- fournir l'équipement servant à la mise en place de centres multimédia communautaires (CMC) dans les zones rurales;
- fournir un appui aux programmes de plaidoyer ciblant la communication et les politiques de lutte contre le VIH-SIDA;
- promouvoir les programmes d'alphabétisation destinés aux femmes rurales.



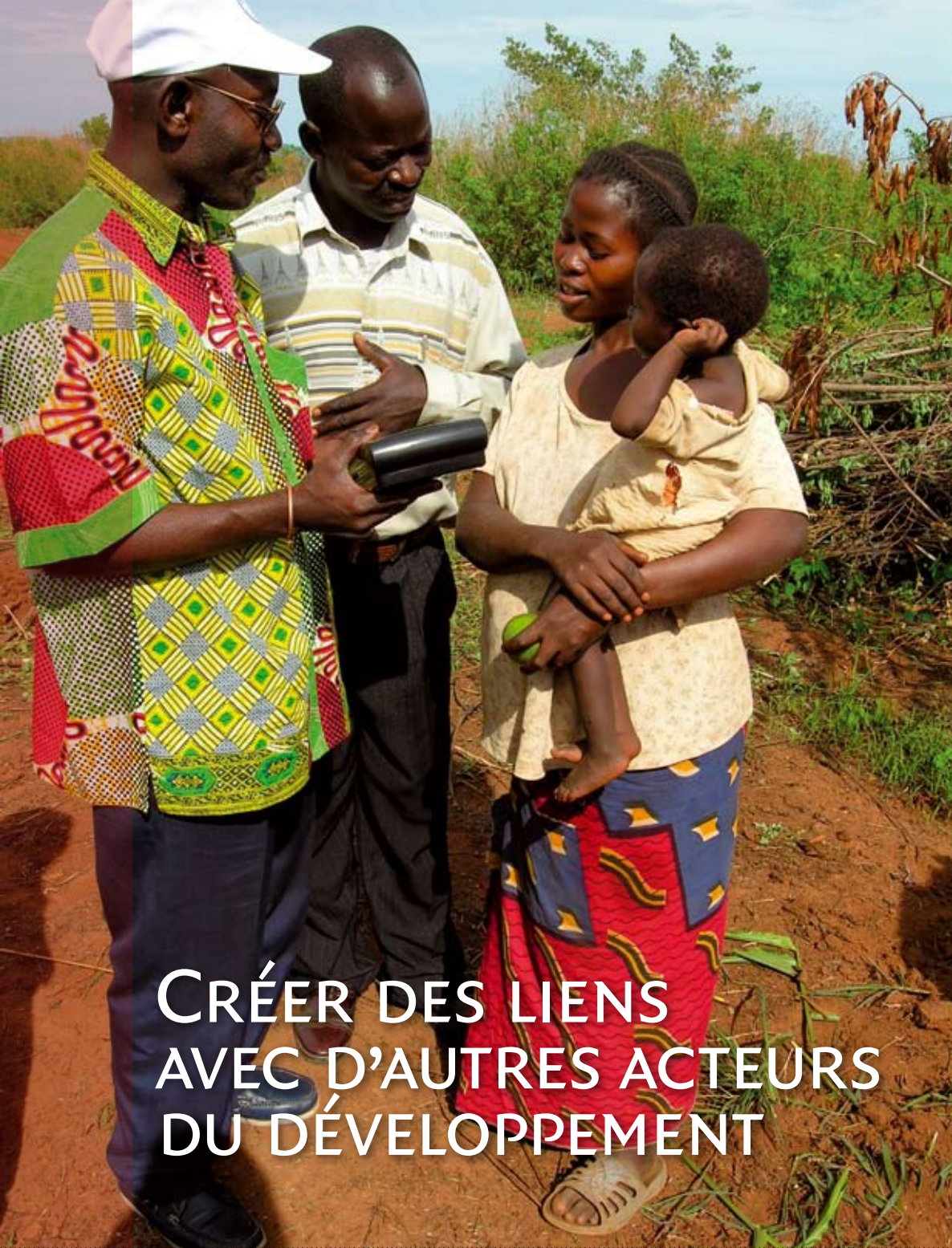
STRATEGIES VISANT A AMELIORER LA COLLABORATION ET LES SYNERGIES



L'Atelier a mis en lumière de nombreux points communs au niveau du travail accompli par les partenaires de Dimitra et du CTA. Au cours des séances de travaux de groupes, il est apparu clairement que les organisations étaient enthousiastes à l'idée de planifier des projets conjoints et de renforcer leur collaboration et leurs synergies.

- ◎ L'accent mis sur des thèmes communs et spécifiques, comme le VIH-SIDA et le renforcement des réseaux, a aidé à consolider les liens entre les participants
- ◎ Par l'échange d'expériences et les discussions, tous les participants ont appris à mieux se connaître
- ◎ La réussite de l'Atelier démontre le degré de collaboration qui s'est développé entre les organisations

Points communs au niveau de notre travail et de nos objectifs :	• Femmes rurales • Information et communication • Utilisation des TIC et des médias • Plaidoyer • Influencer les politiques
Complémentarités pouvant émaner de liens consolidés :	• Couverture géographique étendue • Impact renforcé aux niveaux local, national, régional et international • Plus de possibilités de renforcement des capacités sur les questions de genre • Meilleure sensibilisation à l'égalité hommes-femmes et intégration de la dimension du genre dans les politiques • Plus de possibilités de formation des membres Dimitra/CTA
Concrètement, cette collaboration peut prendre la forme d'activités :	• Préparatifs du Congrès mondial des femmes rurales de 2006 (Afrique du Sud), plus particulièrement concernant la participation des femmes rurales • Utilisation de Dgroups pour poursuivre les discussions au terme de l'atelier et en préparation du Congrès • Création d'une liste de diffusion CTA/Dimitra dans chaque organisation • Intégration des nouveaux arrivants dans la liste de diffusion et les bases de données déjà existantes au sein du réseau • Fourniture de liens réciproques à partir des sites web de tous les participants • Mentorat mutuel dans des domaines spécifiques • Utilisation accrue des TIC et des radios rurales • Utilisation des CD IMARK en matière de documents électroniques, de numérisation, de bibliothèques numériques et de communautés électroniques • Formation à la création et à la gestion des communautés électroniques (sur demande) • Echange des expériences, des enseignements et des bonnes pratiques entre les membres • Meilleur accès au contenu local pour les femmes rurales, via la formation des formateurs, afin d'apprendre à restructurer l'information dans un langage adapté et dans les langues locales • Création de groupes de plaidoyer/de pression aux niveaux national, régional et international, pour l'acquisition et l'approvisionnement en équipement et infrastructure et la connectivité des communautés rurales
Pour utiliser nos propres mots...	• « Nous sommes tellement impatients et enthousiastes à l'idée de pouvoir communiquer par Internet verbalement, car nous aimons parler et que nous pouvons obtenir beaucoup plus de résultats lorsque la communication est orale. » • « Nous regrettons de ne pas pouvoir utiliser pleinement toutes les possibilités offertes par les NTIC. » • « Nous voulons intégrer les TIC afin de communiquer au sein de nos réseaux locaux et internationaux. » • « Nous avons besoin des nouvelles technologies de la communication. Pour aller à un cybercafé il me faut 5 heures pour parcourir 80 km et je dois passer la nuit sur place. »



CRÉER DES LIENS AVEC D'AUTRES ACTEURS DU DÉVELOPPEMENT

Le quatrième jour de l'atelier, un grand nombre de représentants d'organismes de soutien et de financement ont enrichi les discussions par leurs connaissances et leur expérience, en fournissant des informations détaillées sur les possibilités de financements, les procédures et les critères à remplir. Cette séance d'information a également mis l'accent sur les avantages des partenariats et des alliances avec d'autres organisations de même nature afin de gagner en visibilité et d'atteindre des objectifs communs.

Des renseignements pratiques ont été fournis par les organismes donateurs, dont la Banque mondiale, l'ONUSIDA, l'OMS, le Secrétariat ACP et la Coopération belge au Développement. Les échanges d'informations ont abordé, en toute franchise, des sujets aussi divers que les difficultés rencontrées par les organisations pour accéder aux fonds et aux ressources au niveau local, la manière d'identifier les bonnes personnes de contact, les thèmes prioritaires privilégiés par les donateurs et les lignes directrices régissant les propositions soumises aux organismes donateurs. Au niveau de la base, l'accès aux informations et aux ressources continue de poser problème, d'où la nécessité d'un échange d'information et d'un renforcement des capacités.

☉ Renforcer les capacités locales en vue d'un meilleur accès aux financements disponibles

La pandémie du VIH-SIDA est une priorité des efforts de développement menés par la Banque mondiale. Jean Delion, spécialiste du développement social au sein de la Banque mondiale, a décrit le financement de projets et de programmes traitant du VIH-SIDA au niveau de son organisation. De nombreux groupes peinent à comprendre les procédures complexes à entreprendre en vue d'accéder aux financements. De fait, les organisations de femmes soumettent, en définitive, très peu de demandes. Par conséquent, il est fondamental de renforcer les capacités des organisations de base pour que ces dernières puissent, à leur tour, bénéficier des fonds octroyés par la Banque mondiale.

Les réseaux de femmes doivent faire l'objet d'une attention toute particulière. En effet, ces derniers requièrent un plus grand nombre de points d'entrée afin de participer aux initiatives menées au niveau local et aux structures de planification des efforts de lutte contre le VIH-SIDA.

☉ Travailler en collaboration pour un impact accru

Solange Kouo Epa, de l'Organisation Mondiale de la Santé, a décrit les efforts déployés par son organisation dans le cadre du Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme. Ce Fonds vise à réunir, gérer et répartir les ressources destinées à la lutte contre ces pandémies, en s'appuyant sur les connaissances des experts locaux. Il dépend également de partenariats entre les gouvernements, la société civile, le secteur privé

et les communautés concernées. Le Fonds mondial se charge de compléter le financement apporté par d'autres donateurs et d'utiliser ses propres subventions afin d'encourager de plus amples investissements de la part des donateurs et des bénéficiaires eux-mêmes. Cependant, une fois de plus, rares sont les organisations locales qui soumettent effectivement des demandes de financement, en raison des procédures administratives longues et complexes qu'il leur faudrait entreprendre.

☉ Partager les meilleures pratiques

Denis Haveaux, attaché de liaison de l'ONUSIDA auprès de l'Union européenne, a examiné en détail la féminisation et la mondialisation croissantes du VIH-SIDA. M. Haveaux a mis en évidence les différentes activités menées par son organisation ainsi que les possibilités et les procédures accessibles aux organisations locales en quête de financements. L'ONUSIDA ne travaille pas à la mise en œuvre de projets, mais veille à la bonne utilisation des fonds octroyés et à la coordination au niveau national. Parmi les problèmes cités par le représentant de l'ONUSIDA, il a été question des difficultés rencontrées par les ONG subsahariennes pour représenter leurs intérêts à Bruxelles. Les appels à propositions, en vue d'un financement ultérieur, sont publiés via l'Internet et l'ONUSIDA aide les organisations à réunir et compléter la documentation nécessaire à la procédure de demande.

L'ONUSIDA prône le renforcement des capacités en tant que moyen viable et durable d'accroître les efforts de prévention du VIH. Une attention toute particulière est accordée à l'analyse des informations nationales clés, à la bonne compréhension de la pandémie par les communautés locales, à la définition d'objectifs nationaux et à la documentation des meilleures pratiques et des exemples de programmes efficaces de prévention du VIH, plus particulièrement ceux portant sur les populations vulnérables.

☉ Des microprojets pour un impact maximal

Marianne Degrugillier de la Coopération belge au Développement (DGCD) a exposé les procédures de financement mises en place par son organisation dans le cadre de microprojets et du travail mené auprès d'ONG locales des pays partenaires, dont plusieurs abordent la problématique du SIDA. Le budget total disponible pour ces travaux est d'environ 3 millions d'euros par an.

La DGCD travaille actuellement dans 18 pays partenaires, dont :

- Afrique : Algérie, Bénin, Burundi, République Démocratique du Congo, Mali, Maroc, Mozambique, Niger, Ouganda, Rwanda, Sénégal, Tanzanie, Afrique du Sud et les territoires palestiniens.
- Amérique latine : Bolivie, Équateur et Pérou.
- Asie : Vietnam.

Comment faire de nos aspirations des projets concrets ?

Conseils pratiques sur la création et la pérennisation des réseaux

Dans toutes ses activités, la DGCD favorise une approche participative encourageant l'autonomisation et l'appropriation. Cette approche est souvent difficile à mettre en application dans le cadre de programmes sectoriels de grande envergure. De nombreux projets à petite échelle sont actuellement mis en œuvre par la DGCD. Ces projets sont connus sous l'appellation de micro-projets ou de programmes de micro-interventions (PMI).

L'objectif principal d'un PMI est de promouvoir un développement humain durable en fournissant un soutien direct à des activités d'intérêt général menées dans les domaines économique, social et culturel. Ces programmes visent plus spécifiquement à apporter un soutien financier ou logistique aux organisations de la société civile, dans la mise en œuvre de leurs initiatives.

Les secteurs et thèmes spécifiques admissibles à un financement sont : soins de santé de base, éducation et formation, agriculture et sécurité alimentaire, infrastructure fondamentale et développement communautaire.

L'égalité hommes-femmes, le respect de l'environnement, l'économie sociale et la lutte contre le VIH-SIDA sont considérées comme des thématiques transversales.

Dans le cadre de l'aide apportée à la lutte contre le VIH-SIDA, la Belgique cible plus particulièrement les groupes vulnérables comme les femmes et les adolescents. La DGCD soutient également des projets portant sur la prévention ou le traitement du VIH-SIDA en dehors de la sphère médicale, notamment les projets liés aux jeunes, aux enfants de la rue, à la rééducation des enfants soldats, aux mouvements de femmes, etc. Une assistance est également fournie aux ONG en vue d'atténuer l'impact économique du SIDA, par exemple via le rajustement des crédits octroyés aux communautés durement touchées par la maladie.



🕒 Définir des cadres de réussite

Les discussions ont également mis l'accent sur les organisations de soutien et sur les cadres stratégiques susceptibles d'apporter une aide précieuse, en termes de conseil, aux organisations de base. Isolina Boto et Oumy Ndiaye ont fourni aux participants une vue d'ensemble des programmes du CTA et ont expliqué le rôle de ce dernier dans l'aide à la coopération entre les organisations des pays ACP et les acteurs européens.

Le travail accompli par le CTA dans ce domaine cible, dans une large mesure, la sensibilisation aux programmes et activités du Centre à Bruxelles. À leur tour, les différents acteurs font connaître les programmes menés par le CTA en matière de développement dans le contexte des discussions ACP-UE et forment des partenariats avec d'autres organisations, lesquels peuvent aboutir à des initiatives et programmes conjoints dans le futur.

Des représentants de CONCORD, la Confédération européenne des ONG d'urgence et de développement fondée en 2003, ont également participé à la séance d'information. Le principal objectif de l'organisation est d'accroître l'impact des ONG européennes de développement au niveau des institutions européennes. Rassemblant 18 réseaux internationaux et 20 associations nationales des États membres de l'Union européenne et des pays candidats, CONCORD représente plus de 1500 ONG européennes. Outre son groupe de travail relatif au genre, particulièrement actif au niveau européen, la Confédération a également produit un kit de ressources sur le genre en vue d'atteindre les objectifs liés à l'égalité hommes-femmes.

Récemment, les priorités de CONCORD ont ciblé les thèmes suivants : perspectives financières futures et instruments de l'aide au développement, éducation au développement et sensibilisation de l'opinion publique, politique de microcrédit de la Commission européenne et l'indispensable déliement de l'aide, et établissement d'alliances avec les autres secteurs de la société civile afin d'atteindre une masse critique.

🕒 Œuvrer pour la clarté et la transparence

Cette séance d'échanges s'est avérée très intéressante, dans la mesure où elle a souligné les difficultés rencontrées par les organisations locales en quête de financement et de soutien pour leurs activités et confrontées, ce faisant, à des procédures complexes.

Grâce à l'approche ouverte des représentants des différents organismes, les objets de préoccupation ont été soulignés et examinés sous différents angles.

Ces discussions ont également contribué à encourager les participants à exploiter et à étendre leurs partenariats existants ainsi qu'à conjuguer leurs compétences pour que leurs activités aient un impact maximal, et ce, à tous les niveaux.



VENDREDI 17 JUIN – FONDATION ROI BAUDOUIN

Le dernier jour, les discussions de groupe ont atteint leur point d'orgue et l'occasion a été donnée à toutes et à tous de montrer l'ensemble des progrès accomplis. Le dernier jour de l'atelier a également permis d'exploiter la richesse de compétences, d'expériences et de connaissances des participants, en vue de renforcer les liens et les partenariats pour l'avenir.

Les superbes locaux de la Fondation Roi Baudouin ont été le théâtre de cette dernière séance de travail et d'un échange dynamique de points de vue et d'idées entre les représentants des organisations locales, des donateurs et des décideurs, par le biais de présentations, de séances de questions-réponses et de discussions.

L'ordre du jour a fait figurer en bonne place l'interaction au sein des organismes donateurs multilatéraux et bilatéraux, tels que la Fondation Roi Baudouin, la Coopération belge au développement, la Commission européenne, l'ONUSIDA, l'Organisation Mondiale de la Santé, la Commission Femmes et Développement (Belgique) et les ambassadeurs des pays ACP.

🕒 VIH-SIDA : autonomisation et connaissances au service du changement

Marcela Villarreal, Directrice de la Division de la parité Hommes-Femmes et de la population de la FAO, a présenté la réponse apportée par la FAO aux problèmes de VIH-SIDA, de sécurité alimentaire et de pauvreté rurale. Cette présentation a fourni une vue d'ensemble détaillée de l'impact de la pandémie sur

les communautés rurales, plus particulièrement sur la sécurité alimentaire, les moyens de subsistance des populations rurales et les structures sociales. En outre, les grandes lignes de l'intervention de la FAO en matière de VIH-SIDA ont été exposées.

Les écoles pratiques d'agriculture et de vie pour jeunes (Junior Farmer Field and Life Schools) ont été présentées pour illustrer les efforts menés par la FAO pour préserver les connaissances agricoles et renforcer les moyens d'action des jeunes, contribuant par là même à garantir une sécurité alimentaire à long terme et à prévenir le VIH-SIDA. Ces écoles encouragent également l'égalité hommes-femmes, le savoir-être et l'estime de soi.

Pour de nombreux participants, cette présentation a jeté un regard nouveau sur le VIH-SIDA, en s'intéressant aux liens existant entre la pandémie et la durabilité du secteur agricole. De fait, lors de l'évaluation finale de l'atelier, un grand nombre de participants se sont dits satisfaits de l'information précieuse fournie à cette occasion.

🕒 Dispenser des soins et diffuser l'information à la communauté

Luc Tayart de Borms, administrateur délégué de la Fondation Roi Baudouin, a décrit le rôle de la Fondation en termes de renforcement des capacités, de mobilisation et d'ouverture de l'accès au financement.

M. Tayart de Borms a expliqué plus en détail les activités menées par la Fondation dans le domaine du VIH-SIDA. À ce jour, la majorité des actions entreprises ont concerné les soins et le traitement, en parallèle à des activités d'information, de communication et d'éducation menées par l'intermédiaire d'organisations communautaires. La Fondation a l'intention de mettre à profit ces activités en vue d'encourager un plus large débat politique sur le VIH-SIDA et d'aider la société civile à accéder plus facilement aux financements disponibles.

Au cours des discussions qui ont fait suite, il a été suggéré que la Fondation envisage la mobilisation d'autres fondations européennes afin de traiter les conséquences globales du VIH-SIDA en termes de pauvreté rurale, de genre et d'insécurité alimentaire, dans le but d'accroître l'impact des interventions et de promouvoir les synergies entre les secteurs de la santé et de l'agriculture. La FAO pourrait participer à une telle initiative, par exemple en aidant à l'élaboration et à la mise en place d'une stratégie fondée sur les expériences acquises.



« Ensemble, nous pouvons déplacer des montagnes ! »

☉ L'impact du VIH-SIDA sur les moyens de subsistance des populations rurales

L'impact du VIH-SIDA sur la sécurité alimentaire a également été traité par Jorgen Maersk Pedersen, directeur du Bureau de liaison avec l'Union européenne et la Belgique de la FAO.

La présentation de ce dernier a souligné la gravité de la situation, en ce sens que « les réseaux sociaux d'entraide, qui contribuent à la sécurité alimentaire lors des périodes de pénurie, s'effondrent dans les communautés les plus durement touchées, où les familles et leurs voisins sont trop accablés pour s'entraider en termes de nourriture, de prêts, de travaux agricoles ou tout simplement de prise en charge des orphelins. »

M. Pedersen a également mis l'accent sur la nécessité de réexaminer les lois et les coutumes relatives à l'accès à la terre et aux ressources, afin de préserver les moyens de subsistance des veuves, des orphelins et d'autres ménages défavorisés touchés par le VIH-SIDA.

☉ L'information : une ressource précieuse

Hansjörg Neun, directeur du CTA, s'est exprimé sur le thème des « Réseaux ACP, piliers de nos efforts de développement ». Le CTA s'est fixé pour tâche d'encourager le développement agricole et rural dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique en favorisant le transfert, l'échange et l'utilisation efficace de l'information. Les réseaux représentés lors de l'atelier couvrent l'Afrique (occidentale, centrale, australe et orientale), les Caraïbes et le Pacifique. Par le biais de ses activités, le CTA sensibilise les partenaires ACP et européens à l'impact dévastateur du VIH-SIDA sur le secteur agricole dans les pays ACP.

Le CTA accorde une importance considérable aux outils et techniques d'information et de communication, qu'il considère comme des ressources de première utilité pour prévenir et atténuer les effets du VIH-SIDA. L'utilisation intégrée des outils et canaux de communication est particulièrement mise en avant. Grâce à un échange continu d'information à travers les réseaux, le CTA est idéalement placé pour identifier les besoins en information spécifiques des femmes et des enfants/jeunes et donc d'articuler des services adaptés.



☉ La dynamisation et consultation au sein des réseaux

Hélène Ryckmans, présidente de la Commission Femmes et Développement, a fait part de son expérience de dynamisation des réseaux.

En Belgique, la Commission Femmes et Développement fournit un espace unique d'échange et de consultation aux experts, aux ONG de développement, aux ONG de femmes, aux universités et à la DGCD, plus particulièrement la cellule « genre » et le cabinet de la coopération au développement. La CFD inclut également la Coopération technique belge (CTB) et le projet Dimitra dans ses travaux.

Hélène a souligné que la mise en place de tels organes constituerait un espace clé de consultation et un outil de pression institutionnelle dans l'ensemble des pays européens et méridionaux.

☉ Le VIH-SIDA et le défi des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)

Kris Panneels, conseiller général de la Direction des programmes multilatéraux et européens de la DGCD, a axé sa présentation sur l'aggravation de la pandémie du VIH-SIDA et, plus particulièrement, sur son impact dévastateur sur les femmes et les couches de la population les plus vulnérables. Faisant référence

au dernier rapport de l'ONUSIDA, M. Panneels a indiqué que le nombre de personnes vivant avec le VIH, à l'échelle mondiale, a dépassé pour la première fois le seuil des 40 millions.

Les efforts entrepris par la Belgique dans la lutte contre le SIDA sont concentrés en Afrique subsaharienne, plus particulièrement les pays de la région des Grands Lacs (RDC, Rwanda, Burundi, Ouganda et Tanzanie) et l'Afrique du Sud. La mission stratégique de la coopération belge est de collaborer avec la communauté internationale et les autorités nationales afin de contribuer à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), notamment la cible intitulée « D'ici à 2015, avoir stoppé la propagation du VIH-SIDA et avoir commencé à inverser la tendance actuelle ».

M. Panneels a présenté les grandes lignes des objectifs stratégiques définis par son organisation dans la lutte contre le SIDA, à savoir :

- contribuer à l'élaboration des politiques locales pour la lutte contre le SIDA, par le biais du renforcement des capacités, de l'innovation et de la recherche appliquée;
- coopérer avec la communauté internationale, notamment le « Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme », l'ONUSIDA et l'Organisation Mondiale de la Santé;
- intégrer le VIH-SIDA dans tous les projets et programmes et encourager les autres acteurs belges du développement à intégrer le VIH-SIDA dans leurs organisations et projets/programmes;
- accroître le degré d'harmonisation entre les acteurs et les politiques belges, via la collecte de données et le partage d'expériences;

- augmenter le nombre de Belges soutenant la lutte contre le SIDA dans les pays en développement par le biais de campagnes, des médias et de la création d'alliances.

Pour avoir une idée de l'effort belge dans la lutte contre le VIH-SIDA en termes d'investissement, la contribution de la Belgique à l'ONUSIDA s'est élevée à environ 7,5 millions d'euros pour la période 2001-2003. Un montant total de 14 millions d'euros a été affecté pour la période 2004-2007.

Le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme finance des projets de soins de santé menés dans les pays les plus pauvres et les plus durement touchés par la pandémie. Pour la période 2001-2003, la contribution de la Belgique au Fonds mondial s'est élevée à 17,848 millions d'euros. La Belgique entend poursuivre et accroître sa contribution au Fonds mondial, étant donné que seul un effort exceptionnel, mené à long terme, pourra produire des résultats durables.

Via le Fonds des Nations unies pour la population, la Belgique apporte son soutien au programme triennal intitulé « Programme de promotion de la santé sexuelle et génésique des adolescents et de prévention du VIH-SIDA en Afrique subsaharienne », à hauteur d'un montant total de 3 millions d'euros. L'objectif de ce projet est d'améliorer les conditions de santé sexuelle et génésique des jeunes au Mali, en Côte d'Ivoire et au Niger, en mettant l'accent sur la sensibilisation au VIH-SIDA et, avant toute chose, sur la prévention.

Pour les organisations locales, les principaux voies d'accès à l'aide financière et technique belge sont les ONG belges, les représentants de la Coopération technique belge (CTB) et les attachés belges des ambassades locales.

Entendez nos voix!

Pour les participants à l'atelier, la séance intitulée « Voix du Sud » a été l'occasion de partager les résultats des travaux des jours précédents avec les décideurs, les représentants des organismes internationaux et les ONG.

Toutes les stratégies élaborées collectivement, ainsi que le plan d'action conjoint, ont été présentés à un public varié venu en masse. Les partenaires de Dimitra et du CTA ont également pu échanger leurs expériences personnelles, présenter les obstacles rencontrés et les solutions élaborées pour recueillir des fonds, créer des partenariats et échanger l'information.

ENGAGEMENTS POUR L'AVENIR



À la fin de l'Atelier, les participants se sont réunis en cercle pour échanger leurs impressions relatives à la semaine de travail écoulée et au plan d'action conjoint en tant que source d'inspiration.

Outre la parole, chaque participant a écrit, à tour de rôle, ses impressions sur un bout de papier, qui fut ensuite placé dans la calebasse, symbolisant l'esprit du partenariat et de la coopération.

Tous les participants étaient d'accord pour dire que leurs compétences et connaissances avaient été renforcées et que l'échange de points de vue, d'idées et de l'information pratiques leur avait transmis énergie et dynamisme.

Ainsi, l'Atelier s'est achevé sur une note positive, en vertu de laquelle «tout est possible» si chacun fait l'effort, prend le temps d'écouter l'autre et partage des informations de première importance en vue de favoriser la marche en avant des projets et la continuité des réseaux.



- ⊙ J'ai le sentiment que le pouvoir de personnes rassemblées autour d'objets de préoccupation communs a été démontré avec force.
- ⊙ Je suis enthousiaste à l'idée contribuer à la création de partenariats locaux et régionaux.
- ⊙ J'ai davantage conscience de l'impact dévastateur du SIDA sur l'existence des femmes.
- ⊙ J'ai une vision plus claire du rôle fondamental de la radio rurale et des autres technologies d'information et de communication.
- ⊙ Je comprends mieux les liens entre le VIH-SIDA, la sécurité alimentaire et l'efficacité des réseaux.
- ⊙ En plus de mon travail auprès du CTA, je peux faire office de point focal pour le projet FAO/Dimitra dans mon pays.
- ⊙ Désormais, je vois clairement pourquoi je dois constituer des réseaux au niveau régional et international.
- ⊙ Je m'inspire de la créativité dont a fait preuve cet atelier en vue d'un développement significatif et d'un renforcement des réseaux existants.
- ⊙ J'ai appris beaucoup sur l'impact et la diffusion du travail en réseau.
- ⊙ J'ai conscience du pouvoir que peut avoir l'information.
- ⊙ Désormais, je connais mieux le système des donateurs, je me rend compte qu'ils sont accessibles, et – j'en ferai part à nos membres.
- ⊙ Je sais qu'il est possible de créer des réseaux et de favoriser une collaboration entre les ONG et les donateurs, dans le cadre d'un processus à acteurs multiples.
- ⊙ Les discussions de cette semaine ont constitué, pour moi, une véritable sensibilisation personnelle.
- ⊙ Je prends toute la mesure du pouvoir de l'expression, du partage d'expériences et de la vision commune que les personnes peuvent partager, d'où qu'elles viennent.
- ⊙ J'ai pu constater que les réseaux ici présents ont beaucoup en commun et peuvent faire la différence s'ils sont tous solidaires en un réseau dynamique. Le travail en équipe nous a permis de nettement progresser.
- ⊙ Merci à Cynthia pour sa méthodologie très interactive. Nous nous sommes bien amusés.
- ⊙ Nous sommes davantage conscients de la quantité d'aide disponible et de la manière d'y accéder.
- ⊙ J'ai apprécié l'atmosphère amicale de l'Atelier.



Pour l'avenir, nous nous engageons à :

- ⊙ Poursuivre notre participation au projet Dimitra et renforcer nos relations avec les autres organisations partenaires.
- ⊙ Soutenir les réseaux de femmes rurales et l'utilisation des TIC en milieu rural.
- ⊙ Continuer à travailler pour renforcer notre réseau et partager les informations pertinentes.
- ⊙ Travailler en réseau pour la préparation du Congrès des Femmes Rurales de 2006 via les groupes de discussion en ligne (Dgroups).
- ⊙ Mettre en œuvre les TIC et les centres communautaires de connaissances pour le genre, le VIH-SIDA et la sécurité alimentaire.
- ⊙ Travailler en plus étroite collaboration via les réseaux et participer aux processus de formation.
- ⊙ Continuer à échanger des informations avec les membres et les nouveaux partenaires rencontrés lors de cet atelier et promouvoir la formation des organisations de femmes sur l'utilisation des TIC.
- ⊙ Travailler dur pour lutter contre le VIH-SIDA.
- ⊙ Approfondir la mise en réseau et inclure de nouveaux réseaux sur nos listes de diffusion actuelles.
- ⊙ Aider les femmes rurales à lutter contre le VIH-SIDA et renforcer les liens dans les pays ACP.
- ⊙ Créer des réseaux solides, dynamiques et engagés.
- ⊙ Intégrer la lutte contre le VIH-SIDA dans nos autres activités afin d'adopter une approche plus complète.
- ⊙ Faire de notre mieux pour partager les compétences et les connaissances acquises.

”

CONTRIBUTIONS DES PARTENAIRES DE DIMITRA ET DU CTA*

* Pour des raisons de place, les présentations écrites soumises par les participants (contributions des partenaires de Dimitra et du CTA) ainsi que les présentations orales des conférenciers peuvent avoir été raccourcies et/ou résumées.



Réussir à atteindre les objectifs du millénaire pour le développement, c'est aussi faire émerger le pouvoir d'expression et d'action de la femme rurale au niveau local

M. Ali Abdoulaye

ONG VIE Kande Ni Bayra

Ali Abdoulaye est le Point Focal Dimitra Sahel, le Coordinateur ONG VIE, le Président du ROSEN (Réseau des ONG du Secteur de l'Éducation du Niger) et un Animateur Formateur en Education Non Formelle.

Vocation: le plaidoyer en faveur d'une éducation de qualité pour tous principalement pour la jeune fille et pour la femme rurale.

Sa distraction favorite est le camping dans la savane africaine



Mobilisation et dynamisation des réseaux

Introduction

Notre organisation est désignée par les sigles et expressions **VIE Kande Ni Bayra** qui signifient : **Volontaires pour l'Intégration Educative** « Apporte ton savoir » (ou ta part de connaissance).

Plusieurs contraintes participent au ralentissement du rythme des activités que nous entreprenons avec les communautés de base. On pourrait relever entre autres :

- les préjugés défavorables sur l'école moderne, encore vivaces dans certains milieux.
- les préjugés défavorables à l'éducation des femmes.
- la pauvreté croissante ou chronique des populations rurales.
- le faible niveau de culture politique de celles-ci et même de certains élus nationaux (députés) et locaux (conseillers municipaux).
- l'analphabétisme ambiant.

De 1998 à 2005, notre ONG a déployé de gros efforts de sensibilisation et de conscientisation sur les enjeux socioculturels, économiques et sociopolitiques de l'éducation, qu'elle soit orientée vers les enfants ou destinée aux adultes.

Activités

Des initiatives de créations d'associations et de structures villageoises menées par VIE dans ses zones d'intervention ont permis de mobiliser les populations (hommes et femmes) autour de questions d'intérêt communautaire (éducation, santé, développement économique, lutte contre la pauvreté, etc.).

Il est réjouissant de constater que dans certaines zones dont celle de Dantiandou (Kollo), le niveau d'organisation locale est tel que les communautés jouissent d'une réelle autonomie dans la gestion de leurs affaires.

Ainsi, les conditions d'un développement endogène sont réunies. Et dans toutes les régions, les populations ont compris que le moteur des actions de développement est, de façon indéniable, l'appropriation de l'information et la capitalisation des divers savoirs qui en découlent.

Notre organisation a commencé ses activités en 1998 avec un programme à titre expérimental, réalisé dans le domaine de l'alphabétisation, sur la base de fonds propres.

A partir de 1998, elle a étendu son champ d'intervention avec l'appui financier du Fonds canadien pour les initiatives locales et du Bureau de la coopération française.

La demande émise par le Bureau de la coopération suisse afin de mener à bien son programme d'éducation non formelle dans les zones de Gaya et de Maradi est venue renforcer notre organisation dans sa mission.

Du côté du privé, l'ONG Aide et Action, OXFAM Québec et OXFAM GB, la FAO, le Réseau des ONG du secteur éducatif au Niger (ROSEN) constituent ses collaborateurs.

Sur le plan international, VIE travaille en partenariat avec des ONG canadiennes qui envoient régulièrement des stagiaires en vue d'aider l'organisation mais aussi de s'informer sur les spécificités des réalités propres au sud du Sahara.

Sous la conduite de notre ONG, le ROSEN est parvenu à mobiliser les autorités politiques au plus haut niveau sur la question éducative ; le Président de la république et le chef du gouvernement ont tous deux décidé d'honorer de leur présence la célébration de journées consacrées à l'éducation.

En témoignent les quinze (15) pas du Président de la république et autres manifestations visant à mettre en exergue la place prioritaire qui doit être accordée à l'éducation.

Fonctionnement

VIE Kande Ni Bayra dispose d'un comité exécutif chargé de la gestion de ses programmes. VIE travaille sous la responsabilité d'un coordinateur, assisté d'un staff technique, en charge des différents volets d'éducation gérés par la structure (écoles communautaires, programmes d'éducation non formelle)

Un Conseil d'administration veille à la régularité du fonctionnement de la structure à travers l'appréciation des normes d'exécution de ses diverses activités.

En dehors de cet appui administratif apporté par le Conseil d'administration, VIE bénéficie d'un solide appui technique d'une équipe de personnes ressources compétents dans divers domaines : linguistique, sociologie, anthropologie, droit, décentralisation, administration scolaire, gestion organisationnelle, etc.

Des réunions périodiques (hebdomadaires, mensuelles) sont régulièrement tenues en fonction des besoins de concertation pour mieux traiter les différents dossiers gérés par la structure.

Outils et techniques de communication

Par le biais des rapports d'activités, nous communiquons avec nos partenaires, qu'ils revêtent un caractère financier (bailleurs de fonds), technique, public (Etat) ou collatéral et autre (organisations sœurs).

Avec les populations rurales et les réseaux d'animateurs – alphabétiseurs, outre les rapports, nous échangeons grâce à des réunions organisées à divers niveaux.

Nous utilisons également la télévision pour faire la promotion de notre ONG, de notre réseau ou apporter notre contribution à certains plaidoyers lors de cérémonies solennelles telles que la Semaine de l'éducation pour tous (Semaine mondiale de l'éducation).

Les entretiens téléphoniques et les messages électroniques sont utilisés pour communiquer avec les agents de terrain ainsi qu'avec les ONG et organismes locaux.

Les réunions avec les populations sont généralement organisées sur le terrain, dans les zones de résidence de ces dernières. Compte tenu du caractère peu accessible de certaines régions et des conditions particulièrement difficiles dans lesquelles sont organisées ces rencontres pédagogiques, VIE ne parvient pas toujours à honorer ses engagements dans les délais souhaités. Les outils de communication dont dispose l'ONG sont insuffisants pour permettre des échanges réguliers de qualité avec les différents partenaires, plus particulièrement les agents de terrain.

Il n'est pas excessif d'envisager, comme solution de remplacement, les radios rurales ou les cybercafés spécialisés pour ce type de partenaires par exemple.

De même, le remplacement, aussi modeste soit-il, des moyens logistiques, aurait un effet positif sur la fluidité des échanges entre les populations rurales, les animateurs de terrain et le personnel de coordination.

Ces différents moyens, s'ils venaient à être disponibles, pourraient avoir une influence positive sur le fonctionnement quotidien de l'ONG et insuffler un dynamisme supplémentaire dans la réalisation de ses différents programmes.

Financement

Tout en continuant certaines activités sur fonds propres dans la région de Dantiandou, considérée comme son laboratoire de recherche et d'action, VIE Kande Ni Bayra, forte des résultats acquis dans les domaines de l'alphabétisation et de l'animation communautaire, a opté pour la signature de contrats de prestation de services avec divers projets ou organismes dont le PDLT, Aide et Action, PADEL N'Guigmi, AQUADEV, la SNV, etc.

Partenariats

L'exécution de ces différents programmes a amené VIE à développer un riche partenariat au niveau de l'Etat à travers la Direction générale de l'éducation non formelle, le Ministère de l'éducation de base et celui de l'urbanisme et du développement.

La mise en place du réseau des ONG du secteur éducatif et l'intérêt suscité pour les actions conduites dans le domaine de l'agriculture, à la suite de l'initiative lancée par DIMITRA, constituent des actions significatives à l'actif de notre ONG.

Nous souhaiterions que ces modestes actions soient appréciées à leur juste valeur par les organisations sœurs présentes à cet atelier.



La société de l'information en appui au développement

M. David Barnard

Southern African NGO Network (SANGONeT)

David Barnard est le Directeur général du réseau d'ONG sud-africaines, SANGONeT, depuis juin 2000. Avant de travailler pour SANGONeT il a coordonné le programme pour la recherche sur le développement (PRODDER) au sein du Conseil de Recherche en Sciences Humaines de 1992 à 2000.

David a une excellente connaissance des facteurs politiques et socio-économiques qui influencent le développement de l'Afrique du Sud, le rôle et l'implication de la communauté internationale du développement et des bailleurs, ainsi que du secteur privé dans le processus du développement. Il est particulièrement intéressé par l'apport de l'information et des technologies de l'information en tant que facteurs de soutien au développement.

Il siège à la Commission Nationale pour la Société de l'Information pour le Développement du Président Mbeki.

David est titulaire d'un Bachelor of Arts en Development Administration and African Studies de l'Université of Stellenbosch, Afrique du Sud.



La gestion durable des réseaux et les technologies de l'information et de la communication

Contexte général

Le réseau d'ONG sud-africaines SANGONeT a opéré l'an dernier plusieurs changements stratégiques dans son organisation et son mode de fonctionnement. En effet, un certain nombre de produits et services historiques axés sur les Technologies de l'information et de la communication (TIC) ont été progressivement supprimés, les stratégies en matière d'offre de services ont été modifiées et de nouvelles initiatives élaborées et mises en place.

(...)

SANGONeT veille à ce que ses services et interventions en matière de TIC soient toujours adaptés à son environnement, de manière à pouvoir répondre efficacement au défi que pose le renforcement de la capacité des OSC à élaborer des solutions durables et pérennes aux problèmes de développement de l'Afrique australe. En effet, avec les enjeux auxquels font face les OSC dans ce domaine, il est plus que jamais indispensable de renforcer en priorité leur capacité à exploiter, gérer, mettre en oeuvre et intégrer les TIC dans leurs activités. Bien que de nombreuses OSC d'Afrique australe soient déjà des usagers assidus des TIC, beaucoup reste encore à faire sur ce front, aux fins de renforcer la capacité du secteur.

(...)

Face à cette situation, SANGONeT se propose, à l'avenir, non seulement d'axer son action sur l'optimisation de ses ressources et de ses activités, mais encore de promouvoir davantage l'usage des TIC dans les OSC sud-africaines. SANGONeT s'attachera en particulier à négocier, en tant qu'intermédiaire, diverses solutions TIC, à la fois pertinentes et abordables pour les OSC, auprès des prestataires privés de services axés sur les TIC ; à élargir et intégrer sa gamme de produits et services d'information sur le développement ; à approfondir sa connaissance des OSC ; à plaider plus résolument en faveur des TIC et d'un engagement des parties prenantes, tout en veillant à conforter sa position d'OSC « leader » dans le domaine des nouvelles technologies. Des initiatives locales et internationales telles que l'ICT BEE Charter, le NEPAD et le SMSI constituent également pour SANGONeT un excellent champ d'intervention. Pour atteindre ces objectifs, les stratégies opérationnelles à mettre en oeuvre vont nécessiter, entre autres, une rationalisation de la structure organisationnelle du réseau, des compétences et

des capacités accrues, un réajustement stratégique et l'intégration des activités pour tous les programmes et projets, de même qu'une coopération plus étroite et une plus grande interaction avec les différentes OSC, organisations gouvernementales et parties prenantes du secteur privé.

La réalisation de ces objectifs et la mise en oeuvre des stratégies préconisées permettront en définitive à SANGONeT non seulement de mener plus efficacement sa mission, mais également d'inscrire son action dans la durée et la pérennité.

Fonctionnement de notre réseau

Depuis 1987, SANGONeT fournit aux OSC d'Afrique australe différents services allant du réseautage à la formation, en passant par l'information. Le réseau a été établi en vue de faciliter l'échange de communication et d'information entre les syndicats, les organisations de lutte pour la justice sociale et la communauté internationale pendant la période de l'Apartheid.

(...)

SANGONeT est la seule OSC d'Afrique australe dont la mission exclusive est de fournir aux OSC locales une gamme complète de services axés sur les TIC. Premier fournisseur de services d'accès à Internet établi en Afrique du Sud, SANGONeT est l'une des rares OSC africaines présentes sur le marché des TIC et offrant des services dédiés au secteur des OSC en général.

Compte tenu du manque d'infrastructures et de compétences en TIC dans le secteur des OSC, c'est d'abord aux organisations telles que SANGONeT qu'il incombe de sensibiliser les OSC à l'importance des TIC en général, de leur faire prendre conscience des enjeux politiques que représentent les TIC et de les informer sur les solutions pratiques qu'elles peuvent leur apporter dans leur travail de développement. Le principal défi à relever consiste donc à mieux faire connaître les TIC auprès des OSC, afin de les encourager à jouer un rôle plus actif sur ce plan.

Depuis sa création, SANGONeT travaille en étroite collaboration avec divers groupements d'OSC et s'efforce de répondre aux besoins spécifiques de chacun d'eux. Les outils Internet proposés sont adaptés aux exigences et aux besoins de chaque groupement usager : forums de discussion organisés dans le cadre d'une action de « lobbying » ou d'un plaidoyer ; collecte de données pour permettre aux communautés d'avoir accès aux

ressources en informations ; vulgarisation des travaux d'une organisation au moyen d'Internet.

Pour SANGONeT, les TIC restent l'outil idéal qui permettrait de renforcer les capacités des acteurs du développement et des communautés pour lesquelles ils travaillent. C'est pourquoi SANGONeT ne cesse d'insister sur la nécessité d'intégrer les diverses tâches d'information au moyen des TIC. À cette fin, il s'efforce non seulement de mieux comprendre les besoins en informations des OSC d'Afrique australe, mais encore de personnaliser son offre de services pour, ainsi, mieux répondre aux attentes de ceux qui envisagent l'accès à Internet, en même temps qu'aux besoins des usagers déjà équipés de TIC mais qui n'en exploitent pas tout le potentiel.

Initiatives des réseaux

Le réseau SANGONeT a lancé pour la première fois, en mars 2003, son forum de discussion sur les TIC intitulé « Thetha ». Cette initiative a pour but d'offrir aux OSC l'occasion d'échanger leurs expériences en matière de TIC et de discuter des problèmes qu'elles ont en commun.

Essentiellement axés sur les enjeux des TIC pour les OSC, ces forums de discussion sont l'occasion de mettre en exergue les avantages pratiques que présentent les nouvelles technologies, d'en promouvoir l'utilité et de partager les enseignements tirés jusqu'ici de leur utilisation. C'est une excellente plate-forme de travail en réseau et d'apprentissage pour les participants dont le « feedback » est, au demeurant, très positif.

SANGONeT a déjà organisé 15 forums de discussion Thetha sur le territoire sud-africain et l'initiative sera étendue prochainement aux autres pays d'Afrique australe. (...) Pour de nombreuses OSC, la participation à ces forums constitue leur premier pas dans l'univers des TIC.

L'équipe dirigeante du réseau

SANGONeT est une entité juridique, très soucieuse de la bonne gouvernance et des principes de bonne gestion. Il est dirigé par un Conseil d'administration, son principal organe de décision ; la mise en œuvre opérationnelle des décisions prises relève de la responsabilité du Directeur exécutif et de l'équipe de direction. Le Conseil se réunit trois fois par an, avec parmi les points de l'ordre du jour, une présentation détaillée des activités et des états financiers de l'organisation. Le personnel d'encadrement et le Directeur exécutif se réunissent régulièrement entre les réunions du Conseil.

C'est également le Conseil d'administration qui nomme le Directeur exécutif.

Outils d'information et de communication

Comme dans toute organisation spécialisée dans les TIC, SANGONeT communique essentiellement avec ses clients, les parties prenantes et les bailleurs par voie électronique (email, Internet, etc.)

En plus des principaux moyens de communication électronique (email, bulletin d'information Lwati, SN-Announce, site Web de SANGONeT, sites Web des différents projets, etc.), notre réseau a de plus en plus recours aux stratégies conventionnelles (ou « hors ligne ») pour renforcer ses activités de « lobbying » et de défense des droits. On peut citer, par exemple, la conférence annuelle SANGONeT, les forums « Thetha », les groupes de discussion organisés dans le cadre de différents projets et la « Journée mondiale de l'information pour le développement » (World Development Information Day) célébrée chaque année en octobre. Tous ces événements vont se focaliser de plus en plus sur les questions qui concernent plus globalement les pays d'Afrique australe, sans oublier que les forums « Thetha » vont s'étendre prochainement aux autres pays de la région.

Pour atteindre le maximum d'utilisateurs et de public possible, SANGONeT envisage également de se lancer dans les services sur support papier, d'autant plus que de nombreuses OSC n'ont toujours pas accès aux TIC.

SANGONeT utilise, de façon combinée, les supports électroniques, les rencontres en groupes restreints, ainsi que d'autres moyens de communication (en format papier et électronique).

Sources de financement

SANGONeT a deux sources de financement : les subventions et les revenus générés par ses activités.

SANGONeT a comme principaux bailleurs de fonds la Fondation Ford, la Fondation CS Mott, Atlantic Philanthropies et le Centre de recherche pour le développement international (CRDI).

Le réseau tire ses revenus des services de conception de pages Web et de commerce en ligne (par exemple avec SN Announce), mais aussi des projets qu'il met en œuvre pour le compte de ses clients.

Partenariats

SANGONeT est membre de l'Association pour le Progrès des Communications (APC), Civicus, Impact Alliance, Internet Service Providers' Association (ISPA) et de la South African National NGO Coalition (SANGOCO).

Nous travaillons en étroite collaboration avec certaines organisations membres de ces réseaux, sur des questions présentant un intérêt commun.

1 Le concept d'« Organisation de la société civile » (OSC) fait référence à divers types de structures, allant des Organisations non gouvernementales (ONG) aux Organisations de communautés de base (OCB), en passant par les syndicats et les associations religieuses.



La lutte pour la promotion sociale de la femme

M. Aristide Bashige Ndjuzi

GTZ-Santé

Aristide Bashige Ndjuzi est licencié en Management et spécialisé en Organisation Scientifique du travail. Il est le coordonnateur de la GTZ-Santé, bureau technique de la Coopération Allemande dans la Province du Sud-Kivu / RDC.

Technicien expert de la question de la lutte contre le VIH-SIDA, Aristide apporte un appui technique dans l'élaboration, la planification, la gestion, la coordination, le suivi et l'évaluation des projets et programmes.

Dans le monde associatif, Aristide Bashige Ndjuzi travaille avec la SWAA, l'Association des Femmes contre le SIDA en Afrique qui a pour but la promotion de la femme dans tous les domaines.



Activités de la GTZ-Santé au Sud Kivu avec un financement de la Fondation Roi Baudouin

Contexte et Justification

Le contexte de crise et guerres dans lequel a vécu la RDC ces 10 dernières années a eu comme conséquence le délabrement du tissu socio-économique du pays et l'exposition très prononcée des populations aux grandes épidémies et autres problèmes de société dont le VIH-SIDA.

La RDC fait frontière avec 9 pays différents et principalement ceux de l'est et du sud-est connaissent des prévalences VIH-SIDA élevées (Ouganda, Rwanda, Burundi, Zambie, Tanzanie,...). L'interférence croissante entre les populations de ces différents pays et celle de la RDC serait l'un des grands facteurs de vulnérabilité des populations congolaises de l'est du pays.

La GTZ en collaboration avec la Fondation Roi Baudouin a choisi d'amorcer des interventions en rapport avec le conseil et dépistage volontaire du VIH (CDVV) et la prévention de la transmission mère-enfant du VIH (PTME) dans 2 villes de la RDC : Bukavu et Lubumbashi, situées respectivement à l'est et au sud-est du pays. (...)

Objectifs

- Contribuer à la réduction de la transmission du VIH-SIDA par le soutien global à la personne infectée, le conseil et dépistage volontaire du VIH ainsi que la prévention de la transmission mère-enfant du VIH.
- Accroître l'accès aux services de qualité, de conseil et dépistage volontaire du VIH-SIDA (CDV) et de la prévention de la transmission mère-enfant du VIH (PTME), dans les villes de BUKAVU et de LUBUMBASHI.

Résultats attendus

- Deux centres de conseil et dépistage volontaire du VIH-SIDA sont appuyés et sont fonctionnels. Ils proposent des services de qualité intégrant les activités de communication pour le changement de comportement dans chacune des deux villes ciblées.

- Deux sites PTME sont appuyés et sont fonctionnels. Ils proposent des services de qualité intégrant les activités de mobilisation sociale dans chacune des deux villes ciblées.

Stratégies

- Partenariat et collaboration avec le Programme national multisectoriel de lutte contre le VIH-SIDA et les ONG locales, en vue d'une mobilisation sociale et d'une prise en charge.
- Promotion de la notion de continuité, globalité et complémentarité des soins et services.
- Renforcement des capacités et formation des personnes ressources de base et des différents prestataires des services.
- Réhabilitation et équipement.
- Mobilisation communautaire et sensibilisation des groupes cibles.
- Constitution d'un réseau de personnes ressources pour les échanges d'expériences.
- Priorité sur l'encadrement continu des mères et enfants séropositifs et leur cellule de vie.
- Régularité et efficacité dans le suivi, la supervision, l'évaluation et la coordination des activités.

Réalisations (résultats et activités)

Volet Conseil et dépistage volontaire (CDV)

Appui au CDV de Chai avec la collaboration de la Fondation Femme Plus

Description du projet

Ce projet a pour but de contribuer à la réduction du VIH-SIDA par une prise de conscience de son état sérologique et par un renforcement d'un comportement positif et responsable vis-à-vis de l'infection au VIH-SIDA. La GTZ Santé appuie la Fondation Femme Plus dans la mise en place d'un Centre de conseil et dépistage volontaire (CCDV) intégré dans le Centre Hospitalier

8e CEPAC Chai et dans la réalisation des activités d'un service CCDV de qualité.

En 2003, les activités préparatoires ont commencé avec la construction d'un mur, de compartiments réservés aux activités de conseil et d'un secrétariat, ainsi que d'un centre de sensibilisation. Le personnel du CCDV a été recruté et une formation en conseil et dépistage volontaire a été dispensée à l'intention du personnel du CCDV et d'autres personnes concernées (p.e. les PVV volontaires de la Fondation Femmes Plus).

Les activités techniques ont commencé en décembre 2003 après l'inauguration du centre par le Gouvernorat de la province du Sud Kivu. Deux laborantins du Centre Hospitalier 8e CEPAC Chai, assurent les tests VIH au niveau du CCDV. Ils ont suivi une formation dans l'utilisation des tests VIH. La Fondation Femmes Plus, avec l'appui technique de la GTZ, a élaboré les outils de travail et a commandé les intrants pour le CCDV.

Du matériel d'enseignement et de soutien, notamment des panneaux d'information sur le CCDV, des T-shirts et des boîtes à images, a été développé. Les sensibilisatrices se rendent sur le terrain tous les jours afin de rencontrer les groupes cibles dans les différents quartiers urbano-ruraux où est implanté le CCDV. Des forums hebdomadaires, utilisant la vidéo, et des journées de discussion pédagogiques sont organisés dans le centre de sensibilisation.

Depuis juin 2004, les mêmes activités sont développées dans un autre quartier réputé sensible, dont les bidonvilles constituent l'essentiel des logements d'habitation à cause de la pauvreté des habitants.

Ces activités (qui se poursuivent à ce jour) ont permis à plusieurs personnes de connaître leur statut sérologique et d'adopter un comportement à très faible risque.

(...)

Volet Prévention de la transmission mère-enfant du VIH (PTME)

(...)

Le projet s'est fixé comme objectifs :

- Promouvoir l'intégration de la PTME à l'HGR de Kaziba et plus tard dans d'autres maternités remplissant les critères, dans la zone de santé de Kaziba.
- Renforcer les activités de CDV du centre prénatal (CPN) de l'HGR de Kaziba par un renforcement des capacités des prestataires de l'HGR de Kaziba et d'autres formations sanitaires de la zone de santé qui pourraient être ciblées par un futur projet de PTME via une formation en PTME/CDV.
- Promouvoir des services de haute qualité par rapport au CDV et aux tests VIH-SIDA au niveau de la maternité et du laboratoire à l'HGR de Kaziba et dans d'autres formations sanitaires de la zone de santé ciblée.
- Améliorer la qualité des services de santé génésique de l'HGR de Kaziba.
- Améliorer la sensibilisation de la communauté sur la PTME.

- Promouvoir l'orientation des femmes séropositives et de leurs enfants vers des services volontaires de prévention du VIH et de prise en charge.
- Promouvoir l'accompagnement des femmes séropositives et de leurs enfants.

Pour ce faire, il convient de procéder de la manière suivante :

- Un « paquet » minimum d'activités PTME doit être mis en place dans les services de maternité de l'HGR de Kaziba.
- Dans la première phase du projet, 1700 femmes sont ciblées.
- En 2003, une formation en PTME et CDV a été organisée pour les prestataires de l'HGR de Kaziba et d'autres structures sanitaires de la zone de santé qui pourraient être ciblée par un futur projet de PTME.
- Cette formation a été suivie par une séance de sensibilisation des leaders communautaires de Kaziba et une formation des laborantins sur l'utilisation des tests rapides VIH a eu lieu.
- Un séminaire des travailleurs de santé génésique est venu compléter la liste des activités de renforcement des capacités des prestataires en PTME et planification familiale.
- Deux compartiments réservés aux activités de conseil ont été construits en annexe au bâtiment utilisé pour le CPN (centre prénatal) afin d'améliorer la confidentialité du CDV des femmes enceintes. Les intrants nécessaires pour le projet de PTME ont été livrés à l'HGR de Kaziba.
- Une formation en gestion des médicaments essentiels a été organisée. Des outils de gestion de la PTME ont été discutés et mis en place pour une gestion saine des activités du projet. La sensibilisation sur la PTME au niveau du CPN et de la communauté (p.e. dans les églises) a commencé et fait l'objet d'une supervision.
- Un volet de SSP/GME (intrants et médicaments essentiels, formation, etc.) et de planification familiale (intrants et formation, etc.) est intégré dans le volet PTME pour renforcer ce dernier.
- A la suite d'une réorientation du projet en mars 2004, la GTZ continuera son appui à l'Hôpital Général de Référence de Kaziba et le renforcement d'une structure de PTME déjà opérationnelle dans la zone de santé d'Ibanda (le service de maternité Chai Cidasa dans le milieu urbano-rural est appuyé depuis août 2004).

Difficultés actuelles

- Le comportement à risque persiste dans la population
- Le nombre de femmes correctement informées du VIH-SIDA est toujours très bas.
- Les viols et violences sexuelles à l'égard des femmes continuent à se perpétrer.
- Les infections sexuellement transmissibles ne sont pas correctement prises en charge.
- Les PVV restent toujours l'objet de stigmatisations, de discriminations et donc de rejets.

- Très peu de PVV ont accès aux antirétroviraux.
- Les zones rurales ne sont pas couvertes par les services de lutte contre le VIH-SIDA pour des raisons de sécurité et d'absence d'appui (technique et financier).
- Les associations engagées dans la lutte contre le VIH-SIDA n'ont pas souvent la formation requise pour mener à bien les actions de prévention.
- Il n'existe pas de politique bien définie pour telle ou telle forme de prise en charge (excepté pour la prise en charge médicale où les critères médicaux et sociaux ont été définis).

La mobilisation sociale (plaidoyer et sensibilisation) reste la base de la lutte multisectorielle contre le VIH-SIDA.

A ce stade, les femmes sont particulièrement mises à profit pour aider à la vulgarisation des moyens de prévention par des paires éducatrices.

Plusieurs associations de femmes, telles que la Fondation Femmes Plus, AMAMA (Association mamans maendeleo), SWAA (Association des femmes pour la lutte contre le VIH-SIDA en Afrique), GRACE (Grassroots Alliance for Community Education), FESA (Une femme en soulève une autre) sont particulièrement impliquées dans les zones d'intervention de la GTZ/Santé au Sud Kivu.

Les associations de femmes rurales doivent donc rester sur le devant de la scène en vue d'apporter à cette question une réponse adaptée et pertinente.



Communication et formation internationale sur le genre

Mme Faten Bouktif

**Centre de Recherche d'Etudes, de Documentation
et d'Information sur la Femme (CREDIF)**

Faten Bouktif est la Coordinatrice pour la formation internationale sur « Genre, Population et Développement » au Centre de Recherches, d'Etudes de Documentation et d'Information sur la Femme (CREDIF) à Tunis depuis 1996

Faten est aussi une journaliste professionnelle depuis 1987 et écrit actuellement pour le journal « Le Temps », quotidien indépendant pour les services Sociaux et Culturels.

Faten est également collaboratrice à la revue « Info-CREDIF »

Elle détient une Maîtrise de l'Institut de Presse et des Sciences de la Communication de Tunis avec une spécialisation en communication publique.



Réfléchir et agir ensemble pour renforcer les réseaux de femmes rurales

(...)

Contexte

Le CREDIF est un établissement public à caractère non administratif, placé sous la tutelle du Ministre des Affaires de la Femme, de la Famille et de l'Enfance et des personnes âgées. Structure d'observation et d'évaluation permanente de la condition des femmes tunisiennes et de l'évolution des rapports sociaux de sexe, le CREDIF est à l'origine de plusieurs travaux de recherches, actions et activités sur les différentes catégories féminines et certaines thématiques spécifiques. Plusieurs mécanismes du CREDIF, tels que le Réseau d'Information Femme pour la Tunisie et pour le Maghreb, le Mécanisme de Suivi de l'Image de la Femme à travers les médias, l'Observatoire de la Condition de la Femme et les programmes de formation aussi bien nationaux qu'internationaux, participent de plus en plus au combat pour l'égalité des chances entre les sexes et à un meilleur accompagnement de plusieurs groupes de femmes. Dans cette perspective, le rôle du CREDIF en tant qu'interface des différentes institutions gouvernementales et non gouvernementales ne cesse d'être confirmé.

Conscient de l'importance des données quantitatives et qualitatives non seulement dans l'analyse du genre mais aussi dans l'identification, l'élaboration, l'exécution ainsi que l'évaluation des actions et des programmes visant une meilleure garantie de l'égalité des chances entre les sexes, le CREDIF a mis en place à la fin de l'année 1993 l'Observatoire de la Condition de la Femme. Ce mécanisme veille à doter les décideurs d'une connaissance objective et scientifiquement fiable de la réalité et de l'évolution de la condition des femmes et des hommes en Tunisie, pour mieux élaborer et cibler leurs actions.

Mission de l'Observatoire de la Condition de la Femme en Tunisie

Afin de participer à l'amélioration de la connaissance de la situation des femmes en Tunisie et à l'intégration du genre dans le processus de planification, l'Observatoire de la Condition de Femme a pour missions :

- collecter et analyser les données statistiques désagrégées par sexe en Tunisie.
- élaborer des indicateurs pertinents pour le suivi de l'évolution des conditions des femmes et des hommes.
- réaliser des études et des recherches spécifiques afin d'améliorer la compréhension de la construction socioculturelle des rapports de sexe.
- sensibiliser les décideurs et les planificateurs à la nécessité de l'intégration de l'analyse du genre dans le processus de planification et dans l'élaboration et l'évaluation des programmes et projets de développement.
- aider les décideurs à élaborer des politiques visant une meilleure garantie de l'égalité des chances entre les sexes.

Les formations internationales sur « genre, population et développement » et les voyages d'études sur « promotion de la femme, population et développement »

Le CREDIF organise depuis 1996 des séances de formation et des voyages d'études à l'intention de hauts cadres et intervenants africains chargés des questions liées aux femmes et à la planification du développement social et des ressources humaines, appartenant au secteur public et également aux associations et ONG. Ces activités ont permis de tisser un réseau de partenaires et d'échange sur les questions de genre, population et développement avec tous les pays d'Afrique subsaharienne.

Impact du projet DIMITRA

Depuis 2000, année du démarrage du projet Dimitra en Tunisie et par rapport aux objectifs formulés dans la lettre d'accord entre le CREDIF, la FAO et Dimitra, des résultats tangibles ont pu être enregistrés :

Au niveau des activités du CREDIF :

- une initiation des cadres au travail en réseau et à l'utilisation d'Internet à cet effet.
- une assimilation progressive et une appropriation de cet outil d'information et de communication sur les ONG, associations et centres de recherches en Tunisie, par les mécanismes propres du CREDIF, à savoir l'Observatoire de la Condition Féminine, qui a exploité la base de données DIMITRA dans le cadre de sa recherche-action sur les femmes artisanes, ainsi que le service chargé de la formation internationale sur « genre, population et développement » qui a également exploité ladite base de données pour envoyer ses annonces et cibler le tissu associatif.

Présentent également un intérêt pour ce projet le Ministère de tutelle, ainsi que la Direction de la planification des programmes rattachée au Ministère. Cette dernière, en coordination avec un réseau d'ONG, a utilisé la base de données Dimitra afin de préparer un projet de développement au profit des femmes rurales en Tunisie. Le questionnaire Dimitra a également été adapté et utilisé par ledit Ministère pour identifier d'autres organisations. Le manuel d'encodage leur a été également fourni.

Sur un autre plan, les ONG, associations et institutions tunisiennes (ministères, centres de recherches, etc.) intervenant directement ou indirectement en faveur de la femme rurale ont bénéficié, à leur tour, de l'apport du projet en terme de nouvelles opportunités d'échanges d'information à une plus grande échelle, ainsi que de valorisation de leurs expériences respectives et de celles des partenaires du réseau dans d'autres pays.

Ont été particulièrement appréciés les supports d'information conçus par le projet Dimitra (site Internet, bulletin, guide, CD-ROM, etc.).

- le projet a permis d'impulser un nouveau regard sur la condition de la femme rurale et la découverte d'autres ONG peu ou pas du tout connues ainsi que des opportunités d'échanges à l'échelle internationale.

Par rapport aux objectifs assignés à la deuxième phase du projet Dimitra, tels qu'ils ont été décrits durant l'Atelier de relance de la 2ème phase du projet (du 20 au 24 octobre 2002), il est permis de dire que des avancées ont été réalisées par rapport à la promotion de l'échange d'information et d'expériences ainsi qu'à la contribution au renforcement des capacités des partenaires dans le domaine de l'information et de la communication.

Par contre, concernant le volet de la consolidation et de l'élargissement du réseau Dimitra au Maghreb, peu de progrès ont été enregistrés, puisque le nombre des ONG et structures identifiées et incluses dans le réseau a très peu progressé.

Propositions pour favoriser la durabilité du réseau et une meilleure visibilité et efficacité.

- mener une réflexion approfondie sur l'organisation du réseau dans un contexte en constant changement pour en faire un système dynamique favorisant essentiellement :
 - la créativité, le développement d'échanges permanent et régulier entre ses membres.
 - l'apprentissage des savoirs et des savoir-faire et leur vulgarisation auprès de la base.
 - l'adaptation aux changements organisationnels et la restructuration du réseau en une structure favorisant le dialogue et les débats sur les bonnes pratiques en matière de développement communautaire au service des membres et une structure animée par des projets, des activités novatrices dans des contextes variés.

(...)

Faciliter la communication et la formation pour les femmes

Mme Christine Butegwa

Le Réseau de développement et de communication pour les femmes africaines (FEMNET)



Christine Butegwa est la Chargée de Communication pour le Réseau de Développement et de Communication pour les femmes africaines (FEMNET).

La parité hommes-femmes, les droits des femmes et la communication pour le développement comptent parmi ses domaines d'expertise.

Christine a une grande expérience dans la facilitation de la communication et dans la formation aux droits des femmes.

Elle est aussi expérimentée dans la formation des adultes, la production de matériaux de formation et l'évaluation ainsi que la planification stratégique.

Christine dirige le développement d'un projet pour les femmes entrepreneuses en Afrique de l'est pour promouvoir l'utilisation des technologies de l'Information et de la Communication (TIC) pour accroître leur part de marché au niveau régional et international.

Avec les financements de l'UNIFEM, le projet a développé un manuel de formation sur les TIC pour les femmes entrepreneuses.



NAIROBI | KENYA

Mise en réseau au niveau régional et durabilité : l'expérience de FEMNET

Introduction

Le Réseau de développement et de communication pour les femmes africaines (FEMNET) est une organisation non gouvernementale régionale fondée sur un système de membres, qui coordonne et facilite l'échange d'informations, d'expériences, d'idées et de stratégies entre les ONG de femmes africaines par le biais de la communication, de la mise en réseau, du plaidoyer et de la formation dans le but de promouvoir l'émancipation de la femme, l'égalité entre les sexes et d'autres droits humains reconnus aux femmes en Afrique. (...)

FEMNET compte actuellement plus de 400 membres répartis sur tout le continent africain et au-delà. Nous comptons à la fois des membres abonnés et des partenaires. FEMNET est régi par des statuts, des organes directeurs et une structure de gestion administrative qui inclut des points focaux nationaux au niveau des pays africains, un Conseil exécutif et un Conseil de gestion élus et un secrétariat régional. Le bureau du secrétariat de FEMNET se trouve à Nairobi, Kenya.

FEMNET a été créé en 1988 en tant qu'organe de coordination du mouvement des femmes africaines, en préparation de la Conférence des Nations unies sur les femmes de Beijing, qui s'est tenue en 1995. FEMNET fournit une interface entre les organisations de femmes au niveau national et les décideurs au niveau régional et international. FEMNET a choisi la communication et la mise en réseau en tant que principal outil pour effectuer sa mission de liaison auprès des principales parties prenantes, dont les organisations de femmes et les groupes de femmes, les gouvernements, les Nations unies et les autres organisations régionales et internationales.

En tant que réseau régional, FEMNET opère dans un environnement présentant à la fois d'incroyables possibilités et d'importantes contraintes. Par exemple, la transition actuelle que connaît l'Afrique vers une intégration économique et politique par le biais de structures telles que les communautés économiques régionales et l'Union africaine, est considérée par les dirigeants africains et les donateurs comme l'un des principaux vecteurs de développement, d'égalité, de justice et de paix pour le continent africain. FEMNET est prêt à s'engager aux côtés de ces structures et processus afin de garantir la promotion des droits des femmes et l'intégration des considérations de parité hommes-femmes. FEMNET entend également, comme il l'a déjà fait, défendre les droits des femmes africaines au niveau

des forums internationaux tels que la Commission de la condition de la femme (CCF) des Nations unies et le Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI).

Cependant, dans la réalisation de sa mission, FEMNET est confronté à plusieurs contraintes politiques, économiques, sociales et culturelles.

Exemple d'initiative de mise en réseau

Développement du Protocole de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, relatif aux droits de la femme en Afrique

Le Protocole de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, relatif aux droits de la femme africaine, ci-après dénommé le *Protocole*, est un instrument régional relatif aux droits humains, plus spécifiquement chargé de promouvoir les droits des femmes africaines. Le Protocole fait référence aux engagements pris au niveau régional et international concernant les droits des femmes et va même plus loin, en ciblant par exemple des actions et des objectifs concrets, nécessaires à la promotion et à la protection des droits des femmes. Le Protocole définit quatre grandes catégories de droits : droits civils et politiques ; droits économiques, sociaux et culturels ; droit au développement et à la paix ; et droits génésiques et sexuels. A la suite d'un processus débuté en 1995, le Protocole a finalement été adopté par le Sommet de l'Union africaine de Maputo en juillet 2003.

La participation de FEMNET au processus menant à l'adoption du Protocole remonte à 2001. FEMNET a commencé une liste d'envoi en tant qu'outil de communication visant à encourager le débat sur les questions soulevées dans le Protocole. Les observations recueillies par le biais de cette liste d'envoi ont contribué à l'élaboration d'un document reprenant les annotations des OSC et joint au projet de Protocole. Le réseau des OSC participant à ce processus s'était, entre-temps, étendu pour inclure des organisations de niveau régional, sous-régional et national.

Résultats de l'initiative de mise en réseau

En janvier 2003, avec le soutien d'Egalité Maintenant, Bureau régional pour l'Afrique, les OSC se sont réunies pour définir une stratégie sur la manière de garantir l'adoption du Protocole lors du Sommet de l'UA en juillet 2003. (...)

FEMNET participe, dans le cadre d'une coalition baptisée Solidarité pour les droits des femmes en Afrique (SOAWR) et regroupant 19 organisations¹, à une campagne visant à atteindre le nombre né-

cessaire de ratifications afin que le Protocole entre en vigueur. D'un réseau *ad hoc* virtuel où le système d'adhésion était variable, nous sommes passés à un réseau plus structuré où les rôles et les responsabilités sont bien définis. FEMNET coordonne la communication au sein du réseau et vers le réseau, propose du contenu au sein des publications de la coalition, organise des réunions régionales des partenaires du réseau et constitue l'organe de liaison entre la coalition et l'UA, à savoir le Département Genre et le Rapporteur spécial sur les droits fondamentaux de la femme de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples.

Obstacles

- Le financement de l'initiative menée par le réseau n'était pas toujours disponible.
- Certains membres ont décidé de quitter le réseau.
- L'initiative menée par le réseau revêt un caractère *ad hoc*.
- La campagne doit être étendue à l'ensemble de la région.

Orientations futures

Les membres du réseau ont rédigé une proposition conjointe visant à consolider et à renforcer le réseau, à documenter les expériences du réseau, à former les membres nationaux du réseau et à encourager la participation des décideurs dans la mise en œuvre du Protocole.

Outils d'information et de communication

FEMNET utilise les technologies de l'information et de la communication (TIC) tant traditionnelles que plus nouvelles, afin de communiquer avec les membres du réseau. Deux bulletins d'information bilingues, *Nouvelles de FEMNET* et *Nos Droits*, utilisent le support écrit plus traditionnel. Les membres contribuent aux bulletins d'information en fournissant des détails sur les activités ou les principaux centres d'intérêt de leur organisation. Un bulletin électronique est également produit chaque mois par le secrétariat et envoyé aux membres par le biais de listes de diffusion spécifiques. FEMNET est submergé de demandes émanant de différentes organisations régionales et internationales visant la diffusion d'informations à nos membres. Avec les bulletins d'information, le bulletin électronique constitue un important canal de communication pour diffuser des informations dans tout le réseau. FEMNET communique également avec ses

membres en Afrique et à l'étranger via son site Web à l'adresse www.femnet.or.ke.

Internet, les listes de diffusion, le bulletin électronique et les bulletins d'information sont également d'importants canaux utilisés par FEMNET pour communiquer avec d'autres réseaux et organisations. Les canaux de communication plus traditionnels, comme la communication directe, les journaux, la télévision, la radio, les affiches et les papillons, sont utilisés pour faire pression auprès des décideurs au niveau régional et international.

Nous avons conscience que les possibilités sont encore nombreuses afin de maximiser le potentiel des outils d'information et de communication que nous utilisons, plus particulièrement en vue d'améliorer la participation des membres à ces processus et, ce faisant, promouvoir le sentiment d'appartenance et optimiser les avantages retirés des informations fournies. Dans le même temps, il existe d'autres outils qui pourraient nous être utiles. En utilisant des outils tels que la téléconférence, par exemple, nous pourrions mettre en place une plate-forme permettant aux membres de notre Conseil de se réunir plus souvent en évitant les frais de déplacement et d'hébergement. Ce système nous permettrait d'accroître l'efficacité de nos structures de direction grâce à des processus de prise de décisions accélérés. Cependant, pour y parvenir, un plus grand nombre de nos membres doivent avoir accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC).

L'impact du VIH-SIDA

FEMNET axe ses efforts sur le VIH-SIDA dans les domaines des droits humains et de la santé.

L'un des principaux défis en la matière est la prévention et le traitement des personnes vulnérables au VIH-SIDA et des personnes vivant avec le VIH-SIDA, plus particulièrement des femmes et des fillettes. (...) Les principaux obstacles auxquels sont confrontés FEMNET ainsi que d'autres organisations de femmes et de défense des droits humains est le phénomène constant de stigmatisation lié à la maladie. Grâce à nos efforts de plaidoyer et de communication, FEMNET cherche à responsabiliser les décideurs quant à la protection des droits humains des femmes, afin de réduire la propagation et l'impact du VIH-SIDA et de promouvoir les droits des femmes vivant avec le VIH-

SIDA. FEMNET ne dispose d'aucune stratégie d'information et de communication traitant spécifiquement du VIH-SIDA.

Sources de financement

Le financement en général, et le manque de donateurs en particulier, posent trop régulièrement problème dans l'univers des ONG. Cependant, cette contrainte est d'autant plus durement ressentie par les organisations panafricaines telles que FEMNET dans la mesure où très peu de donateurs financent des organisations régionales. Toutefois, grâce à certains programmes et initiatives, comme le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et la Commission Blair pour l'Afrique, qui reconnaissent l'importance de l'intégration régionale, cette attitude pourrait évoluer.

De plus, dans sa quête de financement, une organisation doit faire la preuve de sa transparence et de son efficacité. La direction administrative de FEMNET s'engage à adopter un comportement responsable et à mettre en œuvre, le plus efficacement possible, les projets qui ont un impact sur l'existence des femmes africaines. (...)

Les donateurs bilatéraux et les fondations privées représentent la majeure partie de notre base de financement, un petit pourcentage des fonds provenant des cotisations versées par

les membres et des redevances. Nos partenariats impliquent principalement des ONG qui forment le gros de nos membres, même si nous nous associons également avec des ONG non-membres pour des projets spécifiques. (...)

Conclusion

La mise en réseau n'est pas une fin en soi, mais un moyen stratégique de parvenir à un objectif défini. FEMNET met à profit le nombre de ses membres et leurs connaissances afin de remplir sa mission au niveau régional et international. L'expérience de FEMNET a montré qu'une communication efficace était à la base d'une mise en réseau et d'un plaidoyer stratégiques. Les informations produites doivent être utiles et diffusées de manière opportune afin de permettre aux membres du réseau de saisir les possibilités qui s'offrent à eux, de s'organiser selon des stratégies bien établies et de faire campagne pour les droits des femmes au niveau national, régional et international. FEMNET continue d'étudier de nouveaux types d'outils d'information et de communication et la manière d'utiliser le plus efficacement les outils des TIC actuellement à notre disposition, afin de faire de notre vision une réalité, à savoir une action collective et organisée, menée par les femmes africaines pour l'égalité, le développement et la paix.

¹ Centre africain pour la démocratie et les études des droits de l'homme (CADEDH), Akina Mama wa Afrika, Association des juristes maliennes, Cellule de coordination sur les pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des enfants, Coalition contre la violence faite aux femmes, Égalité Maintenant-Bureau régional pour l'Afrique, FAHAMU, FAMEDEV-Réseau interafricain pour les femmes, les médias et le développement, FEMNET – Réseau de développement et de communication pour les femmes africaines, Fondation pour le développement communautaire, Oxfam GB, Sister Namibia, Union nationale des femmes de Djibouti, Centre pour les droits de l'homme de l'Université de Pretoria, Alternative pour la promotion et la protection des droits des femmes (WRAPA), Femmes, Droit et Développement en Afrique (FeDDAF).

Sensibiliser sur la politique de l'énergie dans la région du Pacifique

Mme Yogita Chandra Bhikabhai

Pacific Energy and Gender Network (PEG)

Yogita travaille à la Commission du Pacifique Sud pour les Géosciences Appliquées (SOPAC) en tant que Chargée de Projet Politique d'Énergie et Plan d'Action Stratégique (PIEPSAP) pour les Îles du Pacifique. Elle coordonne également le Réseau du Pacifique sur l'énergie et le genre (PEG), qui est au sein du SOPAC.

Yogita travaille avec l'équipe du PIEPSAP depuis septembre 2004. Elle est Chargée du Projet adjoint au SOPAC depuis 2002 où elle contribue à la gestion de la base de données régionale, des publications techniques, la coordination des concours de la journée régionale de la terre et à d'autres projets sur le thème de l'énergie.

Yogita détient un Graduate Certificate in Management de l'Université de Central Queensland (juin, 2004) et un BSC en Physics et Information Systems de l'Université of the South Pacific (USP) du Pacifique du Sud, Fiji (2001).

Elle continue ses études pour un diplôme en gouvernance de l'USP (Fiji) à temps partiel.



SUVA | ÎLES FIJI

La durabilité des réseaux: l'expérience du Réseau du Pacifique sur l'énergie et le genre (PEG)

Introduction à PEG

A partir d'un groupe informel intéressé par les questions liées à l'énergie et au genre, un « Réseau du Pacifique sur l'énergie et le genre (PEG) » a formellement vu le jour lors d'un atelier régional « Genre, Energie et Développement durable » organisé du 4 au 8 août 2003. (...)

L'atelier susmentionné a recommandé en outre que la SOPAC (Commission du Pacifique Sud pour les géosciences appliquées) abrite, dans un premier temps, le PEG en vue, non seulement de fournir au PEG une plate-forme d'hébergement, mais également de garantir sa durabilité à long terme. (...)

La SOPAC est une organisation régionale intergouvernementale spécialisée dans la fourniture de services visant à promouvoir le développement durable dans les pays desservis. (...)

Outils et techniques de communication

L'utilisation des emails, sites Web et listes de diffusion a été d'une grande aide en termes de diffusion de l'information, d'échange de points de vue et de sensibilisation.

Les présentations et les mises à jour réalisées par les membres du Réseau PEG lors des réunions régionales et internationales contribuent à faire connaître les activités du Réseau PEG, les préoccupations liées au genre dans le secteur énergétique, les autres réseaux de professionnels et les diverses options de financement existantes.

En outre, le Réseau PEG prépare actuellement des brochures, des affiches et des émissions radio dans 6 pays du Pacifique, ainsi qu'une vidéo qui devrait être largement diffusée dans la région Pacifique.

Le Réseau est basé à Suva, mais les membres du Groupe de travail sont géographiquement dispersés : Australie, Kiribati, Nauru, Samoa et Genève. Une communication efficace relève donc du défi. Si les technologies de l'information nous ont été d'un grand secours, certaines contraintes demeurent, notamment, l'accès insuffisant à Internet.

Il est nécessaire que le Groupe de travail du Réseau PEG se réunisse régulièrement, au minimum une fois par an. Pour ce faire, les frais de déplacement et autres dépenses doivent être financés.

Pour s'inscrire dans la durée, tout réseau doit posséder un plan de travail stratégique à long terme. Ce plan fournit des orientations et des pistes à suivre pour le Réseau. Lors des demandes de fonds auprès de donateurs potentiels, ce plan de travail se révèle très efficace.

Activités du Réseau PEG

Le Réseau PEG procède actuellement à une demande de fonds pour organiser un « Atelier/Réunion de planification stratégique du Groupe de travail du Réseau PEG ».

Cet atelier/cette réunion devrait donner lieu aux documents suivants :

- 1) Une synthèse des stratégies régionales et un plan d'action.
- 2) Un document régional à présenter lors du Sommet mondial des femmes rurales de 2006 en Afrique & CDD 14/15.
- 3) Préparation des termes de référence du Réseau PEG.

Liens avec d'autres initiatives liées au genre dans le Pacifique

Des liens avec d'autres initiatives liées au genre dans le Pacifique ont déjà été mis en place et devraient continuer à se développer. Les réseaux énumérés ci-dessous font déjà partie du Réseau PEG, ce qui facilitera l'échange d'informations.

Les réseaux suivants sont associés au Réseau PEG:

- **ECOWOMAN**, fondé en 1995, est un collectif de femmes du Pacifique qui vise à renforcer les liens entre les professionnels des sciences et des technologies et leurs homologues des communautés urbaines et rurales. Sa vision consiste à accroître la participation des femmes à la gestion des ressources rurales et à améliorer les conditions de vie, au quotidien, des femmes rurales. Actuellement, le réseau est inactif en raison de problèmes de financement et de gestion. Néanmoins, les membres du réseau sont dûment au fait des informations les plus pertinentes.
- Le **Projet d'égalité entre les sexes dans les sciences et les technologies de la région Asie-Pacifique (APGEST)** est soutenu par le PNUD Asie-Pacifique et l'UNESCO. Le projet APGEST vise à garantir aux femmes et aux filles un accès à la formation et à la recherche sur les sciences et les technologies

et veille à ce que les besoins des femmes soient intégrés dans les activités de science et de recherche menées au niveau national et régional.

- **APACE VFEG (APACE Village First Electrification Group)** est une organisation de développement australienne, fondée en 1976. Sa mission est d'aider les communautés de la région Asie-Pacifique à mettre en œuvre des projets de développement à visée énergétique, respectueux de l'environnement et à faible impact sur les collectivités.
- **MIVEG (Melanesian Islands Village Electrification Group)** fournit une aide nationale aux VEC (Conseils d'électrification des villages), traite des problèmes de politiques, du changement climatique, des gaz à effet de serre, du plaidoyer, etc.

Sources de financement

Le financement initial a été apporté par le PNUD (Bangkok), Taiwan RDC, ENERGIA (Pays-Bas) et l'UNESCO, la SOPAC (en nature), le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique (PIFS) (en

nature) pour l'atelier régional « Genre, Energie et Développement durable » du 4 au 8 août 2003.

La deuxième vague de financement a été apportée par le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA), Pays-Bas pour « soutenir le Réseau du Pacifique sur l'énergie et le genre (PEG) en vue d'accroître la sensibilisation aux questions de genre dans le secteur énergétique de la région Pacifique-ACP ». Le projet, d'une durée d'un an, a été lancé en mai 2004.

L'activité phare du projet est d'accroître la sensibilisation aux questions de genre dans le secteur énergétique. Pour ce faire, **les actions suivantes sont entreprises** : (i) du matériel d'information est élaboré et distribué dans la région (ii) des articles sur le genre et l'énergie paraissent dans le Bulletin d'information PEN (Pacific Energy Newsletter) (iii) un site Web du Réseau PEG est créé, comprenant notamment une base de coordonnées interactive en ligne et (iv) les expériences, études de cas et exemples de réussite en matière de participation communautaire sont documentés et partagés.



Une réponse conviviale aux besoins d'information des femmes rurales

Mme Janet Cox Achora

WOUGNET-Centre d'Information de Kubere

Cette organisation non-gouvernementale a été établie en mai 2000 par plusieurs organisations de femmes en Ouganda pour développer l'utilisation des technologies de l'information et de la communication parmi les femmes comme outils pour partager les informations et aborder les problèmes ensemble.

Janet est Chargée de Projet pour le Programme d'Accès Rural qui est basé dans le district d'Apac au nord de l'Ouganda. L'objectif global du projet est de donner et d'améliorer l'accès aux informations agricoles.

Les activités de Janet se concentrent sur: la vulgarisation des informations agricoles locales dans des formats adaptés pour qu'elles puissent être utilisées par les femmes rurales, l'amélioration de la diffusion de l'information, ainsi que la mise en place d'un centre d'information qui servira comme lien entre les femmes rurales dans les villages et le personnel technique agricole.

Elle est animatrice communautaire et titulaire d'un Masters en Community Economic Development et d'un diplôme en science de l'information avec un intérêt particulier sur les Technologies de l'Information et de la Communication et la façon dont elles peuvent être utilisées dans le développement.



Promouvoir l'utilisation des technologies de l'information et de la communication pour renforcer les réseaux de femmes rurales : l'exemple de WOUGNET

Présentation du Réseau des femmes ougandaises (WOUGNET)

Le Réseau des femmes ougandaises (WOUGNET) est une organisation non gouvernementale fondée en mai 2000 par plusieurs organisations de femmes en Ouganda afin de promouvoir l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) par les femmes, en tant qu'outils d'échange d'information et approche collective en matière de résolution des problèmes.

La mission de WOUGNET est de promouvoir et de soutenir l'utilisation des TIC par les femmes et les organisations de femmes en Ouganda, afin que ces dernières puissent bénéficier des avantages fournis par les TIC en vue de s'attaquer efficacement aux problèmes nationaux et locaux liés au développement durable.

(...)

Les efforts menés par WOUGNET ont ciblé les activités fondées sur le courrier électronique et Internet ainsi que la manière dont ces activités peuvent être intégrées aux moyens traditionnels d'échange et de diffusion de l'information, dont la radio, la vidéo, la télévision et le support presse.

A l'heure actuelle, WOUGNET compte 80 organisations de femmes parmi ses membres, dont la majorité est située dans des zones urbaines ou des centres urbains disposant d'un accès Internet, les zones rurales étant peu représentées. Depuis ses débuts, WOUGNET a déployé d'importants efforts visant l'échange d'information et l'utilisation des TIC par les femmes.

Domaines d'action de WOUGNET

Le principal objectif de WOUGNET est de renforcer l'utilisation des TIC parmi les femmes et les organisations de femmes, de renforcer leurs capacités en matière d'utilisation et d'application des TIC et d'étendre les activités aux femmes des zones rurales. Dans la poursuite de cet objectif, les activités de WOUGNET sont menées dans quatre grands domaines d'action : Echange d'information et mise en réseau, Assistance technique, Plaidoyer pour le genre dans les politiques sur les TIC et Accès rural.

Collaboration avec d'autres organisations publiques/privées et d'autres ONG

WOUGNET travaille avec des organisations de femmes ainsi qu'avec des organisations menant des activités liées aux TIC et des particuliers situés à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Les partenaires de WOUGNET sont I-Network Uganda, Kabissa et InterConnection, organisations à but non lucratif basées aux Etats-Unis, Computer Aid International et l'Association pour le progrès des communications (APC) Femmes-Afrique. WOUGNET est membre de l'Association nationale des organisations de femmes en Ouganda (NAWOU) et du Forum des ONG.

En outre, WOUGNET abrite le secrétariat du Forum des femmes ougandaises sur les TIC (UWCI), au travers duquel le Réseau collabore avec les administrations publiques telles que la Commission ougandaise des communications et l'Autorité de planification nationale, les ministères, notamment le Ministère des travaux publics, du logement et des communications et la Direction de l'information et des organisations internationales telles que APC et OneWorld Africa.

Projet d'accès rural de WOUGNET

« Améliorer l'accès aux informations agricoles pour les agricultrices rurales utilisant les TIC » est un projet pilote conçu dans le cadre du programme de développement triennal (2005 – 2007) de WOUGNET. Comme indiqué précédemment, le principal objectif de ce projet est de renforcer et de soutenir l'utilisation des TIC parmi les femmes et les organisations de femmes, de renforcer leurs capacités en matière d'utilisation et d'application des TIC et d'étendre les activités de WOUGNET aux femmes des zones rurales.

La zone de mise en œuvre du projet est le district d'Apac, en Ouganda du Nord. Il s'agit de l'un des districts les plus défavorisés du pays. La phase pilote s'appliquera à deux comtés, quatre sous-comtés et douze communes, ciblant ainsi près de 300 agricultrices rurales.

(...)

L'évaluation réalisée par WOUGNET à la fin de l'année 2003 montre que les activités du Réseau ont accru la sensibilisation des femmes et leur participation aux activités liées aux TIC,

ainsi que l'échange d'information et la mise en réseau entre les femmes et les organisations de femmes. Toutefois, ces avantages restent limités aux personnes ayant un accès à Internet, la majorité des populations des zones rurales étant encore lésée. D'où la nécessité de mettre en œuvre le programme 2005-07 de WOUGNET, et plus spécifiquement le programme d'accès rural qui, au nombre de ses objectifs spécifiques, vise à étendre les activités du Réseau aux femmes des zones rurales.

Le projet pilote bénéficie du soutien du Centre technique de coopération agricole et rurale ACP-UE (CTA). Les activités clés mises en œuvre dans le cadre de ce projet sont :

- identifier les besoins en information et déterminer les informations agricoles prioritaires pour les agricultrices rurales.
- conditionner et diffuser les informations requises en des formats adaptés aux agricultrices/utilisatrices locales, en utilisant des canaux de diffusion appropriés (dont la radio, le téléphone, le support presse et Internet).
- mettre en place des liens avec le Service Questions-Réponses (SQR) du CTA basé à l'Organisation nationale de recherche agricole (NARO) afin de fournir des réponses aux questions des agricultrices.
- créer le Centre d'information de Kubere (KIC) dans la ville d'Apac, lui-même relié à des organisations traitant de questions agricoles basées à Apac et au niveau national.
- collaborer et procéder à la mise en réseau avec des organisations telles que FOODNET, VEDCO (Volunteer Efforts for Development Concerns) et des instituts d'information agricole travaillant au niveau national, régional et international, sur les questions liées au développement rural et aux femmes rurales.

Enseignements relatifs à la mise en réseau tirés de l'expérience de WOUGNET

Ces cinq dernières années, WOUGNET a accumulé une expérience considérable dans la mise en réseau, tant à l'échelon local (en Ouganda) qu'au niveau régional (dans toute l'Afrique) et international. Les enseignements que nous avons pu dégager sont :

- pourquoi les organisations/particuliers s'intéressent-ils au Réseau? Il est important de déterminer et de préserver la cause commune de celles et ceux qui s'intéressent au Réseau afin de garantir son développement et sa durabilité.
- il faut envisager des TIC diverses et variées (nouvelles et traditionnelles) afin de faciliter la mise en réseau entre tous les membres, au vu de la disparité du degré de connectabilité d'un site à l'autre.
- il est important de disposer d'informations pertinentes au niveau local et/ou reformatées. Il est également important que ces informations soient disponibles dans les langues locales.
- un suivi et une évaluation périodiques des activités du Réseau ainsi que des besoins en information/compétences des membres sont essentiels pour garantir la pertinence du Réseau.

- au fur et à mesure que le Réseau se développe, il est important de faciliter et d'encourager la création de groupes d'intérêt spécial ou des partenariats parmi les membres et/ou entre les membres et le secrétariat afin de mener des actions présentant un intérêt mutuel.
- une interaction physique régulière est nécessaire entre les membres, ou dans un groupe de membres présentant un intérêt commun, en plus de l'interaction liée aux TIC fournie par le Réseau.

L'impact du VIH-SIDA, plus particulièrement sur les femmes rurales

Un problème transversal auquel sont confrontées les organisations, dont les programmes de base ciblant, ou non, les questions de santé, est celui du VIH-SIDA. Si WOUGNET ne possède aucun programme spécifique traitant du VIH-SIDA, un certain nombre de membres de WOUGNET disposent de tels programmes. Le rôle de WOUGNET est de fournir et/ou de faciliter l'accès à l'information, selon les besoins des membres. Les membres peuvent demander et/ou recevoir des informations via email, téléphone, courrier postal ou au bureau de WOUGNET à Kampala.

En outre, en mai 2003, WOUGNET a créé une page Web représentant les articles traitant du VIH-SIDA et mettant un accent tout particulier sur les femmes et les fillettes en Ouganda. Lancée avec le concours de Gloria Katusiime, membre associée de l'Institut de santé publique et Centre épidémiologique, cette page est disponible en ligne à l'adresse <http://www.wougnet.org/Links/hiv aids.html>.

Financement des programmes de WOUGNET

Dans un premier temps, les activités de WOUGNET dépendaient entièrement de la contribution des volontaires. Cependant, depuis 2003, WOUGNET a été en mesure de rassembler des fonds afin de renforcer les programmes existants et de lancer de nouveaux programmes, ciblant plus particulièrement l'accès limité aux TIC en Ouganda. En 2003, WOUGNET a reçu une subvention du Fonds mondial pour les femmes et, en 2004, le Réseau a bénéficié du soutien financier de Hivos. En 2005, WOUGNET a également reçu des fonds du CTA pour soutenir son programme d'accès rural.

Le renforcement du secteur associatif

M. Mourad Gourouhi

**Association Marocaine
de Solidarité et de Développement AMSED**

Mourad Gourouhi est le responsable du département Education Environnement au sein de l'ONG AMSED/Maroc (Association Marocaine de Solidarité et de Développement).

La mission d'AMSED est de venir en aide aux populations les plus pauvres à travers des programmes d'auto-développement et de renforcement du secteur associatif au Maroc.

Mourad est formé en économie et principalement en économie de développement.

Il est actif dans le domaine associatif depuis la fin des années 80. Il est actuellement un cadre associatif professionnel au sein de son ONG ainsi que d'autres dynamiques sociales.

Il s'intéresse au soutien et au renforcement du secteur associatif, notamment en matière d'environnement et d'éducation à la citoyenneté.



RABAT | MAROC

Projet d'intégration de la prévention du VIH-SIDA dans les programmes d'alphabétisation au Maroc

Une approche intégrée

Amsed a pour objectif d'intégrer la sensibilisation à la prévention des infections sexuellement transmissibles (IST) et du SIDA dans les programmes d'alphabétisation, au profit des fillettes et des femmes analphabètes. (...)

La conscience du danger de l'analphabétisme et la nécessité de son éradication ne datent pas d'aujourd'hui et n'ont jamais perdu de leur actualité. Ainsi, le concept de lutte contre l'analphabétisme s'est développé en évoluant d'un point de vue alphabétisant (savoir lire et écrire) à un autre qui est devenu fonctionnel. Ce concept reste intimement liée aux besoins journaliers du bénéficiaire en matière de développement. L'approche fonctionnelle est, donc, fondée sur le principe du transfert des compétences au bénéficiaire et non seulement d'informations et de connaissances qui ne sont en soi que des moyens. (...)

Les associations locales ont conscience que le programme d'alphabétisation représente une occasion favorable pour introduire un aspect très important de la vie des bénéficiaires qui est la sensibilisation sanitaire en général, et la prévention contre les IST/SIDA en particulier. Cette importance réside non seulement dans le fait que les séances d'alphabétisation sont un outil idéal de sensibilisation sanitaire, mais également dans l'occasion donnée aux participants d'échanger, d'innover et d'apprendre comment se protéger contre les IST/SIDA.

Les étapes du projet

L'intérêt démontré par l'Association Marocaine de Solidarité et de Développement (AMSED) vis-à-vis de l'intégration de la prévention des IST/SIDA dans les cours d'alphabétisation auprès des jeunes filles et des femmes adultes, découle de sa stratégie de lutte contre ces maladies. La première action de ce genre a été entreprise dans le cadre du Programme d'Appui au Secteur Associatif pour la lutte contre le Sida, connu sous le sigle PASA/SIDA, en partenariat stratégique avec l'organisation Alliance Internationale VIH-SIDA.

Un accord a été conclu avec un ensemble d'associations actives sur le terrain pour intégrer des séances concernant les IST/SIDA dans les programmes d'alphabétisation. Les organisations participant au projet travaillent avec une centaine d'associations locales menant des projets de développement, plus particulièrement auprès des fillettes et des femmes. (...)

Cette première expérience a donné lieu aux conclusions/recommandations suivantes :

- grande mobilisation des bénéficiaires pour la participation dans la discussion autour des IST/SIDA;
 - utilisation de techniques participatives adéquates;
 - les associations se contentent, sur le terrain, des séances réservées à la sensibilisation et ne travaillent pas avec une approche d'intégration;
 - les bénéficiaires (femmes) suivent, en général, les séances relatives à la sensibilisation sanitaire et non celles traitant de l'alphabétisation traditionnelle.
- (...)

Conditions de la réussite du processus d'intégration

L'intégration de la prévention contre le Sida dans le programme d'alphabétisation doit émaner d'un véritable besoin, les besoins de la population concernée, et poursuivre un objectif de développement des compétences des fillettes et femmes analphabètes en vue de prévenir les IST/SIDA. Ainsi, il est très important de répondre à la question suivante : quel est le rôle de l'alphabétisation dans le programme et le projet de développement ?

En effet, les organisations ont remarqué que la prévention contre les IST/SIDA, parmi d'autres résultats émanant de l'alphabétisation, est l'un des besoins principaux exprimés par les fillettes et femmes analphabètes. Toutefois, la réussite du processus d'intégration requiert l'ensemble des conditions suivantes :

- Vision claire et globale de l'intervention de l'organisation;
- Membres de l'association motivés pour l'intégration;
- Diagnostic des besoins des fillettes et femmes analphabètes vis-à-vis de l'alphabétisation et de la prévention contre les IST/SIDA.

(...)

Principales réalisations

- **26 850** filles et femmes ont bénéficié de 15 séances sur l'éducation à la santé;
- **106** organisations rurales ont été mobilisées pour travailler sur cette thématique;
- **801** animateurs d'alphabétisation ont été formés aux techniques de prévention et d'animation, et sur le VIH-SIDA.

Le travail est en cours actuellement pour élaborer des fiches modèles, lesquelles doivent permettre aux séances d'intégration de la prévention d'exploiter et d'échanger les expériences avec d'autres intervenants travaillant dans le domaine de l'alphabétisation.

La défense des droits de la femme au Rwanda

Mme Isabelle Kalihangabo

Profemmes Twese Hamwe

Isabelle Kalihangabo est la première Vice présidente du Collectif PROFEMMES/TWESE HAMWE du Rwanda.

Cette plate-forme d'organisations de promotion de la femme au Rwanda est née en 1992 à l'initiative de 13 associations rwandaises.

Elle est juriste et depuis juillet 2004 elle est Juge à la Haute Cour de la République du Rwanda.

L'intérêt particulier d'Isabelle se porte sur l'amélioration du statut des femmes et la promotion et la défense de leurs droits à travers différentes activités. Elle participe activement à l'éducation aux droits de la personne et aux droits de la femme et de l'enfant en particulier. Elle a également participé à de multiples campagnes de mobilisation sur les droits de la femme, et de lutte contre les violences à leur encontre et contre toutes les formes de discriminations à leur égard.

De 2000 à 2004 Isabelle a été Juge à la Cour Suprême, affectée au Département des Juridictions GACACA. La mission principale au Département était la mise en place et l'opérationnalisation des juridictions participatives, chargées de juger les auteurs du génocide rwandais et faire le suivi de leurs activités.

Elle a aussi travaillé comme chef d'un projet de clinique juridique mobile d'assistance aux femmes et aux enfants au sein d'une association de défense des droits de la femme et de l'enfant, HAGURUKA, dont elle est membre depuis 1999. Cette association est membre fondateur du Collectif PRO-FEMMES/TWESE HAMWE.



KIGALI | RWANDA

La durabilité des réseaux et l'impact du VIH-SIDA, particulièrement pour les femmes rurales

Le fonctionnement de notre organisation

Le collectif PRO-FEMMES/TWESE HAMWE (PFTH) a connu une évolution progressive depuis sa création jusqu'aujourd'hui. L'idée de création d'une plate-forme d'organisations de promotion de la femme au Rwanda est née en 1992 à l'initiative de 13 associations rwandaises. En 1993, les 13 associations fondatrices ont adopté les statuts dans un contexte particulièrement difficile, qui ne favorisait pas l'émergence de la société civile, le pays étant engagé dans une guerre civile qui a abouti finalement au génocide de 1994.

Après le génocide de 1994, le collectif PFTH devient un cadre de réflexion, de mobilisation et de concertation, caractérisé essentiellement par l'urgence et la reconstruction du pays. Le collectif a intégré les associations nées dans l'urgence pour tenter de résoudre les nombreux problèmes des femmes et des orphelins ainsi que les personnes nées en dehors du pays pendant la période d'exil. Aujourd'hui, le collectif compte en son sein 40 associations membres effectifs, 1 membre affilié et 1 membre d'honneur.

Au lendemain du génocide, les femmes rwandaises des ONG ont participé à la 4^{ème} Conférence mondiale de la femme à Beijing en 1995. Après Beijing, l'idée est née de faire un Programme qui aurait pour toile de fond «Egalité, Paix et Développement» pour toutes les femmes. Ainsi, le Programme Campagne Action pour la Paix a été initié, conçu et conduit par les 40 associations membres du collectif PRO-FEMMES.

Les groupes cibles

Les interventions s'adressent à des catégories de différentes cibles à savoir : les membres du collectif et les associations membres de PRO-FEMMES, la population féminine, la population en générale, les leaders communautaires ainsi que les décideurs politiques. Dans toutes ces catégories les femmes et les fillettes sont privilégiées.

Défis

Nous ne pouvons pas parler d'échecs comme tels mais nous devons affronter les défis suivants :

- Travailler dans une région où le conflit armé persiste et où la femme et l'enfant restent victime pendant les conflits.

- La pauvreté du pays où la femme reste vulnérable aux différentes situations, entre autre, la propagation du VIH-SIDA et les violences surtout sexuelles.
- Il y a la volonté politique dans le cadre de l'intégration du genre mais ce concept doit être effectif dans le milieu rural surtout au sein des familles.

Résultats

Pendant ses 12 années d'expériences, le collectif PRO-FEMMES a enregistré beaucoup de réalisations autour des 3 programmes fondamentaux à savoir : Campagne Action pour la Paix (CAP), Information, Education, Communication (IEC) et le Renforcement Institutionnel du collectif et des Associations Membres (RICOM). (...)

Direction

L'organe suprême du collectif est l'Assemblée Générale (A.G.). (...) L'Assemblée Générale se réunit une fois par an en session ordinaire. Celle-ci élit un Conseil d'administration ayant un mandat de 2 ans renouvelable une fois.

Au niveau provincial, l'Assemblée Provinciale est constituée de 2 délégués par organisation membre œuvrant dans la province et les membres du Conseil d'administration.

La gestion quotidienne du collectif est assurée par un secrétaire exécutif. (...)

Au niveau régional, des secrétaires exécutif(ve)s sont recruté(e)s dans le but de décentraliser les activités et de se rapprocher davantage des populations bénéficiaires. Actuellement, 4 secrétaires régionaux de coordination ont été mis en place.

La communication

Dans le cadre de la diffusion des informations auprès des associations membres, le collectif a mis en place un programme baptisé, Information, Communication et Education. Le programme IEC a renforcé le partage de l'information entre les membres et le public et a réussi à donner plus de visibilité aux actions des femmes rwandaises au niveau local et régional ainsi qu'au niveau international.

Le collectif organise régulièrement une journée de communication qui regroupe toutes les associations pour échanger leurs

points de vue sur leurs réalisations et les programmes prévus au sein du collectif.

Nous disposons d'un réseau Internet et d'un cybercafé pour communiquer. Nous organisons des conférences-débats avec les partenaires et des panels radio ainsi que des clubs de dialogue communautaire qui servent de cadre de discussion pour des sujets qui font obstacle à la cohabitation pacifique. (...)

Pour médiatiser ses activités, le collectif a recours à la radio, la télévision et les journaux et nous disposons d'un journal intitulé « TWESE HAMWE », dans lequel nous publions nos activités.

L'impact du VIH-SIDA, particulièrement pour les femmes rurales

Le VIH-SIDA est un domaine intéressant pour notre collectif étant donné qu'il touche majoritairement les femmes qui sont notre cible stratégique

Le collectif travaille en étroite collaboration avec les autres partenaires œuvrant dans le domaine du VIH-SIDA, qu'il s'agisse de la presse écrite, de la radio, de la télévision, du gouvernement, des ONG locales et internationales ainsi que de différentes associations de personnes vivant avec le VIH-SIDA.

Les interventions du collectif dans le domaine du VIH-SIDA s'orientent dans le cadre de la communication pour le changement de comportement. Dans ce domaine, le collectif a organisé deux grandes campagnes multimédia, l'une sur la lutte contre la stigmatisation et la discrimination qui frappent les femmes affectées et infectées par le VIH-SIDA et l'autre sur le renforcement du pouvoir décisionnel des jeunes filles en matière du VIH-SIDA au niveau des établissements scolaires.

Au sein du collectif, nous rencontrons plusieurs obstacles, entre autres, le manque de financement pour les projets générateurs

de revenus ainsi que les problèmes de prise en charge des personnes vivant avec le VIH-SIDA (médicale, socioéconomique).

- pauvreté
- mortalité élevée
- transmission de la mère à l'enfant
- stigmatisation et discrimination

Le SIDA est perçu comme une maladie honteuse qui fait peur à tout le monde. Mais la quasi-totalité de la communauté rwandaise sait qu'il n'existe aucun médicament ni vaccin contre le VIH-SIDA.

Nous estimons que notre stratégie IEC est vraiment efficace vu notre groupe cible des jeunes filles. Dans ce domaine, le collectif a organisé des conférences-débats au sein des écoles secondaires à majorité de filles pour les sensibiliser sur la lutte contre le SIDA en renforçant leur pouvoir de prise de décisions en matière de sexualité. Nous avons sillonné 6 provinces et plus de 40.000 mille élèves (45 écoles) ont bénéficié de cette campagne. Il nous reste à visiter 45 autres écoles jusqu'au mois de juin 2005.

Financements

Nos sources de financement ne sont pas spécifiques étant donné que le collectif ne possède pas de fonds propres : toutes les activités sont réalisées à travers des projets financés par des bailleurs de fonds. Nous travaillons en collaboration avec un grand nombre de bailleurs, dont : FNUAP, UNESCO, UNIFEM, USAID via IMPACT-Rwanda, 11.11.11, INTERNATIONAL Alert, Coopération canadienne, Union européenne, Coopération belge, les ONG locales, et les ministères des affaires sociales.



Communiquer les informations sur la parité hommes-femmes

Mme Rose Mensah-Kutin

ABANTU pour le Développement (ROWA)

Rose Mensah-Kutin est la Directrice régionale d'ABANTU for Development.

Cette organisation est active dans la lutte pour la parité hommes-femmes et le plaidoyer politique pour assurer la prise en compte des intérêts des femmes et la parité hommes-femmes dans les politiques africaines.

Rose a travaillé pendant plusieurs années pour le Conseil National de l'Energie au Ghana, maintenant la Commission de l'Energie, en tant qu'analyste politique, s'occupant des dimensions socio-économiques et culturelles des politiques, programmes et projets d'énergie.

Elle est titulaire d'un Doctorat en Genre et Energie de l'Université de Birmingham, Royaume-Uni et d'une Maîtrise en Genre et Développement de l'Institute of Social Studies, La Haye, Pays Bas.

Rose est également journaliste et a travaillé pour le quotidien « The Daily Graphic » au Ghana pendant plusieurs années comme expert en genre et développement. Elle est mariée et a quatre enfants.



La durabilité des réseaux, l'exemple d'ABANTU, Ghana

Fonctionnement d'ABANTU en tant que réseau

Depuis ses débuts jusqu'à aujourd'hui, la nature et le caractère d'ABANTU se sont transformés afin de refléter une situation et des relations avec les différents groupes cibles en constante évolution. En d'autres termes, l'organisation a évolué au fil des ans en menant, avec plus ou moins de succès selon les cas, différents types d'activités de mise en réseau.

ABANTU cible actuellement ses efforts sur les axes clés de développement suivants, contenus dans les 12 domaines prioritaires d'action de la Plate-forme d'action de Beijing : renforcement des pouvoirs économiques, participation politique, technologie et science et prévention et résolution des conflits. Nous produisons un bulletin d'information trimestriel mettant l'accent sur les implications des politiques liées au genre : ABANTU NEWS. Le bulletin d'information est distribué aux ONG, députés parlementaires, organismes d'aide et de développement et particuliers. (...)

Nous sommes un réseau de personnes qui pensent que l'inégalité entre les sexes est une injustice, qu'elle contribue à la pauvreté et qu'elle constitue un frein majeur au développement. Même si nous sommes un réseau indépendant, nous nouons des alliances stratégiques avec d'autres organisations afin de faire progresser notre cause. ABANTU travaille avec des effectifs réduits, distribués au niveau des bureaux régionaux et avec un réseau de formateurs et d'associés situés en différents points d'Afrique et d'Europe. À l'origine, nous travaillions dans des bureaux basés à Londres (RU), Nairobi (Kenya), Accra (Ghana) et Kaduna (Nigeria). ABANTU était également gouverné par un Conseil d'administration international composé de 13 femmes et hommes et d'un Comité exécutif de 7 membres. Depuis 2003, le Conseil d'administration international a décidé de décentraliser les mécanismes décisionnels et institutionnels des organisations. Il a ainsi été décidé, entre autres, de faire d'ABANTU-ROWA (Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest) une unité autonome et autofinancée, constituée des bureaux de Kaduna et d'Accra et d'un conseil d'administration sous-régional, chargé de la prise de décisions à caractère général. Tel est notre mode de fonctionnement depuis janvier 2003.

Initiatives de mise en réseau : le Manifeste des femmes et le Projet Dimitra

Ces deux dernières années, ABANTU a participé à deux efforts majeurs de mise en réseau, source d'inspiration pour une meilleure efficacité des actions de mise en réseau entre les groupes de la société civile. Il s'agit du Projet Dimitra et du projet de Manifeste des femmes.

Le Projet Dimitra

ABANTU pour le Développement a rejoint le projet et a été invité à couvrir les pays suivants : Congo-Brazzaville, Gabon, Ghana, Nigeria, République centrafricaine, São Tomé et Príncipe.

Nous n'avons obtenu que très peu de résultats. Au Ghana, nous avons utilisé nos réseaux, existants pour discuter du projet et amener les organisations à nous fournir des informations sur leur travail. Un grand nombre de ces organisations aspirent à des ressources financières et matérielles immédiates afin de lancer ou de renforcer leurs actions. Par conséquent, même si elles reconnaissent, d'une certaine manière, l'importance de l'information, ces organisations n'ont pas considéré le projet comme prioritaire. Nous avons utilisé différentes plates-formes afin de présenter le projet et d'encourager la participation des organisations, mais avec peu de réussite.

Le Manifeste des femmes

Le Manifeste des femmes du Ghana est une initiative d'ABANTU pour le Développement, organisation de plaidoyer en matière de politique et de genre, créée pour accroître la participation des femmes à la prise de décisions, à l'élaboration des politiques et au plaidoyer. À partir de 2003, ABANTU a travaillé avec des femmes et des hommes d'horizons divers provenant des organisations de femmes, des groupes de la société civile, des ONG, des responsables politiques, des représentants d'organismes publics, des organisations de travailleurs, des femmes et des hommes des médias, des particuliers intéressés et des représentants des partis politiques enregistrés qui se sont rassemblés dans le cadre de la Coalition pour le Manifeste des femmes du Ghana en vue d'étudier, d'élaborer et de produire un Manifeste des femmes du Ghana. Cet outil a finalement été lancé au cours du mois de septembre 2004, dans le contexte d'élections nationales. (...)

Le Manifeste est un document politique et non partisan, présentant les sources de préoccupation des femmes, au niveau national, devant être prises en charge par les organismes gouvernementaux, et autres pertinents, dans le cadre de calendriers définis. (...)

Le Manifeste des femmes du Ghana cible dix thèmes clés, retenus parmi les axes de discussion majeurs des réunions consultatives qui se sont tenues dans tout le pays. Ces thèmes sont :

- Le renforcement des pouvoirs économiques des femmes
- Les femmes et la terre
- Les femmes, la politique sociale et le développement social
- Les femmes en politique, dans la prise de décisions et la vie publique
- Les femmes, les droits humains et le droit
- Les pratiques culturelles discriminatoires

- Les femmes et les médias
- Les femmes, les conflits et la paix
- Les femmes présentant des besoins spécifiques
- Les institutions chargées de promouvoir les droits des femmes

Outils et techniques de communication

Il existe différents modes de communication avec les membres du réseau. Par le passé, la principale méthode utilisée était l'organisation de réunions et d'ateliers, surtout au niveau de la base, où les téléphones et les connexions à Internet sont rares. Néanmoins, actuellement, nous envoyons des colis par courrier ou via le système de transport public qui s'étend sur un vaste réseau couvrant tout le pays. Dans les villes et les centres urbains où le courrier électronique (email) et les téléphones fonctionnent, ces canaux de communication sont largement utilisés.

Avec les autres réseaux, les décideurs et les communautés, les réunions consultatives, les campagnes de pression et les discussions organisées via les pouvoirs publics, fournissent les principales sources d'interaction. Dans ce cas, il est important d'être à même de convaincre chacun des groupes de l'importance et de la pertinence des questions liées au genre que nous défendons afin d'obtenir leur soutien en vue des changements envisagés. Généralement, nous pouvons identifier un certain nombre de personnes qui deviennent dès lors nos points de contact à différents niveaux afin d'influencer l'élaboration des politiques dans notre sens. (...)

Les outils de communication utilisés reflètent la situation sur le terrain, ce qui est aisément accessible à un groupe spécifique et ce qui est aisément compris. Dans l'ensemble, des outils divers et variés sont utilisés, reflétant ainsi la nature changeante des besoins et l'utilité variable des outils. La communication interpersonnelle a été une solution de premier choix de notre politique de communication. Ce choix a été confirmé par les nombreux forums consultatifs et programmes de formation que nous organisons. En outre, nous avons recours aux sources suivantes :

- publications (brochures, bulletins d'information, fiches, ouvrages, manuels et affiches);
- discussions et programmes de radio (Forum sur le genre);
- théâtre (en collaboration avec le Théâtre national du Ghana);
- publicité dans les journaux, sur la radio et à la télévision;
- matériel audiovisuel, notamment vidéos et CD, par exemple en utilisant des enregistrements d'activités organisées dans le cadre de programmes pour produire des documentaires et d'autres matériels de formation;
- utilisation d'études de cas et de récits;
- internet et courrier électronique (email); (...)

Sources de financement

ABANTU finance ses activités de base grâce à des fonds de la Fondation Ford. Pendant plusieurs années, le Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest (ROWA) a été dépendant de cette seule source de financement. Certains fonds provenaient également du bureau de Londres, afin de financer les actions menées au Nigeria. D'autres fonds ont été obtenus aux fins de programmes et de projets spécifiques. Le Nigeria a bénéficié de fonds de la

Banque mondiale, de l'UNICEF et du Conseil britannique.

Au Ghana, des fonds supplémentaires ont été obtenus l'année dernière de la part d'organisations telles que :

- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) : Projet Dimitra
- Fondation Friedrich Ebert (FES) : Programme-manifeste
- Actionaid-Ghana : Programme-manifeste
- TWN-Afrique : Programme-manifeste
- Fondation pour les médias en Afrique de l'Ouest : Programme-manifeste
- IBIS : Programme-manifeste
- CIDA via le mécanisme d'aide à l'égalité entre les femmes et les hommes des Nations Unies (UN Gender Support) : Programme-manifeste
- Fonds de développement pour les femmes africaines (AWDF) : Radio et bulletin d'information
- Fonds mondial pour les femmes : Programme-manifeste

Les tentatives de générer des ressources via le paiement, par les organisations, de frais de participation aux programmes de formation, n'ont pas fonctionné. L'association continue donc de dépendre des fonds émanant de donateurs, ce qui ne favorise pas réellement l'autodéveloppement et la durabilité.

Partenariats

Le principal intérêt nourri par ABANTU est de nouer des alliances stratégiques avec les responsables de l'élaboration des politiques, les ONG et les organisations privées. L'association a obtenu d'excellents résultats dans ses partenariats avec les ONG, grâce à de nombreux points communs, en matière de vision et d'intérêt, entre les groupes de la société civile dans le domaine du plaidoyer. Parfois, on note néanmoins certaines différences en termes de position concernant les orientations politiques générales et certains problèmes spécifiques. Citons, par exemple, la Stratégie pour la réduction de la pauvreté, où ABANTU a analysé le cadre politique depuis son élaboration jusqu'à son impact, en passant par les différentes phases du processus, alors que certains partenaires ne se sont intéressés qu'aux questions de mise en œuvre.

Conclusion

Le principal enseignement que nous avons pu dégager de nos efforts de mise en réseau est que la méthode utilisée et l'information générée servent les intérêts des diverses communautés du pays. Cette constatation a été d'autant plus vérifiable lorsque le projet a été conçu à l'intérieur même du pays. Les processus de partage des connaissances sont considérés comme répondant à des besoins réellement exprimés. Ceci signifie qu'il est dans notre intérêt d'utiliser une combinaison de méthodes et d'outils aux fins de la mise en réseau plutôt que de cibler une méthode en particulier. Enfin, il est nécessaire que les organisations de la société civile soient structurées et mues par un objectif et des idéaux qu'elles auront préalablement définis. Le développement d'une compréhension mutuelle et le renforcement des capacités des uns et des autres sont une manière d'atteindre notre objectif, qui est d'influencer les politiques afin de promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes.



Echanger, s'informer, conscientiser et former

Mme Elise Muhimuzi

**Comité National Femme
et Développement (CONAFED)**

Elise Muhimuzi assure la coordination et la gestion du Comité National Femme et Développement – CONAFED.

Elle est animatrice sociale qui depuis 1993 travaille sur la diffusion de l'information et la formation pour appuyer les femmes.

En République Démocratique du Congo, il est important que toutes les femmes au sein de la société civile soient mobilisées dans l'ensemble du pays pour mener un combat qui conduira vers un Etat de droit.

Les femmes congolaises des 11 provinces de la RDC ont résolu de travailler en réseau pour échanger, s'informer, conscientiser et former d'autres femmes. Le réseau appelé Comité National Femme et Développement « CONAFED » a été créé dans ce but en novembre 1997 et depuis Elise en est la Secrétaire Permanente.

Le Conafed s'occupe des questions des hommes et des femmes au sein de la société congolaise et l'approche genre reste son cheval de bataille.



KINSHASA
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Le combat contre le VIH-SIDA en milieu rural en République Démocratique du Congo

(...)

Présentation et fonctionnement du CONAFED

Le Comité National Femme et Développement (CONAFED) est un réseau d'organisations de femmes qui a été mis en place en 1997. Son rayon d'action s'étend sur tout le territoire de la RDC, dans chacune des 11 provinces dont la ville de Kinshasa. Il compte en son sein 360 organisations membres réparties dans 11 Réseaux Femme et Développement (Réfed), soit un réseau dans chacune des régions que compte le pays.

Le Conafed s'est assigné comme mission d'œuvrer pour la consolidation de la société civile par la promotion du genre, du leadership féminin et d'un cadre de concertation entre réseaux d'ONG et associations pour l'égalité, la solidarité et l'harmonie des droits et des devoirs entre hommes et femmes au sein de la société congolaise.

Organisation fonctionnelle

La structure administrative du Conafed est composée d'une Assemblée Générale, d'un Conseil d'administration, d'un Secrétariat permanent (organe technique visant la mise en œuvre des programmes) et de 11 réseaux de femmes et de développement répartis au niveau provincial.

Sous l'autorité et la supervision du Conseil d'administration, le Secrétariat permanent assure les trois services suivants :

- la promotion du genre;
- le leadership féminin;
- l'administration et les finances.

Programmes/Activités

Les axes d'intervention du Conafed sont les suivants : la formation, l'information, les échanges, la sensibilisation, le soutien et l'accompagnement des réseaux, le plaidoyer en faveur du leadership féminin et du genre, le lobbying auprès des décideurs pour la participation équitable des femmes à tous les niveaux de prise de décisions ainsi que les campagnes d'information et de documentation, menées au niveau communautaire, sur les questions d'intérêt local, national et international.

Au niveau de la base, à l'échelle des provinces, ce travail se fait à travers, par ou avec les Réfed.

Résultats

Au niveau de la base

- la capacité d'expression accrue des femmes au niveau des réunions grâce aux séances de formation et de vulgarisation.
- la confiance accrue des femmes en elles-mêmes.
- la prise de conscience par les hommes et les femmes des violences et injustices faites aux femmes.
- la prise de conscience, bien que timide, de la nécessité de complémentarité entre hommes et femmes dans les tâches à caractère ménager.
- l'ouverture des femmes et organismes féminins à l'accès aux ressources et à l'information pour leurs activités.

Au niveau des Réfed

- le Conafed est la première structure féminine disposant d'une couverture nationale.
- Conafed/Réfed demeure incontestablement le véhicule porteur de l'approche « Genre » en République Démocratique du Congo.
- l'émergence des femmes leaders a donné des résultats appréciables et positifs au niveau des secteurs privé et public, des églises et des institutions politiques par la culture de la méritocratie.

Au niveau de la société

- une certaine acceptation de l'approche « Genre » dans la société congolaise en général.
- une certaine acceptation de la prise en compte des préoccupations des femmes.
- un respect des femmes leaders compétentes.
- une importante vulgarisation de l'approche « Genre ».
- la participation remarquée des femmes dans les négociations politiques du dialogue intercongolais à Sun City.
- 22 femmes sur 26 au Parlement de transition venant de la société civile.
- des rencontres de planification des activités co-organisées par le gouvernement et d'autres partenaires en rapport avec les questions de promotion de la femme.
- des rencontres organisées autour de la lutte contre le VIH-SIDA au visage de plus en plus féminin.

Au niveau des textes, formations et autres

- lecture, fondée sur les considérations de genre, du Code de la famille (25 leaders formés).
- création d'outils de formation en genre (14 leaders formés).
- enquêtes sur le genre réalisées dans 4 provinces (Bas-Congo, Bandundu, Kasaï Oriental et Katanga).
- campagne nationale de lutte contre le VIH-SIDA et les violences en temps de guerre.
- formation en gestion.
- formation en leadership organisationnel.
- formation en entrepreneuriat féminin.
- formation des jeunes filles en anglais, démocratie et développement.
- campagnes contre les violences.
- campagnes contre les coutumes discriminatoires.
- campagnes pour l'égalité de droits et de chances.

Combat contre le VIH-SIDA en milieu rural en République Démocratique du Congo

L'état des lieux en RDC

Le contexte général du pays est caractérisé par une pauvreté extrême. Cette situation se trouve être en relation symétrique avec le VIH-SIDA qui en est tantôt la conséquence tantôt la cause. Les données recueillies par le PNLS (Programme Nationale de lutte contre le Sida) estime à 3 millions le nombre de personnes vivant avec le virus à la fin de l'année 2003 pour une population d'environ 60 millions d'habitants et à 450.000 le nombre d'orphelins, issus de cette maladie, au cours de la même année. Le taux de prévalence au sein de la population adulte est de 5,10% notamment pour la tranche d'âge entre 20 et 49 ans. Pour les hommes, les plus touchés se retrouvent dans la tranche entre 30 et 35 ans tandis que chez les femmes, période d'incubation comprise, la tranche d'âge concernée est de 15 à 29 ans. Le mode de transmission le plus observé est la transmission par voie sexuelle (87%) suivi de la transmission de la mère à l'enfant (8%). Les autres types de contamination s'élèvent à 5% seulement. Le rapport de transmission homme/femme est de 1 pour 2.

L'impact du fléau se traduit par le rétrécissement progressif de la population active, privant ainsi le pays à moyen et long terme

de ressources humaines vitales. La production en pâtit consécutivement dans un système où domine l'économie parallèle. Les conséquences de la stigmatisation dans un pays où la réflexion sur la question ne fait que commencer, rendent la situation encore plus catastrophique notamment sur le plan social, nutritionnel et économique. Les mécanismes adaptés de prévention et de prise en charge font cruellement défaut. A côté des effets de réaction en chaîne liés aux infections opportunistes (I.O.) et à la stigmatisation, le Sida affaiblit un grand nombre de piliers de la cohésion sociale et nationale. Le VIH-SIDA et d'autres facteurs (par exemple, les conflits et la stagnation politico-économique) peuvent avoir un effet destructeur sur la sécurité humaine (le droit des individus d'être à l'abri de la faim, de la maladie et de la répression).

Contraintes ou facteurs influençant la lutte contre le VIH-SIDA en milieu rural de la République Démocratique du Congo

- **Croyances et Religions** : elles recommandent de façon dogmatique certaines pratiques à risque (relations sexuelles sans réserves entre époux sans critères suffisants d'analyse).
- **Traditions et Coutumes** : elles ne permettent pas, surtout au niveau du village, à la femme mariée de dire non à son mari, même malade.
- **Personnes déplacées des conflits armés** : les milieux ruraux, disposant de peu (ou d'aucun) de centres de dépistage, sont exposés à la contamination par les réfugiés de guerre notamment.
- **Formation et supervision** : on rapporte que dans les campagnes, les seringues à usage unique sont réutilisées sur plusieurs patients sans la moindre hésitation. L'absence de formations médicales et de spécialistes de santé contribue très négativement à accroître les risques et l'impact.
- **Intrants** : le coût des ARV disponibles dans très peu de milieux urbains, varie entre 30 et 50 USD par mois. Que dire de la difficulté pour les paysans à y accéder dès lors que le revenu par habitant est quasi inexistant ?
- **Les décideurs politiques** : les circonstances et le manque de stratégie nationale de lutte contre le VIH-SIDA relèvent bien plus d'une absence de volonté politique de la part des décideurs.

- **Les forces armées** : 90% des viols sur les femmes et fillettes en milieu rural et surtout en milieu frappé par la guerre, sont l'œuvre de militaires.
- **L'agriculture et le monde rural** : les femmes travaillant dans les champs et les paysans sont sans défense et donc victimes et vulnérables aux viols et violences sexuelles notamment dans les provinces du Kivu, Maniema, Katanga et la Province Orientale.
- **Les comportements à haut risque** : bien plus que les professionnel(le)s du sexe qui vivent de la vente de leur corps à tout prix (étant donné le niveau trop bas de revenu par habitant en République Démocratique du Congo), les jeunes filles vivant en périphérie et dans les campagnes préfèrent contracter le VIH en se livrant à plusieurs partenaires hommes (sans préservatifs) et attendre des mois, des années avant de mourir que de mourir de faim en quelques jours seulement.
- **Les femmes (rurales)** : elles souffrent d'une insuffisance considérable en matière d'information, d'éducation et de communication et ne sont pas en mesure de connaître, de comprendre et de faire valoir leurs droits, de se prendre ou d'être prises en charge, de négocier leurs rapports sexuels sans risque.
- **Les facteurs géographiques** : le mode de vie des résidents frontaliers est différent de celui des personnes vivant à l'intérieur du pays et la plupart des conflits armés, des viols et violences sexuelles se produisent dans les zones frontalières incontrôlées.
- **L'insuffisance de couverture médiatique et de voies de communication** : les villages n'ont pas de radio ni de journaux. Ils sont ainsi privés de l'information nécessaire au développement et à la bonne marche du pays. Les routes sont délabrées et très peu sûres.
- **L'absence de pouvoir économique** : malgré le potentiel économique naturel dont regorge le pays, les paysans n'ont ni revenu, ni outils aratoires, et ne disposent pas non plus des intrants nécessaires en matière agricole, piscicole, avicole etc., les denrées agricoles produites avec des moyens parfois rudimentaires dans la périphérie des villes coûtant, de ce fait, parfois plus cher que les dons et produits émanant de l'extérieur.

En Novembre 2002, le CONAFED a organisé la Campagne nationale contre le VIH-SIDA et les violences en temps de guerre. Depuis bientôt 3 ans, le CONAFED travaille avec les réseaux et associations impliquées dans la recherche des solutions aux difficultés soulevées par l'épidémie.

Les moyens dont disposent ces différents acteurs locaux ne peuvent permettre de lutter contre l'épidémie que localement par :

- la mise sur pied de quelques Centres de dépistage volontaire (CDV).
 - la commercialisation de préservatifs et de méthodes classiques de prévention.
 - l'information et la disponibilité des ARV en très petites quantités.
 - le suivi au niveau local de la prévention de la transmission de la mère à l'enfant (PTME) et de la surveillance épidémiologique.
 - la prise en charge psychosociale des PVV et des familles.
- Les interventions du Conafed concernent notamment :
- la sensibilisation et la mobilisation de l'opinion publique sur la réalité du VIH et des violences.
 - la promotion de la libre expression et le déclenchement d'une prise de conscience et d'une position d'autodéfense des groupes cibles.
 - la défense des droits spécifiques au sein des communautés locales et la protection contre le VIH et les violences notamment pour les femmes et les jeunes.
 - l'émergence des réseaux de solidarité entre communautés.
- (...)

Financement

Cordaid est le principal bailleur de fonds du CONAFED, représentant 80% du volume annuel des fonds injectés dans son programme.

Des activités complémentaires ou parallèles ont été financées et réalisées avec l'appui des bailleurs suivants :

- UNIFEM pour la campagne contre les violences faites aux femmes;
- II.11.11. pour la campagne contre les violences sexuelles et la campagne contre les coutumes discriminatoires à l'égard des femmes;
- Eddi WINROCK pour le programme d'octroi de bourses aux jeunes filles;
- Dimitra / FAO : appui au renforcement des capacités en matière de communication du monde rural et échange d'information au sein du mouvement associatif féminin de la RDC.

Pérennité et contacts inter-réseaux

Le Conafed entretient des relations de partenariat avec toutes les organisations intéressées par les questions du développement et des droits humains, plus particulièrement des droits de la femme. Les campagnes et ateliers sont souvent co-organisés avec les secteurs public et privé et les ONG. Les initiatives d'entrepreneuriat menées au niveau des associations membres grâce à l'appui du CONAFED peuvent constituer un fondement durable de l'autonomisation des femmes.

Communication à la base et mise en réseau

Mme Fatou Sow NDIAYE

ENDA-PRONAT

Protection des ressources naturelles

Fatou Sow est la coordonnatrice du projet Dimitra pour le Cameroun, Cap-Vert, la Côte-d'Ivoire, Gambie, Guinée, Mali, la Mauritanie et le Sénégal.

Elle est également Coordonnatrice du Réseau National des Femmes Rurales du Sénégal qui est né suite à la Phase I de Dimitra.

Fatou est très impliquée dans le travail sur le genre et le développement, la communication à la base et les TIC, l'agriculture durable, et la gestion et l'analyse de l'information.

ENDA-PRONAT est consacré à la protection des ressources naturelles à travers l'utilisation des technologies appropriées qui permettent la transformation des plantes locales en pesticides naturels et pour une agriculture biologique.

Son programme d'actions est adapté aux ressources et aux contraintes locales.

ENDA-PRONAT est l'un des partenaires Dimitra les plus actifs.



DAKAR | SÉNÉGAL

Aperçu sur quelques actions menées par ENDA-Santé pour lutter contre le VIH-SIDA en milieu urbain et rural

Actions santé dans les zones périphériques et rurales

Une synergie entre les entités d'ENDA

L'équipe ENDA-Santé SIDA, dans le cadre de sa collaboration avec ENDA-Pronat, a utilisé quelques membres du Réseau national des femmes rurales dans ses activités de sensibilisation, de formation et d'information sur le VIH-SIDA.

Méthodologie et domaines d'intervention

- 1) Information-Education-Communication (IEC), Communication pour le Changement de Comportement (CCC).
 - Information destinée soit à un grand public, soit ciblée pour des groupes particuliers.
- 2) Formations de groupes de base à des compétences particulières.
 - Cette formation est destinée à des relais pour l'information, des formateurs, des pairs éducateurs, des leaders d'opinion, des associations, des groupements œuvrant à la promotion des droits des femmes et des groupements villageois de développement, etc.
- 3) Conversations communautaires en milieu rural et semi-urbain.
- 4) Renforcement des capacités des ONG/OBC

Le SIDA en milieu rural

Plusieurs discussions de groupe et séances d'information ont montré le faible niveau de connaissance sur la transmission du VIH-SIDA et des moyens de protection des femmes rurales ainsi que l'importance du renforcement des capacités de négociation et de la dynamique de groupe dans la réduction de leur vulnérabilité.

Quelques facteurs de vulnérabilité des femmes rurales

- taux élevé d'analphabétisme;
- exode massif des hommes en milieu urbain;
- la paupérisation;

- incapacité de négocier leur sexualité;
- mariage précoce;
- le lévirat;
- la polygamie;
- la prostitution clandestine.

Les activités les plus menées en milieu rural Les conversations communautaires

Elles incitent à des réponses provenant de la communauté en renforçant la capacité de celles-ci à s'exprimer et à identifier les facteurs sous-jacents à la propagation du VIH-SIDA.

Enda Santé SIDA a choisi 12 sites dans 5 régions où 26 communautés ont été identifiées et impliquées dans la mise en œuvre de ce programme de lutte contre le VIH-SIDA. Selon le dernier bulletin épidémiologique, les taux de prévalence du VIH dans ces sites sont : 1,2% (Dakar) ; 1,9% (Diourbel) ; 1,5% (Fatick) ; 1,2% (Kaolack) ; 0,5% (Thiès)

L'approche des conversations communautaires vise à renforcer la capacité des individus et des communautés à mieux comprendre la nature de l'épidémie, à réfléchir et à initier des changements afin d'apporter des réponses efficaces à la propagation du VIH-SIDA.

Certains témoignages ont souligné que les conversations communautaires permettraient, entre autres de : faciliter le transfert des leçons apprises, mutualiser les savoir-faire et les changements intervenus d'individus à individus, de communautés à communautés et d'organisations à organisations.

Les facteurs suivants pourraient être appréhendés comme l'amorce d'un processus de changement :

L'acceptation des conversations communautaires pendant lesquelles des personnes de générations différentes partagent des informations sur la sexualité et le VIH-SIDA.

- le VIH-SIDA n'est plus perçu comme une malédiction divine;
- la reconnaissance du VIH-SIDA comme une réalité;
- la participation régulière et motivée des membres de la communauté aux conversations communautaires;

- l'implication des leaders d'opinions tels que les imams, les prêtres, les chefs de villages, les enseignants, les matrones et agents sanitaires entre autres;
- l'implication des membres de la communauté dans l'exécution des activités;
- la reconnaissance de l'existence du VIH-SIDA, perçu comme une menace pour les communautés;
- l'identification de certaines pratiques socioculturelles liées à la propagation du VIH-SIDA et l'engagement des communautés à les assainir et à s'en émanciper;
- la prise de parole efficace des femmes et des filles lors des conversations communautaires;
- les gens ont déclaré qu'ils étaient prêts à faire un test de dépistage volontaire et anonyme (test pré-nuptial surtout chez les femmes et les jeunes filles);
- l'appropriation du processus par les communautés;
- les conversations communautaires ont renforcé l'organisation des groupements de promotion des droits des femmes, favorisé la création d'activités génératrices de revenus (Nganda) et la solidarité communautaire (création d'une caisse de solidarité qui peut servir à payer le transport pour le dépistage et à soutenir les personnes infectées);
- une meilleure connaissance du VIH-SIDA par les communautés;
- une valorisation des facilitateurs;
- une acceptation du traitement des IST à deux (dans le couple);
- une participation accrue des hommes;
- un dialogue ouvert entre les membres de la communauté sur les questions sexuelles.



Faire entendre la voix de la femme rurale

Mme Adeline Nsimire

Sauti ya Mwanamke Kijijini

SAMWAKI

Adeline NSIMIRE est la Coordinatrice de l'organisation SAUTI YA MWANAMKE KIJIJINI, « SAMWAKI ». Ce mot swahili signifie en français « la voix de la femme rurale ».

SAMWAKI est une association des femmes rurales dont le siège est basé dans la localité de Mugogo, Territoire de Walungu en province du Sud-Kivu. La mission assignée à cette organisation est de permettre à la femme rurale d'accéder à l'information et à la communication.

Samwaki a créé les « axes de communication » qui réunissent un ensemble de groupements féminins pour échanger les idées et pratiques diverses sur l'actualité, l'agriculture, la santé, le petit élevage, le VIH-SIDA, la résolution pacifique des conflits, le genre, l'éducation, etc. Elle a aussi initié le projet « Bubusa mural » dénommée « radio murale » qui consiste en la traduction des informations en langues locales et leur affichage sur des tableaux dans des lieux publics des endroits isolés de la province.

En 2004, Samwaki a réuni quelques organisations et collectifs des femmes rurales du Sud-Kivu pour échanger sur la possibilité de créer un cadre de partage d'information et d'expérience entre les femmes et organisations des femmes rurales de toute la province. Elles ont mis sur pied le Réseau femmes rurales du Sud-Kivu dont Samwaki assume le Secrétariat général depuis 2004.



SUD-KIVU

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Renforcer les réseaux des femmes rurales et combattre le VIH-SIDA en milieu rural

La durabilité des réseaux – environnement général

Notre organisation se nomme *Sauti ya Mwanamke Kijijini*, «SAM-WAKI» en sigle. Ce mot swahili signifie en français la voix de la femme rurale. SAMWAKI est basée en province du Sud-Kivu dans la localité de Mugogo en territoire rural de Walungu.

(...)

SAMWAKI est née en 2002 en pleine période des conflits armés qui ont secoué notre pays pendant plusieurs années (1996-2003). Au cours de cette période, la plupart des hommes avaient fui l'insécurité causée par la guerre, abandonnant à eux-mêmes les femmes, les fillettes ainsi que les enfants en bas âge. La femme rurale s'est résignée. Elle a durement supporté le poids de la famille et celui de la communauté en gardant sa place de mère, chargée de nourrir la famille. En revanche elle subissait les exactions les plus déshumanisantes, dont le viol et violences sexuelles, les tortures.

Compatir avec la femme paysanne, la rendre visible ainsi que son action en faveur de la communauté, susciter sa participation active aux organes de gestion et de prise de décisions de sa communauté... en lui facilitant l'accès à l'information et à la communication, telles sont les idées qui ont sous-tendu la création de SAMWAKI.

Fonctionnement de SAMWAKI

La mise en marche de SAMWAKI n'a pas été chose aisée au départ, cela pour nombre de raisons :

La mission : il s'agit d'un travail de longue haleine que de faire comprendre à une femme paysanne, qu'elle sache lire et écrire ou non, que l'accès à l'information et à la communication lui était utile.

Beaucoup nous disaient au début: «*mwanzi anuna ci arhalibwa*» ce qui veut dire, «on ne peut pas manger une nouvelle quelle que soit son importance». Alimentant ainsi la mission qu'une organisation de

développement doit être, entre autres, de distribuer habits, vivres, hoes,... à la population.

La cible elle-même: nous avons choisi, au départ, de nous adresser à certains leaders sociaux de la région pour les persuader du rôle important de la femme au sein de la société. Notre démarche était de les convaincre d'accepter la femme comme partenaire et non comme subalterne, de l'associer à toutes les réunions concernant la vie de la communauté, et surtout de lui laisser l'occasion d'exprimer ses souhaits en public.

(...)

Les animateurs et animatrices sont recrutés au sein de la communauté rurale. Bien qu'ayant des connaissances dans divers domaines, il s'est avéré impératif pour chacun et pour tous d'avoir une formation spécifique en certaines matières ayant trait aux objectifs de l'association qu'ils animent (genre et développement, informatique, technologies de l'information et de la communication, techniques de communication dans la lutte contre le VIH-SIDA, élaboration et gestion des projets, techniques agricoles, etc.).

(...) Etant donné l'insécurité grandissante à Walungu, il a fallu nous doter d'un bureau de représentation à Bukavu.

Celui-ci permet aussi au chargé d'information et communication d'avoir accès à de nombreuses sources d'informations telles qu'Internet, les radios publiques et communautaires locales qui ne couvrent que la ville et sa périphérie.

Actuellement la radio communautaire Maendeleo couvre une importante partie de notre zone d'intervention. C'est pourquoi nous diffusons une émission hebdomadaire en langues locales et en français. L'émission s'intitule «*Sauti ya mwanamke kijijini*» en swahili, «*izu ly'omukazi cikala*» en mashi et «la voix de la femme paysanne» en français.

(...)

Nos groupes cibles sont constitués des femmes paysannes réunies en «groupements». Un nombre défini de groupements

repartis géographiquement constituent « l'axe de communication ».

Nos cibles indirectes sont les leaders locaux (les gardiens de la tradition, les confessions religieuses, les autorités politico-administratives, les jeunes, la société civile, etc.) dont nous attendons un changement et une compréhension pouvant déboucher sur l'allègement de la discrimination dont est victime la femme dans nos milieux ruraux.

Résultats obtenus

- identification des ONG et réseaux de femmes rurales du Sud-Kivu.
- organisation de rencontres.
- tenue d'une assemblée générale constitutive.
- élaboration du projet de statuts et de règlement d'ordre intérieur.
- constitution du réseau dénommé « Réseau des Femmes Rurales du Sud-Kivu ».
- mise en place d'une structure organisationnelle du réseau.
- élaboration du projet de démarrage des activités du réseau.
- planification des activités pour l'exercice 2004-2007.

Les réussites

Création du réseau et mise en place d'une structure organique.

Les échecs

Faible mobilisation de fonds de démarrage effectif des activités. (...)

Information et Communication

Pour communiquer avec notre environnement, nous utilisons souvent des courriers, envoyés en personne ou par Internet. Parfois nous utilisons le téléphone portable. Cependant, pour nous adresser à la communauté, nous recourons aux moyens traditionnels et modernes de communication (théâtre, chant et danses traditionnels, radiodiffusion, bubusa mural, etc.).

Les outils d'informations que nous privilégions sont : les jeux et spectacles, Internet, la radiodiffusion, les affiches. A notre avis, nous n'avons pas suffisamment d'outils à notre disposition.

Si nous pouvions véhiculer nos informations par la radiodiffusion, ceci s'avérerait très utile dans les villages où prédomine la civilisation de l'oralité et où la majorité de la population ne sait ni lire ni écrire.

L'action de la radiodiffusion pourrait être complétée par la création d'un certain nombre de centres de communication audiovisuels où la projection de films vidéo permettrait d'améliorer la compréhension de la population ainsi que son savoir, notamment en ce qui concerne les techniques agricoles. Ces centres seraient implantés dans tous les axes de communication créés par SAMWAKI.

De même, la connexion à Internet demeure une des préoccupations majeures de notre organisation.

Impact du VIH-SIDA, particulièrement sur les femmes rurales

Nous travaillons sur le thème VIH-SIDA dans notre programme et dans nos activités. En effet, dans les zones rurales, on parle peu ou pas du tout de cette pandémie et pourtant elle y décime des familles entières.

Nous travaillons avec des organisations de la base, des groupements féminins et mixtes. Nous collaborons aussi avec le gouvernement à travers le Forum SIDA du Sud-Kivu. SAMWAKI concentre son travail en matière de lutte contre le VIH-SIDA en tant que problème de développement. Il affecte gravement l'économie à base agricole de nos villages.

Tout ce qui a trait au sexe est une question taboue dans la culture des bashi (du Sud-Kivu). Par conséquent, il ne peut être abordé en famille et encore moins en public. C'est l'un des défis majeurs que nous nous employons à lever. L'ignorance ainsi que la persistance des fausses rumeurs autour du VIH-SIDA également, mais surtout le caractère progressif d'un changement des comportements d'une population dont la dépravation des mœurs va en s'accroissant. Pour aborder l'une et l'autre de ces questions, nous procédons par la sélection des groupes cibles. Le thème du jour est souvent relayé soit en famille (ce qui est très rare), au champ communautaire, à la source d'eau potable, sur le chemin de l'église ou du marché, etc.

Concernant l'impact direct, le VIH-SIDA reste considéré comme une maladie de la honte. Nous nous efforçons de lutter contre cette stigmatisation et ce rejet social dont sont victimes les personnes atteintes du VIH-SIDA dans nos villages, mais il faut du temps et des moyens.

Le VIH-SIDA affecte gravement le secteur agricole. Beaucoup de champs sont restés en jachère depuis plusieurs années car leurs exploitants sont tombés malades ou sont morts. Ceci entraîne une baisse de la production, et met ainsi à mal la sécurité alimentaire de toute la communauté.

Des litiges civils et des conflits ont éclaté entre les membres de familles dont l'un ou les deux parents sont morts du SIDA. Les oncles et tantes ont voulu se partager les biens laissés par les défunts sans penser aux orphelins.

L'imputabilité résultant de la contamination au sein d'un ménage divise, non seulement les deux conjoints, mais aussi leurs familles. Les uns accusent les autres d'avoir tué leur enfant.

Parmi les autres impacts, nous observons que les enfants (fillettes à partir d'un an) et les jeunes filles (mineures) sont devenues la cible privilégiée des bandes armées qui les violent sous prétexte (et/ou par conviction) qu'elles ont des relations sexuelles avec une fille vierge peut guérir le SIDA. Ces cas sont légions dans notre région. Par ailleurs, les jeunes filles sont préférées par des hommes avancés en âge par rapport aux femmes de leur génération par crainte que celles-ci puissent déjà être infectées par le VIH-SIDA.

Comme indiqué ci-dessus, le SIDA est perçu comme une maladie de la honte, un fruit du péché, une malédiction divine, une maladie des citadins, une maladie des riches, une maladie inventée pour décourager les amoureux, une maladie très contagieuse, ... de telle sorte qu'il faut fuir au loin quiconque en souffre ou est supposé l'avoir contractée.

Notre stratégie d'information et de communication en matière de sensibilisation au VIH-SIDA n'est pas suffisamment efficace pour avoir un effet réel sur le problème.

Comme mentionné précédemment, nos animateurs et animatrices ont grandement besoin de formation en matière de communication sur cette question précise et compte tenu de la cible. Cette formation appropriée nous permettrait de mettre sur pied de nouvelles stratégies voire d'appliquer celles apprises au cours de la formation en les adaptant aux réalités du milieu.

Outre la formation, la création de centres d'information, de communication et /ou de documentation sur le VIH-SIDA paraît indispensable dans nos milieux ruraux. Entre autres supports à préconiser pour l'ouverture de ces centres, on peut citer :

- la radiodiffusion (à créer dans les localités qui ne reçoivent pas les ondes des radios privées).
- une vidéothèque.
- un centre de documentation (collecte des manuels, ouvrages et autres publications sur le VIH-SIDA).

- les jeux et spectacles (avec participation des acteurs locaux), etc.

Ces supports peuvent servir également à des animateurs mobiles au cours des campagnes de sensibilisation à l'intention d'autres groupes plus exposés au VIH-SIDA, vivant en des endroits éloignés des centres de communication de SAMWAKI. Ceci pourrait être le cas notamment d'écoles, d'églises, de centres d'exploitation minière, de centres de négoce, de milieux professionnels, de transporteurs, etc.

Sources de financement

Cotisation des membres, participation de certaines ONG locales partenaires, financement extérieur.

- Nos partenaires sont des ONG locales et internationales. (Association ELIMU, PRODES, Action pour l'Education aux Droits (AED), Réseau de Femmes pour la Défense des Droits et la Paix (RFDP)... dans la province du Sud-Kivu ; CONAFED au niveau national et Fondation du Sommet Mondial de la Femme (Suisse), Projet DIMITRA.
- SAMWAKI a entrepris des initiatives spécifiques dans le contexte de la mise en réseau.



Espérer en des lendemains où les femmes rurales pourront s'asseoir avec les hommes sous le même arbre à palabres

Mme Rosalie Ouoba

**Réseau d'Appui à la Citoyenneté
des Femmes Rurales Ouest-africaines
et du Tchad (RESACIFROAT)**

Rosalie Ouoba a travaillé au CESAO pendant 20 ans de 1983 à 2003.

Elle a quitté l'institution en 2003 et a créé le Resacifroat, Réseau des Femmes Rurales d'Afrique et du Tchad qui se consacre à l'accompagnement des associations de femmes rurales.

Malgré les difficultés que rencontre ce réseau pour obtenir les financements nécessaires à un appui conséquent à ces associations, elle est heureuse de pouvoir collaborer avec les femmes et d'espérer avec elles en des lendemains où les femmes rurales pourront s'asseoir avec les hommes à la même table ou sous le même arbre à palabres pour décider de leur avenir commun.

Rosalie est titulaire d'un diplôme d'études supérieures spécialisé en santé publique et nutrition dans le processus du développement de l'Université Paris I. Parallèlement, elle a suivi et obtenu un diplôme universitaire de formation à l'action sociale de l'Université de Bobigny en France.



Réflexion sur le renforcement des réseaux de femmes rurales dans la lutte contre le VIH-SIDA en milieu rural

Introduction

L'un des grands défis auxquels les pays africains sont appelés à faire face est celui de gagner la lutte contre l'un des grands fléaux de notre temps qu'est le VIH-SIDA. Cette pandémie touche les jeunes et les femmes des populations africaines. Or, ces deux franges constituent les forces vives du développement.

L'Union des femmes rurales ouest-africaines et du Tchad (UFROAT) a été créée en mars 2000 et a mis en place des structures relais au Bénin, Burkina, Mali, Niger et au Togo. Cette union qui regroupe plus de 10 000 membres a de nombreux besoins en conseil, formation et en accompagnement. C'est en vue de lui apporter ces différents appuis que le Réseau d'appui à la citoyenneté des femmes rurales ouest-africaines et du Tchad (RESACIFROAT) a été créé. Son objectif est de contribuer à la promotion d'une citoyenneté responsable des femmes rurales ouest-africaines et tchadiennes. Ce type de citoyenneté implique, entre autres, la capacité des femmes rurales à prendre en charge leur santé et celle de leurs familles. Or, elles ne peuvent atteindre ce noble objectif que si elles arrivent à se prémunir et à lutter efficacement contre le VIH-SIDA qui est l'un des problèmes cruciaux du développement des villages.

Objectifs du réseau

Le but du réseau est de participer, à travers des réflexions et des actions, à la promotion d'un développement durable, auto-promotionnel et équitable des communautés ouest-africaines et tchadiennes au sein desquelles les femmes rurales assument leur responsabilité de citoyennes.

C'est pour cela que le réseau s'est assigné les objectifs suivants :

- renforcer les capacités organisationnelles et institutionnelles du mouvement associatif ouest-africain des femmes rurales, en général et plus spécifiquement celles de l'Union des femmes rurales ouest-africaines et du Tchad (UFROAT);
- développer et/ou renforcer les capacités d'expression et d'action des femmes rurales ouest-africaines et du Tchad;
- appuyer et accompagner les femmes rurales dans l'analyse des situations, la concertation et la négociation, la défense et l'exercice de leurs intérêts et de leurs droits;

- donner une plus grande visibilité aux initiatives et aux expériences des femmes rurales;
- oeuvrer à la consolidation d'un véritable espace régional de coopération pour un développement durable des pays membres;
- partager les expériences entre les structures des pays membres.

Domaines de compétence du réseau

Les domaines de compétence sont liés aux différentes spécialisations des membres du réseau, à savoir :

- la citoyenneté à travers le développement local, la coopération décentralisée, l'exercice des droits et devoirs, etc.,
 - la gestion des ressources naturelles,
 - la recherche-action,
 - l'appui en termes de conseil, de formation et d'accompagnement,
 - la communication pour le développement,
 - le leadership féminin en milieu rural, (plaidoyer, lobbying, etc.).
- Pratiquement, le réseau est composé de spécialistes du développement rural, de communicateurs, de sociologues, d'économistes, de spécialistes de la santé, etc.

Organisation et fonctionnement du réseau

Les instruments de travail du réseau sont les plans d'action, les programmes et les projets. Ils sont élaborés sur la base de thèmes techniques précis. C'est le cas du plan d'action sur la gestion des ressources naturelles, plan qui fait actuellement l'objet de négociations avec les partenaires du réseau notamment le Centre de recherche pour le développement international (CRDI) et le CTA.

Actuellement, le réseau fonctionne par le biais de la messagerie électronique (outils d'échange entre les membres) mais aussi à travers la tenue de réunions du Comité de pilotage. Pour l'heure, la coordination technique n'est pas encore dotée de personnel administratif et technique. C'est la Présidente du réseau qui assure le fonctionnement de la coordination.

Au titre des actions menées, nous pouvons citer :

- la tenue de cinq ateliers nationaux (Bénin, Burkina, Mali, Niger et Togo) sur l'implication des femmes rurales dans la gestion des ressources naturelles;
- l'élaboration d'un plan d'action sous-régional sur l'implication des femmes rurales dans la gestion des ressources naturelles;
- l'organisation d'un voyage d'échange au Niger au profit des femmes rurales de ce pays, sur le thème « La récupération des terres et l'aménagement des espaces pastoraux »;
- l'organisation d'un voyage d'échange au Mali avec une vingtaine de femmes rurales du Bénin, du Burkina-Faso, du Niger, du Mali et du Tchad, sur le thème « Les femmes rurales et l'occupation des postes de responsabilité dans les communes rurales et les conventions intervillageoises de gestion des ressources naturelles »;
- la préparation et la réalisation d'un atelier sous-régional de validation du plan d'action qui devrait se tenir du 9 au 14 mai 2005 à Bobo-Dioulasso, au Burkina Faso.

Stratégie d'action

La stratégie d'action du réseau s'articule autour de la mobilisation des ressources et des acteurs, des outils de travail et d'une communication efficace. A propos de la mobilisation des ressources matérielles et financières, le réseau sait qu'il doit compter sur ses propres forces. C'est dans cette optique qu'il a institué des frais d'adhésion et des cotisations. De même, la contribution des membres du réseau doit se concrétiser par l'exécution des missions spécifiques qui leur sont confiées. C'est à ce niveau que la mobilisation des ressources matérielles et financières et celle des ressources humaines vont de pair.

Quant aux outils de travail, le réseau a opté pour des plans, programmes et projets. Ce sont des instruments de négociation avec les partenaires techniques et financiers. Enfin, le réseau accorde à la communication, une place de choix dans la stratégie d'appui aux femmes rurales. Au niveau de la communication interne, il déploie des efforts énormes pour être constamment en contact avec tous ses membres et ce, à travers la messagerie électronique et le téléphone. C'est ainsi que la coordination technique envoie des informations aux membres de manière assez fréquente sur les activités et les événements (tous les deux à trois mois). Notons que les membres n'ont pas encore suffisamment développé le réflexe de répondre rapidement aux diverses sollicitations de la coordination technique.

L'impact du VIH-SIDA, particulièrement sur les femmes rurales

Parmi les pays dans lesquels intervient le RESACIFROAT, certains présentaient, il y a quelques années, des taux de prévalence assez élevés (jusqu'à 7%). Heureusement, les statistiques récentes indiquent des taux plus faibles (3%).

Néanmoins, pour l'ensemble de ces pays, on parle encore d'une forte prévalence du VIH-SIDA qui frappe surtout ceux formant

la force de travail, notamment les femmes et les jeunes qui composent l'essentiel de la main d'œuvre agricole.

Des pays comme le Burkina et la Côte d'Ivoire sont assez durement touchés surtout chez les jeunes et les femmes.

Le RESACIFROAT est très conscient de la gravité du problème que pose le VIH-SIDA, notamment pour les femmes rurales dont dépend fortement la sécurité alimentaire des habitants des pays ciblés par les interventions, néanmoins il ne travaille pas directement sur ce thème mais réfléchit aux voies et moyens d'intégrer dans ses actions des stratégies d'intervention au moins dans le domaine de la sensibilisation.

C'est pourquoi le réseau a entrepris, depuis quelques temps, d'aborder de façon informelle la question du VIH-SIDA dans ses rencontres avec les communautés. Ceci lui permet de dire que le VIH-SIDA est connu des populations, surtout des femmes dont les tâches les mettent en contact direct avec les malades qui sont soit, le mari, la coépouse, le frère, le fils etc.

Face à la question de la connaissance de la maladie, ce sont les hommes qui répondent le plus facilement mais toujours de façon superficielle comme pour minimiser ce sentiment d'incapacité face à cette maladie que personne n'arrive à soigner.

En dehors de l'influence des hommes, les femmes expriment leurs préoccupations, surtout celles qui vivent dans les familles polygames. Elles font surtout observer leurs limites à influencer les comportements de leur mari.

Les femmes qui occupent une place stratégique dans la lutte contre le VIH-SIDA ont beaucoup de choses à dire si on leur en donne l'occasion et les conditions. Les discussions que nous avons eues avec les participantes de cinq pays lors d'un voyage d'étude au Mali nous en ont persuadé.

Sources de financement

Présentement, le réseau fonctionne sur la base de :

- ses ressources propres notamment les cotisations de ses membres;
- des appuis du CRDI qui a financé l'organisation des cinq ateliers nationaux, l'élaboration du plan d'action en gestion des ressources naturelles;
- des appuis de l'association Inter-Echanges de Belgique qui ont permis d'organiser les voyages d'échange au Niger et au Mali au profit des femmes rurales;
- le CTA qui va co-financer avec le CRDI l'atelier de validation du plan d'action.

Partenariat

Le réseau a fait du partenariat la pierre angulaire de sa stratégie d'appui aux femmes rurales ouest-africaines et du Tchad. Pour l'heure, son partenaire privilégié est l'Union des femmes rurales ouest-africaines et du Tchad et ses structures nationales relais. Au niveau de chaque pays, il est en train d'identifier des structures privées et publiques susceptibles de faire partie du réseau de ses partenaires techniques voire financiers.

Aider mes soeurs et leurs familles

Mme Rose Rajbansee

**Caribbean Network
of Rural Women Producers (CANROP)**



Rose est originaire de la République de Trinité-et-Tobago.

La conviction de sa grand-mère était qu'en tant que femme, on doit s'engager pour aider ses soeurs.

Rose est animatrice et active dans plusieurs organisations consacrées au développement des communautés et des femmes.

Elle a développé ses compétences en dynamiques de groupe et en direction des groupes et à travers ses liens avec l'Institut Inter-Américain pour la Coopération sur l'Agriculture (IICA) et elle a été choisie pour travailler avec le Réseau des Femmes Rurales Productrices (NRWP). Finalement elle est devenue la Coordinatrice du réseau régional, Le Réseau des femmes rurales productrices des Caraïbes (CANROP).

Le village où elle habite est pauvre et puisque il n'y existe pas de lieu de réunion, les villageois et villageoises viennent chez elle pour leurs réunions, y compris le Conseil du Village et les groupements communautaires des femmes. Sa maison sert aussi comme centre de formation pour les programmes offerts par les agences publiques et privées.



MANZANILLA | TRINITÉ-ET-TOBAGO

Durabilité des réseaux et lutte contre le SIDA dans les Caraïbes

Environnement général

La région des Caraïbes est composée de nombreux territoires qui, s'ils sont similaires à divers égards, présentent chacun un caractère unique. A l'heure actuelle, il n'existe aucune politique ni aucun programme gouvernemental spécifique visant à répondre aux besoins des femmes du secteur rural. Dans la mesure où l'on note une prédominance des activités de nature agricole dans le secteur rural et en l'absence de toute politique publique axée sur les femmes rurales, les Ministères de l'agriculture, chargés du développement agricole, assument de facto la responsabilité des questions relatives aux femmes rurales.

Il existe le phénomène dit de la féminisation de l'agriculture, c'est-à-dire de l'émigration des hommes qui quittent les entités de production rurales et à petite échelle. En conséquence, les femmes doivent consacrer une plus grande partie de leur temps dans les champs, ce qui alourdit leurs responsabilités reproductives. En règle générale, en raison de la sous-évaluation de leur contribution à l'agriculture, les femmes rurales sont marginalisées au sein des processus de développement.

Fonctionnement du réseau

Le Réseau des femmes rurales productrices des Caraïbes (CANROP) a été formellement lancé à l'occasion de la Première Réunion des épouses de Chefs d'Etat et de Gouvernement des Caraïbes qui s'est tenue du 5 au 7 juillet 1999 à Port of Spain, Trinité-et-Tobago, à l'initiative de l'Institut Interaméricain de Coopération pour l'Agriculture (IICA).

L'objectif général du réseau régional est de donner aux femmes les moyens d'être autonomes et, ce faisant, de renforcer leurs capacités afin d'améliorer leur statut socioéconomique. Dans ce contexte, les objectifs spécifiques du CANROP sont les suivants :

- mise en place d'un espace d'emplois durables au sein du secteur agricole rural.
- promotion de l'autonomie, plus particulièrement des femmes rurales productrices.
- promotion des produits fabriqués par les femmes rurales productrices.
- promotion des formations adaptées en vue de valoriser et de développer les capacités en ressources humaines des femmes rurales productrices.
- renforcement des liens entre les femmes rurales productrices.
- plaidoyer en vue de promouvoir et de sensibiliser l'ensemble de la société aux besoins des femmes rurales productrices.
- renforcement institutionnel des groupements de femmes rurales.
- promotion de la durabilité de chaque groupe et du Réseau des femmes rurales productrices.

La vision du CANROP s'articule autour de la création d'une organisation dynamique, unie et florissante de membres dûment formés, capables de répondre à leurs besoins en développement dans le cadre d'activités à valeur ajoutée sur une base durable.

Le groupe cible est composé de femmes engagées dans tous les aspects de l'agriculture et de l'activité économique des zones rurales. Les membres qui constituent le CANROP (et l'année de leur création) sont :

- Le Réseau des femmes rurales productrices de Trinité-et-Tobago (1998).
- Le Réseau des femmes rurales du Guyane (1998).
- L'Association des femmes dans l'agriculture des Barbades (1999).
- Le Réseau des femmes rurales productrices de Jamaïque (2000).
- Le Réseau des femmes rurales productrices de Sainte-Lucie (2003).

Une initiative spécifique, utilisée par le CANROP et relative à la mise en réseau, a trait à l'« hospitalité de l'habitant », en vertu de laquelle les membres se proposent d'héberger les membres étrangers venus dans le cadre d'ateliers, de réunions ou d'activités liées au réseau.

Ce mécanisme a été très efficace afin de tisser des liens solides et personnels entre les membres et de réaliser des économies dans les dépenses relatives aux déplacements à l'étranger.

Outils et techniques de communication

(...) Au niveau national, une communication régulière est assurée par le biais de réunions et d'ateliers de formation, voire même dans un cas, par l'utilisation d'un bulletin national. La communication entre les pays membres est réalisée par l'envoi de courriers (postaux et électroniques) et par voie téléphonique et est facilitée par l'IICA. Cependant, les membres continuent d'exprimer certaines préoccupations quant à la difficulté de maintenir une communication régulière entre les pays. Les réseaux membres continuent de s'appuyer sur le Président/Coordinateur en tant que plate-forme de collecte et de redistribution de l'information. Ils s'appuient également sur les infrastructures physiques de l'IICA en ce qui concerne les espaces de bureaux et la communication d'informations.

La communication avec les acteurs de l'environnement extérieur (autres réseaux, organisations, collectivités et décideurs) est assurée par un recoupement effectué entre les membres des Conseils et les membres figurant sur les listes de diffusion.

Les outils de communication incluent les journaux et la radio pour la promotion des séances de formation ainsi que les AGA et les bulletins pour la diffusion des informations aux membres. Les outils de communication dépendent essentiellement de l'infrastructure fournie par l'IICA. Le réseau a besoin d'acquérir un plus grand nombre de ces outils.

L'impact du VIH-SIDA, plus particulièrement sur les femmes rurales

Certains des pays membres (surtout la Guyane) ont intégré le VIH-SIDA dans leurs programmes de vulgarisation. Au niveau national, les membres participent à la distribution de nourriture aux populations défavorisées et aux personnes malades.

Dans certains cas, les membres collaborent, au niveau national, avec les autorités religieuses et d'autres organismes de financement. A cet égard, le CANROP a non seulement l'obligation impérieuse de participer mais également une formidable occasion à saisir, car nous sommes déjà présents auprès de celles et ceux que nous pouvons aider positivement. Actuellement, le réseau cible ses efforts sur les secteurs de l'agriculture, de l'économie et de la santé.

Certaines sections sont liées au CARAPA, organisation régionale spécialisée dans la culture et la transformation d'herbes, en association avec des organismes de marketing et de recherche du secteur tertiaire. Le but du CANROP est d'utiliser ces informations afin d'aider ses membres et d'autres femmes rurales à accroître leur production d'herbes à des fins commerciales et médicinales. Cependant, le CANROP a la possibilité d'étendre davantage ses services de vulgarisation en :

- fournissant des informations et des séances de formation sur les soins palliatifs.
- sensibilisant les populations aux modes de transmission du SIDA.
- fournissant des conseils de premier recours en matière de nutrition et de santé rurale, et en
- utilisant les recettes des initiatives agricoles pour financer les médicaments contre le SIDA.

L'épidémie du SIDA présente une évolution exponentielle. Au-delà d'un seuil de cinq pour cent de prévalence au sein de toute société, la croissance qui s'ensuit, à caractère exponentiel, s'accompagne de conséquences à la fois complexes et coûteuses à gérer. Le VIH-SIDA, en tant qu'épidémie rampante, risque de devenir une pandémie si aucune action n'est entreprise au niveau de la base. Dans la région, de nombreuses organisations participent aux activités de vulgarisation, mais peu d'entre elles sont situées dans les zones rurales où les besoins de services se font le plus sentir. En outre, certains modèles de société propres aux Caraïbes facilitent la propagation du SIDA :

- Les hommes ont souvent plusieurs partenaires sexuels, même lorsqu'ils vivent une relation stable. Les « épouses illégitimes », les « filles-mères » ou les « enfants illégitimes » constituent un phénomène communément accepté.
- Peu ou pas d'utilisation du préservatif.
- La politique officielle de l'église catholique est contre l'utilisation du préservatif et cet argument est invoqué par certains pour ne pas utiliser de préservatifs.
- La transmission hétérosexuelle est le principal schéma de transmission. Même parmi les couples « mariés selon la coutume, à l'église ou à la mairie », toutes les sortes d'unions deviennent vulnérables.

- L'infection de la population féminine et les transmissions verticales sont des phénomènes récents.
- La transmission d'homme à homme n'a pas véritablement été soumise à étude.
- Il n'existe pas réellement de données vérifiables sur le partage d'aiguilles infectées qui contribuent à la propagation du virus. La plupart de nos consommateurs de drogues, au niveau des zones rurales, incluent des fumeurs de marijuana et/ou des alcooliques.
- Des hommes plus âgés, infectés par le virus du SIDA, contaminent des femmes pauvres ou indigentes.
- L'industrie du sexe, dans les Caraïbes, doit être étudiée car lorsque les travailleurs sexuels, tant les hommes que les femmes, sont infectés, ils vont finir leurs jours dans les zones rurales et risquent ainsi de contaminer d'autres personnes. Il n'existe pas réellement de réseaux de soutien et de soins pour les malades du SIDA dans les zones rurales et, sur ce plan, beaucoup reste à faire, notamment dans des domaines aussi fondamentaux que la réduction de la stigmatisation des malades.
- Certains continuent de penser que les personnes aux mœurs plus licencieuses deviennent contaminées et méritent d'être contaminées par le SIDA.
- Le sexe commercial est imposé aux femmes (sexe contre nourriture, sexe contre paiement des frais de scolarité, etc.) : ces dernières incluent les écolières, les femmes au foyer et les fillettes. Ainsi, de nouveaux groupes sont exposés à de nouveaux risques et méritent donc une analyse spécifique et des interventions ciblées.

Les stratégies d'information et de communication du CANROP qui utilisent des réunions de groupe et des ateliers peuvent être efficaces afin de s'attaquer aux problèmes, dans la mesure où les messages peuvent être adressés directement aux membres de la collectivité par leurs pairs, au sein d'un environnement familial et dans leur propre langue.

Financement

Le capital initial du CANROP a été apporté par l'IICA. Au fil des ans, le réseau régional a reçu des fonds d'organismes gouvernementaux et d'organisations internationales des pays représentés par les différents membres.

Partenariats

Les partenariats mis en place avec des organisations publiques/privées, des ONG, etc., incluent :

- L'Institut Interaméricain de Coopération pour l'Agriculture (IICA).
- Le Ministère de l'agriculture et des ressources terrestres et marines.
- La Chambre d'assemblée de Tobago.
- Le Ministère du développement communautaire et des questions sexo-spécifiques.
- La Fédération des instituts de femmes.

Agir ensemble pour un environnement de qualité

Mme Vololomihaja Rasamimanana

Office National pour l'Environnement (ONE)

Vololomihaja Rasamimanana est Chargée d'Information dans le Département Qualité et Communication de l'Office National pour l'Environnement à Antananarivo, Madagascar. En tant que communicatrice au sein de ce département, ses principales attributions consistent à promouvoir l'éducation environnementale et la communication par l'utilisation de divers supports par les différents groupes-cibles dont les femmes rurales : kits d'information, kits pédagogiques, télécentres, et formation des formateurs.



Le plan stratégique sectoriel de la lutte contre le VIH-SIDA dans le secteur du développement rural à Madagascar

Introduction

L'ONE est l'organisation principale à Madagascar pour la gestion de l'environnement. Le mandat de l'ONE s'articule autour de plusieurs axes : l'élaboration d'instruments et de politiques pour la gestion de l'environnement, la gestion des instruments et la gestion de l'information environnementale. Par ailleurs, l'ONE coordonne aussi les projets et actions relatifs à la gestion de l'environnement malgache et a créé un réseau genre dans tous les pays.

La lutte contre le VIH-SIDA

A Madagascar, (...) le plan stratégique sectoriel pour le secteur du développement rural fait partie intégrante du Plan stratégique national de lutte contre le VIH-SIDA. (...)

L'objectif principal de ce plan stratégique sectoriel met l'accent sur la nécessité de développer des stratégies possibles de réponse pour le très court, le moyen et le long terme en vue de lutter contre le VIH-SIDA et d'en atténuer les conséquences pour le développement rural (plus particulièrement l'agriculture, la pêche, l'environnement, etc.).

En effet, les réponses existantes à ce jour, quoique nécessaires, sont appliquées directement au milieu urbain sans prendre en compte les réalités locales ou les pratiques traditionnelles qui sont encore fortement ancrées en milieu rural.

Les taux de prévalence à Madagascar sont encore relativement faibles (1,1%), la pandémie VIH-SIDA étant à un stade de très faible visibilité. Toutefois, le milieu rural Malgache est le plus touché. (...) Les menaces que le VIH-SIDA constitue pour les personnes et les familles sont donc réelles.

Le gouvernement a également opté pour des approches multisectorielles et décentralisées afin de combattre le plus efficacement l'épidémie. Ces approches doivent être assorties de l'implication des autorités publiques, traditionnelles et religieuses, de la société civile et de la communauté malgache.

Ainsi, le plan stratégique sectoriel pour le développement rural est composé d'une série d'interventions visant à prévenir la propagation du VIH-SIDA et à atténuer son impact

D'autres interventions complémentaires sont définies : renforcement du cadre juridique, légal et institutionnel, renforcement de l'information, sensibilisation, communication et formation, accès à des services de qualité en matière de prévention et de prise en charge de la maladie en milieu rural.

Des thèmes transversaux sont également pris en compte pour la mise en œuvre de ce plan, à savoir la perspective genre et l'identification de bonnes pratiques.

Dimension rurale du VIH-SIDA

Les résultats de l'enquête sur la séroprévalence parmi les femmes enceintes à Madagascar (2003) montrent que le pourcentage de personnes vivant avec le VIH-SIDA prédomine en milieu rural : les femmes séropositives sont jeunes (entre 15 et 34 ans) et mariées dans 89% des cas. Elles sont issues du secteur agricole ou de l'élevage et présentent un taux de séropositivité de 1,3%. Elles sont situées dans des endroits très reculés, non scolarisés.

Par ailleurs le dernier rapport 2004 de l'UNICEF estime à 30.000 le nombre d'orphelins du SIDA à Madagascar.

Les points suivants méritent d'être soulignés :

- a) les principaux facteurs déterminants identifiés pour le milieu rural malgache sont la pauvreté, le faible accès aux infrastructures de base (éducation, services de santé, etc.) l'insécurité alimentaire, l'inégalité hommes-femmes, la perte des systèmes de valeurs traditionnels ainsi que la forte mobilité et le phénomène migratoire dans le secteur.
- b) les observations faites dans les différentes régions au niveau de la population rurale ont permis d'identifier 2 types de zones rurales particulièrement exposées au VIH-SIDA :

- celles situées le long des itinéraires des camions, plus particulièrement le long des routes nationales.
- celles d'où partent les migrants en quête de travail dans les régions rurales enclavées où la pression sur la terre est forte ou dans lesquelles les conditions naturelles sont rudes (par ex., les gens du sud qui migrent vers le nord).

Impacts du VIH-SIDA sur le milieu rural malgache

A l'heure actuelle, l'impact du SIDA n'est pas encore perceptible à Madagascar. On note une absence de données concernant la prévalence du VIH-SIDA dans la population rurale à cause du manque d'études spécifiques.

Impacts éventuels

- diminution des effectifs des institutions oeuvrant dans le secteur;
- baisse de la productivité des agriculteurs et éleveurs;
- appauvrissement de la population rurale (à cause des pertes humaines et des frais de prise en charge);
- exode rural massif et vice-versa dans le cas où les malades vivant en milieu urbain retournent au village.

Les différents résultats d'analyses conduites sur les principales causes sous-jacentes du VIH-SIDA montrent que le statut de la femme rurale malgache, la difficulté d'accès à la terre, etc. peuvent faciliter la propagation de la maladie.

Les expériences montrent que les politiques et programmes de développement rural bâtis sur les programmes visant à réduire la pauvreté, à améliorer la sécurité alimentaire ainsi que le statut économique et social de la femme, devraient intégrer des programmes de prévention et d'atténuation du VIH-SIDA.

Le Programme national de lutte multisectorielle contre le VIH-SIDA

Partenariat

- un engagement permanent du Chef de l'Etat, du gouvernement, des leaders politiques religieux et communautaires, est indispensable à une réponse nationale (depuis 1987 : CNLS en Nov 2002 jusqu'à ce jour);
- développement du partenariat à tous les niveaux pour le renforcement des moyens octroyés aux acteurs de lutte et aux populations;
- décentralisation des activités de lutte contre le VIH-SIDA au niveau des Provinces Autonomes.

La prise en charge médicale et sociale des PVV (Personnes Vivant avec le VIH-SIDA)

- les droits des PVV sont respectés et leurs responsabilités renforcées;
- les activités de prévention sont intégrées dans les services de santé et sociaux en vue d'une meilleure accessibilité;
- les traitements du SIDA, en particulier les antirétroviraux, seront accessibles aux PVV.

Le domaine socio-économique

- le volet de lutte contre le Sida est intégré dans les projets et programmes socio-économiques de développement.
- les ressources sont allouées en tenant compte des facteurs de vulnérabilité des populations touchées par le VIH.

Le dépistage

- dépistage systématique du VIH-SIDA et des autres agents infectieux (syphilis, hépatite) sur tous les dons de sang.
- le test de dépistage du VIH est volontaire, confidentiel, et accompagné d'un service de CDV (Conseil et dépistage volontaires).

Un monde meilleur où les droits de chacun sont respectés

Mme Agnès Rubagire

Réseau des Femmes Ouvrant pour le Développement Rural



Agnès Rubagire est la Secrétaire Exécutive du Réseau des Femmes Ouvrant pour le Développement Rural.

La mission de cette organisation est de contribuer à ce que les femmes du milieu rural soient davantage actrices de leurs propres développement et qu'elles soient reconnues comme telles.

Parmi ses activités:

- assurer le soutien et le suivi des activités en régions ;
- rechercher les appuis institutionnels et coordonner les activités d'autofinancement ;
- faire connaître l'organisation ;
- gérer le patrimoine et les ressources financières,
- faire des propositions au comité de coordination national sur les politiques et les recommandations régissant la vie associative de l'organisation.



KIGALI | RWANDA

La durabilité des réseaux de femmes: l'exemple du Rwanda

L'évolution de notre organisation

Notre organisation, qui s'apprête à fêter son 20^{ème} anniversaire, a été fondée en 1986 et s'est progressivement développée. Elle fait partie des toutes premières organisations non gouvernementales de promotion de la femme de cette époque et regroupait comme membres des femmes professionnelles évoluant dans les Ministères et autres institutions publiques.

Les femmes, qui constituent 53% de toute la population rwandaise, sont les plus affectées par la pauvreté. Elles ont, en effet, été singulièrement fragilisées et déstabilisées par les conséquences de la guerre que sont le veuvage, le traumatisme psychosocial et affectif, la perte des biens matériels, le viol, etc.

Le Réseau des Femmes dont le groupe cible est constitué entièrement de femmes, surtout du milieu rural, est conscient de cette situation et a adopté certaines stratégies visant la diminution de la pauvreté en milieu rural.

Un groupe de femmes connu sous le nom de *vecteurs de progrès* en milieu rural est encadré par le Réseau des Femmes et ces femmes ont été retenues en raison de leurs activités innovatrices en agriculture, élevage et transformation alimentaire en milieu rural. Ces femmes sont mises sur le devant de la scène lors de la Journée Internationale de la Femme Rurale et sont primées. Des mécanismes de suivi de ces femmes ont été développés leur permettant de faire rayonner leurs activités au sein de leur entourage afin qu'elles puissent être des modèles et des actrices du développement en milieu rural.

Le Réseau des Femmes encourage la création d'associations de femmes menant des activités génératrices de revenus pour la lutte contre la pauvreté.

Aujourd'hui cette vision est restée la même et le Réseau des femmes est reconnu comme une institution forte de promotion du genre, qui a su changer la mentalité de ses membres face à la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes. Plusieurs études et recherches ont été faites sur les questions touchant les femmes (par ex., la femme et la prise de décisions, le profil socio-économique de la femme rwandaise, etc.). Ces études et recherches ont sensibilisé énormément le public et les décideurs sur le rôle de la femme dans le développement du pays.

Les bénéficiaires du Réseau des Femmes sont des femmes membres résidant dans toutes les provinces du pays. Les hommes qui soutiennent notre vision du genre ont un titre particulier: ils sont appelés les «vecteurs de progrès pour l'égalité hommes/femmes». Ils sont associés aux activités conduites dans les zones rurales en vue du développement et nous aident à sensibiliser d'autres hommes.

Contraintes au sein de notre pays et contribution de notre organisation à l'amélioration de cet environnement

Au niveau socio-culturel

Notre pays subit encore les conséquences du génocide au point de vue socioculturel. Des initiatives gouvernementales visent la réconciliation de tout le peuple rwandais, mais certains continuent encore à semer l'idéologie du génocide au sein de la population. (...)

Notre association essaie de former ses membres sur les techniques de résolution des conflits et les incite à participer à toutes les mesures visant la paix et la réconciliation au sein de notre société. Ces activités sont, par exemple, la participation ou l'élection au sein des tribunaux populaires «gacaca» et des organes de réconciliation «les abunzi».

La pandémie du SIDA continue à augmenter malgré des efforts énormes de sensibilisation sur ce fléau. (...) Dans toutes les assemblées régionales, des informations de sensibilisation sur la lutte contre le SIDA ainsi que sur les options de prise en charge des malades sont fournies aux membres. Les viols des femmes et des enfants augmentent de jour en jour. Une loi a été promulguée punissant les auteurs (jusqu'à la peine de mort) en cas de contamination par le VIH-SIDA.

- La situation d'exil et de retour d'exil des Rwandais qui s'est répétée au cours de l'histoire, a occasionné un problème sérieux de répartition des terres surtout dans le milieu rural. Une loi sur la répartition des terres ainsi qu'une politique foncière viennent d'être mises en place par le Ministère des terres et de l'environnement, dans le but de diminuer ces conflits. Le Réseau des Femmes prévoit de vulgariser les lois et les politiques foncières dans le milieu rural en vue de réduire toutes les disparités causées par la répartition des terres en milieu rural. En effet, les femmes, majoritairement occupées par l'agriculture et l'élevage, sont les premières concernées.
- Les violences faites aux femmes et aux enfants augmentent chaque jour. Les efforts du gouvernement pour éradiquer ces maux semblent ne pas produire un impact suffisant, raison pour laquelle la société civile doit s'investir sérieusement dans la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants. Le Réseau des Femmes a développé un programme de lutte contre les violences faites aux femmes et des négociations sont en cours avec le bailleur (Norwegian People's Aid) pour nous aider à dégager des fonds nous permettant de réaliser ces activités au cours de l'année 2005.

Thème transversal : le genre

Le Réseau des Femmes vient de développer un projet de sensibilisation des femmes en milieu rural sur l'importance de leur participation dans les instances de prise de décisions au niveau de la base. Nous allons mettre à profit les élections prévues en mars 2006 au niveau des districts, secteurs et cellules, notre objectif étant d'atteindre au moins 30% de femmes dans les élus de chaque province.

Un programme d'intégration du genre dans les districts et les organisations paysannes est en train d'être mené en milieu rural dans le but d'influencer les plans de développement des districts afin qu'ils puissent répondre aux besoins des femmes. En effet, ces dernières ne parviennent pas à faire entendre leurs voix lors des réunions ou des votes en raison d'une sous-représentation. L'opinion publique se familiarise lentement au concept de l'égalité hommes-femmes. Le gouvernement rwandais est favorable à l'égalité hommes-femmes. Le Ministère de la condition de la femme a adopté plusieurs dispositions et actions positives en matière de genre et un observatoire du genre est prévu par la Constitution Rwandaise de 2003. Malgré toutes ces mesures, la population est encore fortement ancrée dans la coutume, en vertu de laquelle l'égalité hommes-femmes est contre-nature, la femme devant toujours être soumise à l'homme et dominée en tout.

(...) Des formations sont dispensées depuis plusieurs années à nos membres, qui ont compris la relation qui existe entre le genre et le développement. De la sorte, ces membres sont devenus des points focaux assurant des formations sur le genre et le développement au niveau de la base. Notre défi est de continuer à sensibiliser les hommes et les femmes du milieu rural.

Besoins prioritaires en matière de genre afin de contribuer à la promotion de l'égalité hommes-femmes au sein de notre région

- Les inégalités hommes-femmes résultant des constructions sociales ont été intériorisées par les femmes qui les perpétuent à travers l'éducation qu'elles donnent aux enfants.
 - Il convient de faire barrage aux positions et aux réactions fortes des hommes vis à vis d'un éventuel renforcement du pouvoir de la femme pour plus de justice et d'équité.
 - L'instabilité politique de la sous-région, qui se manifeste par les conflits armés, oblige souvent les femmes à devoir subvenir seules aux besoins de la famille. Elles sont les plus touchées et aspirent, en leur for intérieur, à une paix véritable.
- La femme devient de plus en plus consciente que la paix ne signifie pas seulement l'absence de guerre, mais l'absence de tous les éléments qui entravent sa vie quotidienne :
- le chômage;
 - les bas revenus;
 - l'analphabétisme;
 - l'accès difficile aux soins de santé;
 - la faible participation à la prise de décisions.

Enfin l'absence d'un cadre d'échange et d'information-formation sur le genre qui permette le renforcement des capacités des femmes et de définir des stratégies applicables à nos politiques locales.

Sources de financement

Nos sources de financement proviennent d'abord du travail bénévole de nos membres qui, à partir du renforcement des capacités en genre et développement, essaient de sensibiliser leur milieu professionnel et créent des initiatives parmi les femmes rurales visant à les aider à sortir de la pauvreté et à se considérer comme de vraies actrices du développement. Une petite contribution annuelle est versée par ces membres.

D'autres sources de financement proviennent des bailleurs fonds résidant au sein de notre pays qui financent des programmes et des projets ponctuels. Nous pouvons citer pour cette année l'Ambassade des Pays-Bas, Trócaire, la Coopération Canadienne, Norwegian People's Aid, Aide et Actions.

Au niveau international, notre partenaire institutionnel est NOVIB Netherlands. Des négociations sont en cours au niveau du CNCD Belgique (Bruxelles) et ailleurs.

Partenariat avec des organisations publiques et privées

Le partenariat avec des organisations publiques est incontournable pour deux raisons : premièrement, nous devons travailler étroitement avec le Ministère du genre qui est notre Ministère de tutelle et deuxièmement, les entités décentralisées que sont les districts, les secteurs et les cellules contrôlent aussi les activités des ONG et nous devons collaborer avec ces entités pour pouvoir mener à bien nos activités en milieu rural.

Nous sommes membres de collectifs locaux partageant des thématiques communes aux nôtres et nous collaborons étroitement avec ces collectifs. Parfois des activités communes sont menées avec les membres d'un collectif.

Le partenariat avec des organismes privés est aussi incontournable. En effet, nous collaborons avec la Chambre de commerce dans le cadre du renforcement des capacités des petits commerces, étant donné que certaines des femmes rurales encadrées par nos services conduisent des activités génératrices de revenus en milieu rural dans le domaine de l'agriculture, de l'élevage, de l'artisanat et de la transformation alimentaire. (...)

Le partenariat avec les ONG est nécessaire car, parfois, certains bailleurs de fonds préfèrent que nous menions des activités à l'intérieur d'un réseau. A ce titre, nous devons nous concerter pour ne pas mener des activités semblables sur le terrain et nous échangeons des informations dans nos domaines d'intervention. (...)

Conclusion

Le Réseau des femmes œuvrant pour le développement rural et d'autres organisations rwandaises, les organisations du Burundi, de la République Démocratique du Congo, de la Tanzanie, du Kenya, etc. ont toutes accompli un travail considérable en termes de sensibilisation, de formation, d'information, de recherche et de plaidoyer dans les domaines du genre et de la paix durable.

Cependant, beaucoup reste à faire et pour cela, les femmes et les hommes sensibles au genre ont besoin d'unir leurs efforts pour contribuer à créer un monde plus solidaire et plus juste.



Produire sans détruire: pour une agriculture durable

Mme Mariam Sow

ENDA-PRONAT

Protection des Ressources Naturelles

Mariam Sow est née au Sénégal où elle a été formée comme conseillère en développement rural.

Aujourd'hui elle est coordinatrice d'ENDA-Pronat, entité d'ENDA-Tiers Monde, l'une des plus importantes ONG du Sénégal.

ENDA-Pronat travaille sur la gestion durable des ressources agricoles respectueuses de l'environnement.

Active chez ENDA-PRONAT depuis 1983, Mariam Sow a développé et dirigé de nombreux ateliers et programmes internationaux de formations avec un accent mis sur le développement rural suivant les principes d'ENDA-Pronat.

De plus, elle organise régulièrement des ateliers de communication pour les femmes au niveau des villages, avec comme but de renforcer leur confiance en elles ainsi que leur capacité de négocier.

Ses intérêts plus spécifiques sont : la communication entre les femmes rurales et les groupes mixtes dans le Sahel ; la communication et la sécurité alimentaire ; les alternatives aux produits chimiques ; la biodiversité et la participation des populations rurales à leur propre développement.



Les expériences des réseaux dans le processus de recherche-action de l'ENDA-PRONAT

Bref aperçu sur le programme d'ENDA-Pronat

ENDA-Pronat (Protection Naturelle) est partie du souci de faire abandonner les produits agrochimiques par les agriculteurs ou d'en diminuer l'utilisation car ils constituent un danger pour la santé humaine, animale et environnementale.

Dans un premier temps, ce sont des ateliers d'information et de sensibilisation au niveau national et sous-régional, qui ont été organisés à l'intention des producteurs, des agents de développement et aussi des instituts de recherche (à partir de 1982).

Depuis 1994, une autre phase d'expérimentation concrète sur les alternatives aux pesticides et engrais est menée progressivement avec les populations, dans la zone des Niayes d'abord (Communauté rurale de Diender), la zone de Koussanar et dans la vallée du Fleuve. Le choix de ces zones se justifie par le fait que les pesticides y sont le plus utilisés.

La mise en application de ces expérimentations nous amène aujourd'hui à redéfinir, avec les producteurs, un objectif global.

Développer une agriculture saine et durable

Cet objectif global couvre trois axes :

- 1) Le renforcement des capacités organisationnelles des populations pour une meilleure prise de responsabilités, d'engagements et de décisions dans la gestion des ressources en terres.
- 2) Le renforcement des capacités relatives aux techniques agro-écologiques des producteurs.
- 3) Un recoupement stratégique des deux premiers axes, à savoir le renforcement des capacités de communication des producteurs.

Ces expérimentations sont réalisées au niveau national et elles font l'objet d'ateliers d'échanges sous-régionaux sur les questions générales liées aux pratiques agricoles ou aux grandes problématiques qui influencent le système de production des petits producteurs (p.ex. accès des femmes à la terre, les semences, la sécurité alimentaire, les OGM).

Méthodologie et activités

Pour mettre en œuvre la recherche-action sur le développement d'une agriculture saine et durable par les populations, nous nous sommes fortement appuyés en 2004 sur deux outils pédagogiques que nous avons expérimentés depuis 1999 : l'approche village et le champ-école.

L'approche village

Il s'agit d'une approche intégrant tous les acteurs participant à la gestion d'une parcelle de terre. Elle place tous les acteurs locaux (hommes, femmes, jeunes, élus locaux, chefs traditionnels) dans un processus de recherche globale afin d'asseoir une gestion rationnelle et durable des ressources naturelles à travers l'agriculture durable.

L'approche village cherche à amener les populations des villages à poser un diagnostic (historique, organisationnel, économique, etc.) de leur propre village et à dégager des axes stratégiques de travail selon les résultats de leur diagnostic. De là, ils identifient et cherchent les moyens humains et économiques disponibles afin de mettre en route un programme de recherche-action dans le but de trouver des solutions aux problèmes du village ou du terroir. Il est essentiel que l'activité soit portée par toutes les populations selon le modèle organisationnel choisi ou défini (groupement de village, union, assemblée de village etc.).

(...)

L'approche village est une méthode qui permet efficacement de renforcer les capacités organisationnelles des producteurs pour une meilleure gestion de leur terroir à travers l'agriculture durable.

Les activités qu'ENDA-Pronat mène dans sa recherche-action sont toujours sous-tendues par une organisation de la population, à différents niveaux : village, zone, CR, arrondissement, niveau national et sous-régional.

Exemples de réseaux en partenariat avec l'ENDA-Pronat

La mise en réseau est fondamentale dans notre démarche, en vue de faciliter et d'enrichir le savoir-faire et la recherche de solutions aux difficultés rencontrées. (...)

Il est important de préciser que dans cette approche de réseautage des organisations de base, ce sont les femmes autant que les hommes qui sont concernés. Le réseautage permet aux femmes d'apprendre peu à peu à échanger des réflexions et à partager le pouvoir avec les hommes. Ceci ne les empêche pas de se mettre en réseau entre elles pour mieux partager et organiser la recherche de solutions aux problèmes spécifiques aux femmes. A ce niveau, deux réseaux sont fonctionnels.

Le réseau des femmes de Diender et de Keur Moussa

Le programme Pronat appuie deux unions de femmes de la communauté rurale de Diender et de Keur Moussa dans le cadre d'un programme d'aviculture. L'objectif de ce programme est d'augmenter les revenus des femmes et de là, renforcer leur capacité de pouvoir et d'implication dans la gestion des ressources en terres.

Ce programme concerne 4500 femmes dans 69 villages. Cette activité a permis aux femmes d'acquérir des connaissances techniques dans la conduite de leurs poulaillers familiaux et de réduire fortement la maladie épidémique de Newcastle. (...)

A ce niveau également, les deux unions de femmes se proposent de mener un programme de sensibilisation et d'information sur le Sida dans tous les villages en utilisant la méthode dite « approche village ». Les femmes des deux communautés rurales ont constaté des cas de Sida ainsi que des décès liés au Sida dans certains villages.

D'autres formations sur la gestion des organisations de base ainsi que sur la gestion et l'organisation des marchés ont été organisées.

Le Réseau national des femmes rurales du Sénégal

Pronat continue à assurer la coordination du réseau Dimitra en Afrique francophone. C'est dans le cadre de cette coordination du projet Dimitra que des réflexions ont été menées avec les organisations de base et d'appui. Ceci a donné naissance au Réseau national des femmes rurales du Sénégal en 2000.

Le réseau vise à : renforcer les organisations de base par la formation et l'information, produire des informations détaillées sur les expériences de projets menés avec et pour les femmes rurales et péri-urbaines, valoriser le savoir et les compétences locaux, contribuer à la promotion du dialogue et de l'échange d'information entre les organisations d'appui (ONG, instituts de recherche, centres d'information et de formation, agences de développement nationales et internationales, etc.), promouvoir les échanges et le partenariat entre organisations et initier et/ou renforcer les projets intégrés.

Le bureau du réseau n'est composé que d'organisations de base.

Adhésion

Le Réseau des femmes rurales compte aujourd'hui 150 organisations de base (unions ou collectifs) et organisations d'appui, situées dans toutes les régions du Sénégal.

Ces organisations sont implantées au niveau des communautés rurales et dans certaines zones péri-urbaines et sont organisées en associations de femmes ou mixtes.

Activités réalisées par le réseau

Au niveau des acquis du réseau on note :

- un début de visibilité de ses structures au niveau des autorités gouvernementales;
- la tenue d'un atelier international « Femmes rurales et foncier », dont figure parmi les recommandations, l'accès des femmes aux sphères de décision afin de plaider pour leur cause;
- une représentativité au niveau de la quasi-totalité des régions;
- une visibilité de ses structures au niveau des autorités gouvernementales;
- co-signataire de la ligne de crédit offerte par la République de Chine/Taiwan au Sénégal;
- membre du Comité national consultatif du Ministère de la famille et de la solidarité nationale, où il est représenté par sa présidente;
- participation à l'atelier d'échange sur le NEPAD avec le Ministère de la famille et de la solidarité nationale;
- demande d'adhésion au Conseil national de concertation des ruraux (CNCR), qui lui permettrait de participer plus activement à la prise de décisions et de mieux intégrer les préoccupations des femmes rurales dans les propositions que le CNCR négocie avec le gouvernement;
- participation à l'atelier d'échange de la Commission nationale du développement durable, Ministère de l'environnement;
- réalisation d'un documentaire-film : « Femmes rurales et foncier... entre lois & réalités »;
- auto-évaluation interne de l'atelier « Femmes rurales et foncier » afin de lancer un programme d'éducation alternative avec ENDA GRAF (Groupe de recherche-action et de formation);
- participation au programme VIH-SIDA avec ENDA Santé;
- appui matériel du Ministère de la famille et de la solidarité nationale;
- un grand nombre d'organisations membres sont déjà répertoriées sur le site Web de la FAO;
- formation sur le renforcement des capacités communicationnelles des femmes;
- atelier d'échange sur la participation des femmes aux instances de décision, la démocratie et la citoyenneté, ayant pour but le renforcement du pouvoir politique des femmes rurales dans les instances de décision (programme EDUCAL).

Activités internationales

- Participation au Congrès mondial des femmes rurales, Espagne (2002);
- Participation à la rencontre Nord-Sud « Le monde selon les femmes », Bruxelles (2003);
- Entrepreneurat féminin en agriculture, Espagne (novembre 2004);
- Participation au Forum social ouest-africain sur la lutte contre la pauvreté et l'agriculture (Guinée);
- Participation à Beijing +10 : comité préparatoire et délégation du Sénégal (représentée par sa Présidente).

Activités en cours et impacts

Le processus de décentralisation du réseau se poursuit avec l'implantation d'antennes locales. (...)

A cet effet, des actions de sensibilisation radiophoniques ont été effectuées dans plusieurs régions.

Durabilité du réseau et financement

Vu le nombre croissant et varié de ses membres, le réseau doit impérativement compter sur ces derniers pour s'autogérer.

Dans un souci de pérennité, plusieurs actions doivent être renforcées :

- amélioration des ressources internes (cotisation et parts sociales des membres);
- dans son plan d'action, le Réseau favorise les visites d'échange et voyages d'étude et de rencontre dans la sous-région;
- au vu des diverses activités du Réseau, son autonomisation requiert la mise en place de réseaux par filières. Ex : réseau de producteurs bio/conventionnels, réseau d'agents

d'approvisionnement/commercialisation, réseau de laitiers, de transformateurs de fruits et légumes, de commerçants de poissons, etc;

- le partenariat entre le Réseau avec d'autres acteurs (élus locaux, ONG, Cadres de concertation, CNCR) doit être consolidé;
- le partenariat entre le Réseau et d'autres ONG du Nord doit être reconnu comme un partenariat de coopération bilatérale;
- étant donné que la plupart des membres mènent des activités agricoles, entre autres, leurs revenus sont non seulement faibles mais toujours aléatoires, ainsi l'amélioration des possibilités de fonds de crédit permettra le développement d'actions annexes.

La pérennisation n'est-elle pas souvent conditionnée par les financements à long terme, qui après quelques années d'appui deviennent contradictoires ?

Conclusion

Avec l'exécution de la phase 3 de Dimitra, le Réseau national des femmes rurales du Sénégal devra s'organiser afin d'élargir et de reproduire ses initiatives à plus grande échelle.

Un accompagnement est impératif pour que le Réseau puisse se renforcer et renforcer les capacités de ses membres. Des mécanismes et moyens d'action adéquats en fonction de ses différentes zones d'intervention seront mis en oeuvre. Au final, le Réseau aidera à fédérer les informations en provenance de différentes communautés nationales, et/ou sous régionales, pour faire entendre des voix plurielles.



Travailler pour le bien-être des femmes

Mme Lubinda M. Tafira

Zambia Alliance of Women (ZAW)

Lubinda M. Tafira est Présidente de l'ONG Zambia Alliance of Women (ZAW).

Fondée en 1978, la ZAW oeuvre pour le bien-être des femmes et des enfants.

Elle a été Directrice de l'organisation National Family Life Movement de Zambie et consultante régionale pour l'Afrique pour l'International Federation for Family Life Promotion (IFFLP).

Au cours de son travail de développement sur le terrain, elle a organisé et géré des conférences nationales et internationales sur différents sujets liés à la parité hommes-femmes et au VIH-SIDA, à la santé reproductive, la pauvreté et l'environnement etc.

Lubinda est diplômée du Humber College of Applied Arts and Technology, Toronto, boursière de l'Université de Georgetown, Washington D.C. et titulaire de plusieurs diplômes en santé de la reproduction.



Impact du VIH-SIDA sur les femmes rurales en Zambie

La politique genre en Zambie

Malgré les nombreuses chartes internationales signées par la Zambie, dont la « Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes » (CEDEF), la discrimination à l'égard des femmes et des jeunes est encore très vive en Zambie, en raison de l'absence d'instruments et de mécanismes de protection adéquate de leurs droits et intérêts spécifiques. Même s'il existe une politique en matière de genre et que d'autres dispositifs de protection des femmes ont bien été mis en place, la Constitution zambienne ne reconnaît pas pleinement la place de la femme dans la société. (...)

L'élaboration de la politique zambienne en matière de genre suit une approche holistique, prenant en compte la pauvreté, la culture et la socialisation, la formation et l'éducation, la santé, l'accès à l'eau et l'assainissement, l'emploi et la sécurité sociale, la terre, les violences liées au genre, etc. (...)

Etant donné que la plupart des lois coutumières sont discriminatoires à l'égard des femmes, celles-ci ne jouissent guère de droits économiques, sociaux et culturels. Quand on parle du rôle des femmes dans l'agriculture de la Zambie rurale, il ne faut pas oublier que ce sont des organisations comme ZAW qui ont été à la pointe de la lutte pour le respect des droits des femmes. (...)

Participation des femmes dans le secteur agricole

En Zambie, les femmes contribuent à hauteur de 70% à la main-d'œuvre agricole. Mais elles n'ont aucun contrôle sur leur travail et restent désavantagées, par rapport à leurs collègues mâles, par l'absence d'un accès équitable aux ressources agricoles telles que l'information, le crédit, les facteurs de production et intrants, la terre, la technologie et la prise de décisions.

Pour accroître la participation des femmes au développement agricole, la politique suivie entend poursuivre les objectifs suivants :

- améliorer l'accès des femmes aux facteurs de production et aux marchés agricoles, et renforcer leurs capacités de contrôle sur ces derniers ;
- réduire le travail fastidieux et les corvées pour les femmes dans l'agriculture ;
- renforcer la présence des femmes dans les coopératives agricoles.

Les stratégies suivantes ont pour but de renforcer la présence des femmes dans le secteur de l'agriculture :

- réhabilitation et construction des infrastructures nécessaires dans les zones rurales (installations de stockage, points de vente, voies d'accès, etc.) ;

- facilitation de l'accès à temps aux facteurs de production et aux marchés des denrées agricoles pour les petits producteurs et plus particulièrement les femmes et les jeunes ;
- promotion des technologies à main-d'œuvre réduite ;
- renforcement des capacités nécessaires à l'équilibre hommes-femmes dans les coopératives agricoles ;
- appui aux efforts de coordination et de collaboration des organisations non gouvernementales, du secteur privé, des OCB, des groupements religieux et autres organisations de la société civile travaillant avec les femmes dans le secteur agricole et dans les zones rurales ;
- soutien aux associations paysannes en matière de lutte contre le VIH-SIDA, afin que les jeunes villageois sans emploi puissent s'engager dans des activités d'aide à domicile et alléger la charge de travail des femmes, permettant ainsi à ces dernières de se consacrer davantage à la production de fruits et légumes biologiques, complément efficace pour le traitement du VIH par anti-rétroviraux (ARV).

Les croyances et les pratiques culturelles qui contribuent à la vulnérabilité des femmes au VIH-SIDA continuent d'être inculquées aux fillettes, aux jeunes femmes et à la femme en général, et notamment :

- la polygamie ;
- le recours à la médecine traditionnelle pour assécher le sexe de la femme, ce qui la rend plus vulnérable aux MST et aux infections par le VIH-SIDA ;
- les pratiques et les rites de purification sexuelle ;
- l'enseignement traditionnel et le paiement de la dot exigé pour la femme ;
- le faible niveau d'instruction atteint par quelques rares femmes, avec pour conséquence un accès limité aux ressources productives (la terre, le crédit, le savoir-faire, les capitaux, la technologie et l'information) ;
- le médiocre statut économique des femmes, qui est à l'origine du syndrome de dépendance vis-à-vis de l'homme.

Leviers d'une participation accrue des femmes

- la présence des ONG dans le secteur agricole est une bonne chose, malgré l'insuffisance de leurs ressources pour renforcer leurs capacités et démultiplier leurs activités ;
- la mise en oeuvre de la politique foncière offre l'occasion de défendre la cause des femmes confrontées à la pauvreté et au besoin de revendiquer la création de richesses ;

- l'existence d'Unités d'assistance aux victimes (police), en charge de la lutte contre la misère engendrée par les vols de propriétés consécutifs au décès du soutien de famille, notamment de l'homme ;
- les programmes mondiaux et nationaux actuels de lutte contre le VIH-SIDA qui visent, en particulier, à donner aux femmes le droit de disposer d'elles-mêmes en matière de procréation, doivent être intégrés à toutes les activités liées au développement ;
- les Objectifs du Millénaire pour le Développement fixés par les Nations unies ;
- le Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP) est un atout, car il prend en considération trois questions transversales (le VIH-SIDA, l'environnement et le genre) qui sont toutes liées aux questions agricoles et foncières ;
- la nécessité d'exploiter les systèmes de connaissances autochtones afin de les intégrer aux styles de vie moderne et aux programmes de développement.

Impact du VIH-SIDA sur les femmes rurales

Lorsque les productrices agricoles sont infectées ou touchées par le VIH-SIDA, les conséquences sur la vie familiale sont dévastatrices. En effet, ce sont les femmes qui accomplissent la plupart des corvées à la ferme et au foyer. Le fait qu'elles soient atteintes du VIH-SIDA entraîne une production alimentaire réduite voire nulle pour les familles, ce qui génère l'insécurité alimentaire. Les femmes assument le rôle d'infirmières à plein temps auprès des membres de leur famille souffrant du VIH-SIDA, et ne peuvent donc plus s'occuper des travaux des champs ni des récoltes. Les enfants souffrent de malnutrition, les biens du foyer et les équipements agricoles sont vendus pour acheter des médicaments et subvenir aux besoins alimentaires de base.

Obstacles à l'amélioration du statut des femmes

- En Zambie, la législation foncière applique les lois coutumières qui confèrent à l'homme le droit de propriété sur les terres et lui en attribuent la gestion. Or la Constitution républicaine reconnaît les lois coutumières pour les questions touchant à la propriété. De plus, l'acquisition des terres et la gestion des titres de propriété relèvent de procédures bureaucratiques, à la fois lourdes et fastidieuses, et l'accès à la propriété foncière reste difficile dans le pays.
- Comme déjà indiqué, les femmes zambiennes sont le moteur de la production agricole. Cependant, la majorité des terres sur lesquelles elles vivent et qu'elles font fructifier (soit 94% du bloc continental du pays) sont régies par les lois coutumières. Elles sont administrées par les autorités tribales et les permis d'exploitation accordés par celles-ci ne peuvent servir de garantie bancaire pour obtenir des crédits auprès des établissements financiers.
- Les femmes dans les zones rurales doivent avoir leur autonomie. Autrement dit, il faut qu'elles puissent obtenir des titres

de propriété reconnus par les institutions financières, leur permettant de bénéficier de crédits bancaires pour acquérir des intrants et des équipements agricoles, mais aussi pour étendre leurs surfaces cultivées et commercialiser leur production de manière efficace et rentable.

- Les critères d'accès aux microcrédits pour financer l'achat d'intrants sont impossibles à remplir.
- Au niveau communautaire, de nombreuses femmes souffrent d'un manque de connaissances, d'informations et d'expériences, conjugué à une formation inappropriée, voire nulle.
- La perte du savoir-faire agricole traditionnel (les systèmes de connaissances autochtones) contribue à l'insécurité alimentaire. Cette situation est aggravée par les cycles de sécheresse et les mauvais systèmes d'alerte météorologique.
- L'absence de compétences entrepreneuriales et le recours à des technologies de production inappropriées, alors que d'autres options technologiques existent.
- Des valeurs culturelles préjudiciables, à l'instar de la polygamie et des mariages précoces, du sexisme et de la censure culturelle.
- La lourde charge ménagère qui pèse sur les exploitantes agricoles, le partage inéquitable des responsabilités consécutif à la définition biaisée du rôle de la femme et de l'homme dans la société, etc.
- L'absence de dispositifs de soins palliatifs pour les malades atteints du SIDA.
- Les croyances et les pratiques traditionnelles qui contribuent à restreindre la participation des femmes aux programmes communautaires de développement.
- La lenteur avec laquelle les gouvernements appliquent le quota de 30% minimum, en ce qui concerne la représentation/participation des femmes à la prise de décisions, tel que stipulé dans les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et les déclarations des pays de la SADC.
- La non-prise en compte de l'équilibre homme-femme dans le choix des processus budgétaires nationaux.
- Le fardeau persistant et grandissant de la pauvreté qui pèse sur les femmes.
- Le haut niveau de corruption, qui désavantage les femmes pour l'acquisition d'intrants et leur participation active aux divers programmes de développement.

Conclusion

Un important travail de base reste encore à faire pour garantir l'émancipation et l'indépendance économique des femmes. Pour y parvenir, il faut impérativement concevoir et mettre en place des politiques volontaristes, capables d'améliorer leur bien-être. Un vieil adage dit : « éduquez la femme et vous éduquez la famille, voire la nation tout entière ». Nous pouvons dire, dans la même veine, « émancipez la femme et vous émanciperez la nation ».



Un fervent défenseur de la parité hommes-femmes et du développement rural

M. Wilbert Tengey

Executive Director

African Centre for Human Development (ACHD)

Wilbert Tengey est un spécialiste en développement rural avec plus de 20 ans d'expérience dans le développement des politiques sociales, la planification et la gestion des programmes de développement, le planning stratégique et le renforcement des capacités institutionnelles.

Wilbert est le fondateur de l'African Center for Human Development, qui est une organisation Ghanéenne en pleine croissance. Il en est le Directeur Général depuis 20 ans et son organisation compte aujourd'hui 20 employés.

Dans le domaine de la consultance pour le développement, Wilbert a fourni des conseils et services professionnels à de nombreuses agences et organisations internationales, ainsi qu'aux organisations internationales et ONG au Ghana et dans d'autres pays d'Afrique.

Il est aussi le fondateur du Gender Development Institute au Ghana qui fait du plaidoyer pour l'égalité entre les hommes et les femmes. Il a travaillé dans de nombreux pays africains et a un réseau d'associés professionnels dans le monde entier, avec lesquels il entretient des liens étroits.



Réflexions sur le travail en réseau : une expérience ghanéenne

Introduction : Le concept de « réseautage » ou travail en réseau

Le travail en réseau a toujours été considéré comme un savoir-faire indispensable à la vie en société, fondé sur le principe de l'interdépendance des individus.

Depuis des années, le travail en réseau est mis à profit tant par les gouvernements que par les organisations de la société civile (OSC) et le monde des affaires. Non seulement il diminue les risques de concurrence et de redondance des services offerts, mais encore il permet aux OSC de partager et de préserver les ressources rares. Une étroite collaboration qui, en plus de renforcer le moral, l'engagement et l'identité des OSC, intensifie également les efforts collectivement déployés pour mieux faire pression en faveur des causes qu'elles défendent. (...)

En effet, un réseautage efficace passe nécessairement par des relations de coopération fondées sur l'échange d'informations et de conseils, l'aide et le soutien mutuels des membres parties prenantes aux réseaux. (...)

La réussite de ces réseaux passe donc par le respect d'une communauté d'identité et l'entraide des membres afin d'atteindre leurs objectifs. .

Une expérience ghanéenne

L'idée du fondateur du Centre africain pour le développement humain (African Centre for Human Development ou ACHD) était de créer une institution faisant office d'intermédiaire entre structures partenaires au développement et groupements de base. En effet, avec la montée en puissance des groupements de base, des OBC (Organisations à base communautaire) et des associations de développement local, tant dans les villes que dans les villages, il était indispensable de renforcer leurs capacités et de leur transmettre les compétences nécessaires pour travailler efficacement avec les bailleurs de fonds et les organismes de financement partenaires. L'ACHD a donc été créé pour assurer la liaison entre ces petits groupements motivés et dynamiques d'une part, et les donateurs de l'autre. Il finance ses activités grâce au paiement des prestations qu'il fournit à ses partenaires et aux bailleurs de fonds, travaillant à l'élaboration de projets, l'exécution de programmes de formation, les ateliers sur le transfert de compétences, ou la recherche sociale en faveur de l'action pour le développement.

C'est ainsi que dans le cadre de nos activités, nous avons pu établir, au cours de ces dix dernières années, de nombreux partenariats avec d'autres ONG, des départements ministériels,

des agences de développement et des organismes du secteur privé, qui nous ont apporté leur appui tout en bénéficiant de nos initiatives.

Naissance d'un réseau

De ce travail de base est née l'idée de mettre en place un réseau. Dans les années 90, la mode en matière de développement était de créer des réseaux, considérés alors comme le meilleur moyen d'avancer dans ce domaine. L'ACHD a donc décidé de réunir d'autres groupes utilisant des méthodes participatives pour mettre en place, ensemble, un réseau participatif de praticiens du développement. (...)

La caractéristique commune aux membres de ce réseau était que les organisations et groupements qui en faisaient partie appliquaient tous, à l'échelle locale, des méthodes et stratégies participatives. Tout le monde était d'accord sur les méthodes utilisées, ainsi que sur le principe du renforcement des moyens d'action au niveau de la base. L'engagement des différents groupements était sans réserve en faveur de changements sociaux déterminants et pour la responsabilisation économique et politique des individus, l'autonomisation et le développement durable.

L'adhésion au réseau se faisait de manière spontanée et volontaire. Ses membres étaient composés de groupements de femmes, d'associations de développement urbain et rural, d'organismes issus de la société civile et d'organisations non gouvernementales opérant tous à différents échelons de la société : certaines organisations travaillaient au niveau local ou national ; d'autres étaient financièrement solides car implantées depuis longtemps ; d'autres encore venaient à peine d'être créées... De sorte que dès le début, le réseau regroupait des entités hétérogènes, avec des expériences et des cursus bien différents.

Par conséquent, les besoins et les attentes étaient également très différents : les membres du réseau n'ayant pas tous la même expérience, leurs besoins et leurs attentes étaient aussi divers que variés. En effet, alors que les organisations les plus solides et les plus mûres pensaient partager leurs expériences en adhérant au réseau, les plus faibles y voyaient, pour leur part, un pourvoyeur de fonds qui allait répondre à leurs besoins essentiels de financement. Autant de divergences qui ont posé, à leur tour, un problème de cohésion et de centre d'intérêt que le réseau n'a pas été capable de régler sur le long terme.

Le deuxième problème majeur concernait la structure du réseau. Certains membres voulaient que le réseau fonctionne

comme une association quelconque, avec une structure rigide : présidence, membres exécutifs élus, cotisations payées par les adhérents, etc. D'autres avaient initialement suggéré que la structure soit, au contraire, à la fois souple et très informelle, de manière à permettre à l'une des organisations membres d'incarner le secrétariat de l'association. Celle-ci serait, alors, un centre d'échange d'informations et un lieu de rencontre où les gens se retrouveraient pour discuter des sujets de préoccupation commune. Mais la majorité des membres penchait pour une structure plutôt formelle.

Relever les défis

(...)

Des conflits sont apparus entre les membres du réseau, alimentés notamment par la méfiance des uns vis-à-vis des autres, la jalousie du succès d'autres organisations/associations et la médisance de certains adhérents. Comme nous l'avons déjà souligné, les membres du réseau étaient d'origines diverses et variées. Certains venaient d'organisations financièrement bien assises, ayant leurs propres projets et sources de revenus. Les petites organisations, nettement moins nanties, exigeaient le partage de toutes les ressources entre l'ensemble des membres du réseau. Leur demande ne pouvant pas être satisfaite, les problèmes ont commencé. Pourtant, nous n'avions cessé de répéter aux adhérents que le réseau, loin d'appauvrir les organisations et associations membres, les rendait plus riches et plus fortes en termes d'idées et d'impact. Le partage des ressources financières entre tous les membres posait certes un problème majeur mais aucune solution viable ne pouvait être envisagée. Cette situation a provoqué d'énormes malentendus parmi les membres, certains estimant que la vocation du réseau ne devait pas uniquement se limiter à l'échange d'idées et d'expériences.

Les outils et techniques de communication

(...)

La communication entre les membres du réseau se faisait par différents moyens, d'abord et surtout par lettre, courriel, téléphone... mais aussi à l'occasion de visites privées. Un bulletin d'information trimestriel a ensuite été créé pour encourager l'échange d'expériences entre adhérents. Mais chaque organisation utilisait, parallèlement, différents moyens de communication avec ses propres membres : visites privées réciproques, représentations théâtrales, outils d'apprentissage pour adultes,

programmes radiophoniques et articles/reportages diffusés dans les médias.

La communication avec les autres réseaux partageant la même vision passait, quant à elle, par l'organisation conjointe d'ateliers destinés à promouvoir l'échange d'idées, de bulletins d'informations, de courriels et de contacts personnels. La principale vocation du réseau étant la promotion de l'échange d'idées, il était important de s'assurer que l'information circule de manière régulière, permanente et à tous les échelons de l'organisation.

Avec la multiplication des problèmes rencontrés par le réseau, de nombreux membres ne pouvaient plus assister aux Assemblées générales annuelles. Du coup, les décisions étaient prises puis communiquées aux absents. Ceux qui contrevenaient aux règles du réseau se voyaient sanctionnés pour résultats insuffisants. L'application sans concessions des sanctions prévues a finalement conduit de nombreux membres à quitter le réseau, puisqu'ils n'étaient plus en mesure d'obéir aux règles qu'ils avaient eux-mêmes édictées.

Dès lors, l'effondrement du réseau était inévitable, ce n'était plus qu'une question de temps. Il était impossible de garantir la viabilité de la structure, de ses différents membres et de leurs attentes respectives. Le réseau s'est éteint, d'une mort naturelle.

Quels enseignements tirer de cette expérience ?

L'échec du Réseau des praticiens du développement (Professional Practitioners Network) nous permet de tirer plusieurs enseignements.

1. Un bon réseau se doit d'être constitué de membres non seulement expérimentés et bien informés, mais aussi désireux de partager leurs connaissances et leur savoir-faire.
2. Les relations entre membres doivent s'établir de façon volontaire et spontanée. Personne ne doit être contraint, ni forcé, ni subir de pressions pour adhérer ou non au réseau. Chaque membre de l'organisation sollicitée doit être entièrement libre d'appartenir ou non à un réseau.
3. L'homogénéité est une condition indispensable au bon fonctionnement d'un réseau. Les membres doivent être, autant que faire se peut, sur le même pied d'égalité et traités comme des égaux. Car l'inégalité entre membres, quelle qu'en soit la nature, peut compromettre le bon fonctionnement du réseau ; il en va de même pour les jalousies sous-jacentes, etc.
4. L'appartenance à un réseau ne doit en aucun cas affecter l'autonomie ou l'indépendance de ses membres, qu'ils

soient des particuliers ou des associations. Chacun doit rester autonome et personne ne doit dépendre du réseau pour sa propre survie.

5. Les principes de réciprocité, de coopération et de soutien mutuel doivent être instaurés au sein du réseau, notamment par l'échange d'informations, la réalisation conjointe d'activités et la collaboration étroite entre ses membres.
6. Autre aspect important : la gestion financière. Un plan stratégique sur cinq ans reste l'option recommandée.
7. Il faut commencer par mettre en place un réseau informel : c'est beau quand c'est petit, pour reprendre l'adage anglosaxon « small is beautiful ». On apprend d'abord à bien se connaître ; le temps et la proximité aidant, les membres peuvent ensuite définir la vision, la mission et les objectifs qu'ils entendent assigner au réseau, avant de grandir et de devenir une entité plus structurée. Dans l'intervalle, ils auront défini les tâches dévolues à chacun, et pris conscience des forces et faiblesses des uns et des autres.
8. Les dirigeants du réseau doivent faire preuve d'un engagement à toute épreuve et être capables de travailler au renforcement des organisations membres que l'on dit « petites et sans envergure ».
9. Il faut se concentrer en permanence sur la Vision que l'on a du réseau et ne jamais en dévier.
10. Un réseau, ce n'est pas une autre association. Il est créé pour le bien commun de ses différents adhérents et aucune domination ne doit être exercée à l'endroit d'un de ses membres.

Types de réseaux

Le réseau formel fait référence, comme son nom l'indique, au caractère formel et convenu du travail en réseau. Son fonctionnement obéit souvent à une culture d'entreprise, c'est-à-dire,

une philosophie, une mission, une structure, un « leadership », une appartenance, des prétentions et des principes de financement propres à l'organisation en question. Un réseau est formel dès qu'il fait référence aux termes suivants : conseils d'administration, clubs économiques, groupes d'affinités constitués par des entreprises, associations de cadres talentueux, forums de discussion électronique, groupes de dirigeants, conférences réservées aux professionnels et associations.

Le réseau informel peut normalement être créé partout et à tout moment. Il nécessite l'existence de liens affectifs entre ses membres, le désir d'échanger et de partager un savoir-faire, des efforts et du temps à investir auprès des autres. Les gens ont toujours senti le besoin de créer et d'entretenir un réseau qui garantisse la confiance et le respect à l'égard des autres. Le réseau informel relie des gens qui, autrement, ne se seraient peut-être jamais rencontrés. Son mode de fonctionnement reste extrêmement souple. Il peut susciter la création d'autres réseaux à travers les gens que l'on rencontre au cours d'un voyage, à l'église ou simplement en faisant des courses.

Le réseau informel a pour but de promouvoir l'échange d'informations, d'expériences et de conseils en toute liberté et sans contrainte aucune. On peut l'étendre à volonté ; ses membres s'inspirent mutuellement, s'en servent pour atteindre des objectifs personnels et s'aident les uns les autres pour obtenir des marchés et des avantages dans leurs carrières respectives. Encore une fois, l'accent est mis sur l'effort personnel de réseautage que déploient les membres les uns vis-à-vis des autres ; c'est tout le contraire du système organisationnel qui caractérise le réseau formel.

L'absence de hiérarchie et de bureaucratie fait que le réseau informel est mieux à même de favoriser l'interaction et de permettre à ses membres d'obtenir des résultats optimaux.



La parité hommes-femmes, le développement rural et la formation au Proche-Orient

M. Ghaleb Tuffaha

**The Regional Centre on Agrarian Reform and Rural
Development for the Near East - CARDNE**

Ghaleb Tuffaha est Directeur Général Adjoint et Directeur de Recherche et d' Etudes en Développement au Centre régional pour la réforme agraire et le développement rural du Proche-Orient (CARDNE) en Jordanie.

Il s'occupe principalement de l'organisation, la direction et la facilitation des activités de formation sur la réforme agraire et le développement rural, y compris la préparation des matériaux de formation et les manuels ainsi que la rédaction des propositions de projets au niveau national et régional. Ghaleb est chargé des questions de parité hommes-femmes, des petites entreprises, de la vulgarisation agricole et des fonds de crédits rotatifs. Il dirige et coordonne les études et la recherche sur le développement rural, mises en action par les consultants du CARDNE.



Ghaleb est titulaire d'un Master of Arts en Rural Social Development de l' Université de Reading, Royaume Uni, d'un diplôme d'Enseignant en Agriculture et Sociologie Rural et d'un Bachelor of Arts en Agriculture.

AMMAN | JORDANIE

La durabilité des réseaux, l'expérience de CARDNE, Jordanie

A propos du CARDNE - Contexte général

Le Centre régional pour la réforme agraire et le développement rural du Proche-Orient (CARDNE) est une organisation intergouvernementale autonome qui a son siège au Royaume hachémite de Jordanie. Il compte actuellement neuf Etats membres dont la Jordanie, la Tunisie, le Soudan, la Syrie, l'Irak, le Liban, l'Egypte, le Yémen et la République islamique de Mauritanie (et l'Autorité palestinienne en qualité d'observateur). Le CARDNE est né du constat selon lequel une coordination régionale, conjuguée à une étroite coopération, faciliterait et améliorerait considérablement l'exécution des programmes de réforme agraire et de développement rural mis en place par de nombreux pays du Proche-Orient. L'idée de sa création a été lancée à la suite d'une réunion parrainée par la FAO en 1983, à laquelle assistaient des représentants et observateurs de 18 pays du Proche-Orient, ainsi que d'autres observateurs du Fonds international pour le développement agricole (FIDA) et du Programme alimentaire mondial (PAM).

Le Centre est sous la tutelle d'un Conseil d'administration composé de représentants de l'ensemble des Etats membres et qui se réunit une fois tous les deux ans. Ses activités sont supervisées par un Comité exécutif constitué de cinq Etats membres qui se réunissent au moins une fois par an. En sa qualité de mandataire du Centre, le Directeur général en assure la direction, en accord avec les politiques et décisions adoptées par son Conseil d'administration. Le CARDNE est financé par les contributions des Etats membres aux taux fixés par l'Organisation des Nations unies (ONU) et des subventions.

Activités

Le Centre a pour mission d'encourager et de renforcer, à l'échelle nationale et régionale, la coopération nécessaire à la mise en oeuvre des programmes de réforme agraire et de développement rural au Proche-Orient, dans le cadre d'un réseau d'institutions nationales (centres nationaux) créées à cet effet dans les différents pays membres.

Le CARDNE fournit à ses Etats membres une large gamme de services au profit des communautés agricoles et pastorales des régions rurales. A travers son réseau de centres nationaux dédiés présents dans chaque Etat membre, il travaille à la réalisation des objectifs suivants :

- appuyer l'action nationale et encourager la coopération régionale pour la réforme agraire et le développement rural ;
- améliorer la production, les revenus et les conditions de vie des petits agriculteurs, des bergers nomades et d'autres communautés rurales défavorisées ;
- impliquer les populations rurales dans le processus de développement et encourager ainsi leur participation active dans la vie sociale, économique et culturelle de leurs communautés respectives.

Pour atteindre ses objectifs, le Centre met en oeuvre diverses activités qui s'inspirent des méthodes participatives, du savoir-faire et de l'expérience des communautés locales. Ces activités consistent notamment à :

- mener, promouvoir ou appuyer les travaux de recherche sur différents aspects de la réforme agraire et du développement rural dans le Proche-Orient, en mettant l'accent sur les approches alternatives permettant d'accroître l'efficacité des programmes mis en oeuvre sur le terrain ;
- tenir des conférences consultatives ou d'autres types de réunions permettant aux décideurs, chercheurs, scientifiques, planificateurs et dirigeants d'échanger des idées et des expériences en matière de réforme agraire et de développement rural, afin d'identifier les domaines dans lesquels une collaboration plus étroite serait bénéfique pour les Etats membres ;
- organiser des cours de formation sur la planification, la mise en oeuvre, le suivi et l'évaluation des programmes et projets concernant la réforme agraire et le développement rural, mais aussi aider les centres nationaux à organiser leurs propres modules de formation et ateliers ;

- assurer la liaison et fournir des services de conseil et d'assistance technique aux différents centres nationaux, à d'autres organisations et agences concernées par la réforme agraire et le développement rural;
- faire office de banque de données et de plate-forme d'échange d'informations sur la réforme agraire et le développement rural, et promouvoir la diffusion de l'information par l'élaboration et la publication d'une documentation pertinente dans ce domaine.

Fonctionnement de l'organisation/du réseau CARDNE

Le Centre finance et réalise des activités dans chacun des pays membres, en collaboration avec les différentes institutions nationales qui composent son réseau. Les thèmes des ateliers organisés sont choisis par ces institutions nationales en fonction de leurs besoins locaux.

Coopération avec d'autres organisations et agences

Le Centre coopère avec d'autres organisations et agences intergouvernementales, gouvernementales et non gouvernementales, dont les centres d'intérêt et les activités s'inscrivent dans le cadre de ses objectifs.

Partenariats conclus par le CARDNE

(...)

Collaboration avec :

- **les organisations internationales** : Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Rome ; Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), Beyrouth ; International Center for Agricultural Research in the Dry Areas (ICARDA)/Alep-Syrie ; Inter-Islamic

Network on water Resource Development and Management (INWARDAM) ; Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM)/Paris ; Arab Organization for Agricultural Development (AOAD)/Khartoum ; Arab Center for the Studies of Arid Areas and Dry Lands (ACSAAD)/Damas.

- **Organisations non gouvernementales (ONG) et organisations de communautés de base (OCB)** : Queen Zein Al-Sharaf Institute for Development (ZENID) (Jordanie) ; Development and Employment Fund (DEF)/(Jordanie) et Inter-Islamic Network on water Resource Development and Management (INWARDAM).

Expérience du CARDNE dans le domaine des réseaux

En avril 1999, le CARDNE a accepté de jouer le rôle de partenaire local dans le *Projet Dimitra – Femmes rurales et développement* qui couvre sept pays membres de son réseau.

Le CARDNE a signé une lettre d'accord avec la FAO, au titre de partenaire local pour la phase I (1998-2001) et la phase II (2002-2004) du « *Projet Dimitra – Femmes rurales et développement* ». Les négociations de partenariat concernant la phase III (2005-2008) sont en cours.

Le CARDNE mène ses activités et en diffuse l'information dans chaque pays membre, en collaboration avec les institutions nationales qui composent son réseau. Il coopère avec d'autres organisations et agences intergouvernementales, gouvernementales et non gouvernementales ayant des centres d'intérêt et des activités en rapport avec les objectifs qu'il s'est fixés.

Le CARDNE a son propre site Web et compte offrir un lien d'accès au site de Dimitra, en plus des autres moyens de communication dont il dispose sur ce projet.

L'éducation mène à la connaissance et la connaissance mène au pouvoir!

Mme Stella B. Williams

**Food Basket a la Mama Africa
Obafemi Awolowo University**



Stella Williams représente l'organisation Food Basket a la Mama Africa. Elle est Professeure associée à l'Université d'Obafemi Awolowo, Ile-Ife, Nigeria, et ex-Vice-doyenne de la Faculté d'Agriculture.

Elle est une ancienne Présidente Nationale de Soroptimist International en Nigeria, 1993/94

Stella est actuellement responsable du Programme universitaire « Obafemi Awolowo University Student Support Services », mis en place dans le cadre d'une initiative que l'on doit au Vice-recteur de son institution, et dont le but est d'aider les brillants étudiants avec peu de ressources financières à poursuivre leurs études supérieures.

Bien que militant en faveur du droit des jeunes filles – et des femmes en général – à l'éducation, elle défend aussi ardemment le droit à l'éducation pour tous en Afrique. Étant en permanence en contact avec les jeunes, en sa qualité d'enseignante, elle est bien placée pour pouvoir influencer sur leur « vie future » par l'éducation et la sensibilisation au VIH-SIDA.

Stella est titulaire d'une Licence en Science, un Diplôme en Education (Dip. Ed.) une Maîtrise en Pêche et un Doctorat en Economiques Agricoles et Pêches.

Elle est engagée dans de nombreuses initiatives qui concernent l'alimentation et la gestion des ressources naturelles et elle est consultante pour le Ministère Fédéral d'Agriculture et Développement Rural.



La sensibilisation au VIH-SIDA par l'éducation au Nigéria

Fonctionnement de notre organisation/réseau

Le réseau auquel nous appartenons a été créé en 1914 par un groupement professionnel de femmes d'Oakland en Californie (Etats-Unis). Cette organisation a pour nom Soroptimist International. (...)

Nous collaborons avec différentes personnes et organisations des secteurs public et privé dans le cadre de partenariats. Les responsables ministériels sont toujours invités à participer à des projets communautaires mis en place par notre club, et nous en appelons parfois aux organismes tant publics que privés. Les membres du club qui travaillent dans le public et le privé nous servent de relais et favorisent, à ce titre, l'établissement de partenariats dans des projets concrets visant les communautés de base. De même, nous invitons d'autres ONG à participer, en tant que partenaires, aux projets à base communautaire.

Un bon exemple de partenariat que nous avons établi avec des ONG a été la participation à des projets axés sur la collecte de fonds, la santé et l'éducation. Les ONG locales soutiennent ainsi notre action, et nous en faisons autant pour elles dans les projets qu'elles mettent en place. Un de ces projets en cours de réalisation concerne la sensibilisation au VIH-SIDA par l'éducation : son but est de former des groupes de jeunes de même classe d'âge et d'organiser des concours dans les communautés auprès desquels nous intervenons.

Le fait que nous soyons des femmes actives, qui exercent leur profession avec un certain succès, nous vaut d'être considérées comme des « leaders » par la société. Ainsi, nous encourageons l'éducation des enfants et nous accordons des bourses d'études aux filles et aux garçons (mais davantage aux filles) afin de les rendre autonomes par l'instruction. À travers nos conseils, nous apprenons aux femmes comment améliorer leur situation financière et encourageons les plus talentueuses à s'engager dans les mouvements politiques et les coopératives. À l'échelle locale, et parfois aussi internationale, nous organisons à l'intention des groupes cibles diverses formations sur l'art de diriger (« leadership »). Nous distinguons par des décorations les femmes et les jeunes « leaders » qui rendent service à la communauté.

Outils et techniques de communication

Les réunions mensuelles locales et les rencontres trimestrielles nationales sont pour notre organisation le meilleur moyen de communiquer et d'échanger des informations avec ses membres. La couverture médiatique des événements que nous organisons permet à la communauté d'être informée des projets que nous

réalisons. Nous communiquons à travers la télévision et la presse quotidienne qui relaient, au travers de reportages, nos activités locales ou internationales. En matière de publicité, nous nous servons essentiellement des journaux et des programmes radio-phoniques (parfois de la télévision) pour mieux faire connaître notre action.

Ce type de réunions que nous tenons régulièrement permet ainsi à notre organisation de partager l'information avec nos organisations membres.

L'impact du VIH-SIDA, plus particulièrement sur les femmes rurales

C'est en 1993 que nous avons intégré pour la première fois le programme VIH-SIDA comme volet « éducation sanitaire » dans nos activités, alors que je venais d'être élue Présidente nationale de l'organisation. Les membres du club qui appartenaient au corps médical (médecins et infirmières) se rendaient, sans relâche, dans les cliniques, les hôpitaux et les dispensaires, afin de sensibiliser les femmes et les jeunes à la maladie, à l'époque où la population ne prenait guère au sérieux la réalité du VIH-SIDA. C'est alors qu'est mort de ce fléau un notable de la société nigériane, Fela Anikulapo Ransome Kuti, éminent musicien de renommée internationale. Issu d'une famille célèbre, son frère aîné, médecin de profession, était un ancien ministre de la santé et sa mère, une militante connue pour son engagement en faveur du droit des femmes et des jeunes filles à l'éducation. Lorsque son frère a révélé publiquement que Fela était mort du VIH-SIDA, la plupart de ses « fans » ont eu le sentiment qu'il avait fait là la pire des injures à la mémoire de leur idole. Mais le Professeur Olukoye Ransome Kuti estimait, pour sa part que le meilleur service qu'il pouvait rendre à la société nigériane et au monde en général était de les informer sur l'horreur de la pandémie du VIH-SIDA, et sur l'impact dévastateur qu'elle risque de produire si rien n'est fait pour endiguer sa propagation dans le pays, voire dans la région. C'est grâce à son intervention que nous avons pu poursuivre avec succès notre action auprès des communautés rurales.

Ainsi, lorsque nous avons impliqué les groupes de jeunes dans la lutte contre la pandémie, nous avons été récompensés. Ils sont devenus de fervents défenseurs de cette cause, tant au sein de leurs familles respectives qu'auprès de leurs groupes de pairs. Dans les collèges notamment, ces groupes de jeunes ont créé leurs propres clubs Éducation VIH-SIDA, un effort qui a permis à notre réseau d'organisations d'être au plus près des communautés de base.

La main-d'œuvre est un élément important de l'agriculture. En milieu rural, les femmes et les enfants constituent cette main-d'œuvre qui, lorsque les parents meurent brutalement du VIH-SIDA, s'en trouve, du coup, réduite voire parfois décimée, avec pour conséquence un profond dérèglement de la vie économique des familles. C'est la raison pour laquelle nos programmes couvrent plusieurs aspects de la vie rurale, allant de l'agriculture à l'éducation, en passant par l'hygiène et la santé.

Tradition et culture

Dans nos interventions, nous faisons sans cesse face à un défi majeur lié aux croyances traditionnelles/culturelles et religieuses. En effet, les dignitaires religieux, tout comme la plupart des chefs de familles, croient que nous corrompons les esprits des jeunes et que nous les incitons à se dresser contre leurs propres cultures et traditions en vigueur dans leur milieu social. Mais le recours à l'éducation comme moyen d'intervention reste payant, dans la mesure où ces jeunes sont capables de lire et de constater concrètement les ravages de la pandémie dans d'autres régions, et peuvent donc facilement imaginer ce qui risque de se passer chez eux si l'infection n'est pas maîtrisée.

Nombreux sont les Nigériens qui continuent de voir le VIH-SIDA sous l'angle de la superstition, qui croient cette maladie liée à des forces maléfiques ou à un mauvais sort que leur auraient jeté leurs ennemis. De plus, beaucoup y voient la « main de Dieu », qui punit les porteurs du VIH-SIDA pour leurs méfaits et que c'est, par conséquent, un châtiment mérité. Cette croyance en a alimenté une autre, selon laquelle le VIH-SIDA ne peut être guéri que par les prières et le miracle. Ainsi, au lieu de recourir à un traitement médical, ils vont chercher la guérison auprès des institutions religieuses telles que les églises, les mosquées et les officines de tradipraticiens. (...)

Effets négatifs de la stigmatisation et de la discrimination sur la société

La stigmatisation et la discrimination des personnes atteintes du VIH-SIDA sont profondément ancrées dans le tissu social nigérian. Ce comportement est conforté par les médias et continue d'être observé sur le lieu de travail. En effet, la propagation du VIH-SIDA fait l'objet d'un battage médiatique qui joue sur les peurs en voulant informer le grand public. Les médias utilisent des mots qui attisent la peur du public à l'égard des personnes contaminées, d'où leur isolement. Certaines entreprises licencient sans ménagement leurs employés séropositifs. Et comme une grande partie de la population ne sait pas exactement comment on « attrape » le VIH-SIDA, il est dès lors plus facile d'approuver la stigmatisation que pratiquent certains journaux et entreprises¹. Face à ce manque de connaissance du VIH-SIDA, le Nigeria adopte désormais une nouvelle stratégie, qui vise à impliquer les organisations religieuses et les groupes culturels

dans la planification et la mise en œuvre des programmes de lutte contre la pandémie. À preuve, la nouvelle campagne publicitaire lancée à travers le pays, avec pour slogan « *Moi, je me sens concerné, et vous? ... Arrêtez de prétendre que le VIH-SIDA n'existe pas!* ». Cette campagne d'affichage illustre les tout derniers efforts déployés par le Nigeria pour démontrer l'engagement au plus haut niveau des autorités dans la lutte contre l'épidémie, ainsi que la prise de conscience des dangers auxquels s'exposent les jeunes de ce pays.² Il est important que de telles mesures soient prises pour enrayer la propagation du VIH-SIDA et la coopération entre pouvoirs publics, autorités religieuses et groupes culturels et ethnique est un élément indispensable de la lutte contre cette pandémie. (...)

Conclusion

Les communautés rurales figurent souvent parmi les plus importants groupes à risque dans les économies en développement. La vulnérabilité au VIH-SIDA est entretenue par des facteurs complexes, à la fois d'ordre culturel, traditionnel et socioéconomique, mais aussi par la pauvreté, le comportement sexuel des adolescents, les phénomènes culturels secondaires liés à la minimisation des risques et le « machisme » absolu qui règne dans les communautés rurales. Dans la plupart des zones rurales, c'est aussi le statut économique et social subalterne des femmes et des jeunes qui renforce leur vulnérabilité.

Le VIH-SIDA en milieu rural est actuellement traité comme un problème de santé publique et nombreux sont les projets mis en place par les ONG locales et internationales, axés sur l'éducation, la santé et l'hygiène. Avec l'aggravation des répercussions économiques et sociales de l'épidémie, les programmes d'appui se multiplient avec des partenaires tels que l'ONUSIDA, l'USAID, le DIFID et les congrégations religieuses. C'est ainsi que les derniers plans d'action élaborés ont prévu des programmes de sensibilisation au VIH-SIDA.

La pandémie du VIH-SIDA menace incontestablement la viabilité des ménages, en compromettant gravement l'avenir des jeunes qui, demain, devront assurer la relève! De plus, les décès et la maladie qui affectent les familles mettent encore plus la pression sur leurs membres et, en particulier, les grands-parents. On constate plus de femmes contaminées abandonnées que d'hommes. Très peu de femmes ont recours aux préservatifs, notamment en milieu rural. Les ONG locales focalisent leur action sur les femmes et les jeunes pour mieux lutter contre les causes de l'infection par l'éducation et les activités de groupes menées dans les écoles, les collèges et les foyers. La dimension de l'égalité entre les femmes et les hommes en milieu rural est aujourd'hui prise en compte dans la lutte contre le VIH-SIDA au Nigeria, et cette approche reste une nécessité absolue si l'on veut faire reculer notablement la pandémie au sein des populations rurales.

1 http://www.ipsnews.net/aids2002/africa_2.shtml

2 http://www.ipsnews.net/aids2002/africa_2shtml

QUELQUES PRÉSENTATIONS DE L'ATELIER*

* Pour des raisons de place, les présentations écrites soumises par les participants (contributions des partenaires de Dimitra et du CTA) ainsi que les présentations orales des conférenciers peuvent avoir été raccourcies et/ou résumées.

Perspective du CTA sur le VIH-SIDA et l'agriculture : une question clé pour les pays ACP

ISOLINA BOTO | Chef de l'Antenne du CTA de Bruxelles



Pourquoi le CTA s'attaque-t-il au VIH-SIDA ?

- L'Afrique, qui regroupe 10% de la population mondiale, est le continent le plus touché par la pandémie avec 83% des décès et 9 nouvelles infections sur 10.
- La pandémie mine tous les efforts de développement entrepris ces 40 dernières années (espérance de vie, résultats économiques).
- Le VIH-SIDA a un impact spécifique sur l'agriculture et les travailleurs agricoles.
- La plupart des personnes infectées vivent dans les zones rurales.

Sensibilisation sur la pandémie

- Les outils et stratégies d'information et de communication peuvent aider à accroître la sensibilisation sur la pandémie.
- Le CTA peut sensibiliser et/ou soutenir les efforts déployés par les partenaires et les bénéficiaires des pays ACP au niveau national et régional.
- Les interventions menées par le CTA peuvent soutenir des programmes existants réalisés par des donateurs.
- Le VIH-SIDA est un problème qui recoupe différents domaines (transversal).

Agriculture, communautés rurales et VIH-SIDA

- Le VIH-SIDA a opéré un passage des villes aux zones rurales (surtout en Afrique subsaharienne).
- L'agriculture et la pêche sont touchées à divers niveaux :
 - Production;
 - Transformation, commercialisation, transport;
 - Agriculture commerciale, marchés, échanges commerciaux;
 - Impact économique sur les entreprises agroalimentaires.
- Les communautés rurales sont touchées de nombreuses façons (environnement, structure et valeurs sociales, sécurité et protection sociale, transfert de compétences et de connaissances, etc.).

Problèmes transversaux : genre et jeunesse

Les femmes et le SIDA

- Facteurs biologiques
- Inégalités hommes-femmes
 - Facteurs socioculturels
 - Féminisation de la pauvreté
 - Législation inégale ou défavorable
- Violence à l'égard des femmes
 - Violence domestique
 - Trafic des êtres humains et migration
- Viol
 - Guerres et situations de conflit

Jeunesse

- Un tiers des personnes infectées sont des jeunes (15-24).
- Manque d'accès à l'information et aux services préventifs.
- Ménages dirigés par des jeunes (plus lourde perte d'actif).
- Scolarisation insuffisante.
- Violence.

Intégrer le VIH-SIDA dans les questions de développement

Le VIH-SIDA n'est pas uniquement un problème de santé

- La lutte contre le VIH-SIDA doit passer par un soutien à l'agriculture dans les pays où le secteur agricole représente un part significative du PIB.
- Les liens entre SIDA et sécurité alimentaire, communautés rurales et systèmes agricoles doivent être surveillés de près.
- Les relations entre SIDA et pauvreté, pouvoir, genre, jeunesse, disponibilité et accessibilité des services de base, habitudes sexuelles et pratiques traditionnelles doivent être analysées.
- Besoin d'une approche multisectorielle et multi acteurs.
- Besoin d'un engagement politique.

Actions et défis urgents

Des recherches doivent être menées sur :

- Impact du VIH-SIDA sur les facteurs de production.
- Impact sur les proches non infectés et la communauté.
- Etudes sectorielles à visée décisionnelle sur le futur impact social, économique et politique du VIH-SIDA.
- Innovations et changements induits par le VIH-SIDA.
- Recherche agricole liée aux communautés infectées et aux autres secteurs.

- Cartographie de la vulnérabilité rurale par le biais de statistiques et de la collecte de données.

Information sur le VIH-SIDA

- Une communication efficace d'informations valides et adéquates est la solution spécifique à des taux d'infection imputables à un manque d'information ou à une désinformation concernant l'épidémie.
- Information sur la prévention, les traitements lourds, les effets, le confort de vie, l'espoir d'une plus longue survie.

Les TIC permettent de:

- Fournir des informations et de remédier à la désinformation qui mène au silence, au déni, à la stigmatisation et à la discrimination.
- Encourager le plaidoyer, la mobilisation, la mise en réseau et le renforcement des capacités (renforcement des pouvoirs des organisations communautaires).
- Fournir d'autres méthodes de communication où la liberté de parole ne serait pas limitée.
- Changer les attitudes et les comportements.

Outils d'information et de communication

Combinaison de technologies audiovisuelles:

- Radio, télévision, vidéo et appareils photo numériques.
- Ordinateurs personnels, accès à Internet, courrier électronique (e-mail).
- Téléphone (coût abordable des cartes prépayées).
- Documentation et kits de formation.
- Services de soins de santé via Internet (publications médicales électroniques, consultations électroniques, fourniture de médicaments).
- CD-Roms.
- Matériel imprimé (affiches, bandes dessinées).

Stratégies d'information et de communication

1. Promouvoir les investissements dans la technologie et l'infrastructure

- Investissements publics et privés (applications de télésanté, conseils juridiques, registre civil).
- Subventions pour téléphones portables, accès à Internet par satellite à faible coût.
- Logiciels libres accompagnés de solutions technologiques pour favoriser un meilleur accès.
- Ordinateurs de poche pour faciliter les enquêtes de terrain dans les zones rurales.

2. Promouvoir l'éducation et la sensibilisation en augmentant

- La prévention via l'éducation des groupes à plus haut risque (éducation à distance).
- Les efforts de recherche et d'épidémiologie au sein de la

population.

- L'éducation des travailleurs de la santé.
- Le plaidoyer et le lobbying :
 - Mesures de prévention abordables.
 - Lutte pour l'accès aux traitements.
 - Lobbying budgétaire.

3. Mise en réseau et renforcement des capacités pour les groupes locaux

- Construire et investir dans les institutions et initiatives locales, nationales et régionales pour le développement de solutions TIC innovantes et adaptées aux contextes locaux.
- Jumelage d'ONG (dans les pays développés/en développement ; urbain/rural).

4. Partage de connaissances

- Inclusion de groupes marginalisés pour connaître leurs besoins et outils (contenu local, langue).
- Dialogue avec la communauté et participation de cette dernière à la définition, mise en œuvre et évaluation de programmes d'information et de communication.
- Elaboration de mécanismes collaboratifs entre les gouvernements/donateurs et ces communautés.

5. Transfert des connaissances

- Régularité et clarté des informations de santé fournies.
- Diffuser les meilleures pratiques (stratégies d'adaptation des communautés, initiatives et organisations communautaires).
- Diffuser les ressources Web propres à chaque discipline et le matériel de formation en ligne.
- Diffuser les résultats de recherche dans un format approprié.

Actions et défis urgents

- Intégration du VIH-SIDA dans les initiatives sur les TIC et les services éducatifs.
- Cibler un accès accru aux TIC.
- Octroi de financement à des secteurs prioritaires.
- Gouvernance et responsabilité en matière de VIH-SIDA.
- Renforcement des initiatives et institutions locales.

Exemple pratique d'implication de la communauté dans la lutte contre le VIH-SIDA

ARISTIDE BASHIGE NDJUI | GTZ Santé

Cas de la Prévention de la transmission mère-enfant (PTME) à l'Hôpital Général de Kaziba Province Sud Kivu (RDC) avec La Fondation Roi Baudouin et GTZ Santé



Introduction

- Respect des critères pour implantation du site Prévention de la transmission mère-enfant (PTME)
- Etant donné l'absence des données sur la séroprévalence, on utilise des données démographiques
- Commencer par l'utilisation des services de Consultation Prénatale (CPN) et de Maternité
- Milieux et distances d'où viennent les femmes pour les soins de maternité et/ou CPN

Par qui faire passer le message

- Confessions religieuses
- Leaders et chefs de villages
- Ecole pour les jeunes
- Organisation à assise communautaire et autres groupements à la base comme :
 - femmes cultivatrices
 - femmes vivant seules
 - femmes dont maris ambulants
 - femmes vendeuses (petit commerce)

Approche et stratégies

- Relais communautaires identifiés et recrutés au sein des groupements à la base et au sein des organisations à assise communautaire
- Pairs éducateurs par cibles

Actions

- Mobilisation sociale pour l'appropriation de la lutte en vue de la pérennisation du projet
- Sensibilisation des masses et des cibles en vue d'un changement de comportement
- Assistance socio-psychologique individuelle pour des dépistages volontaire (privilégier choix éclairé)
- Référence suivant les besoins de prise en charge (PEC) créés
- Création de clubs de donneurs de sang bénévoles.
- Activités de suivi des femmes séropositives et de leurs enfants.

Acteurs effectifs

- Groupements à la base
- Organisation à assise communautaire et autres organisations à la base
- Accoucheuses et autres infirmières formées en assistance socio-psychologique

- Différentes structures de prise en charge (médicale, psychosociale, économique, spirituelle...)
- Professionnels de santé oeuvrant dans les structures sanitaires concernées

Résultats réalisés du 01/01/2004 au 30/04/2005

Femmes venues à la consultation prénatale :	2992
Femmes conseillées individuellement :	2816
Femmes ayant accepté volontairement le test :	2400
Femmes diagnostiquées séropositives :	52
Femmes revenues chercher le résultat :	2176
Total des accouchements à la maternité Kaziba :	3693

Autres constats

- Seuls 21 hommes ont adhéré au dépistage volontaire, parmi eux 7 séropositifs
- Sur les 52 femmes séropositives : 31 ont déjà accouché
- Sur les 31 :
 - 26 ont opté pour un allaitement maternel exclusif pendant 6 mois
 - 5 ont opté pour un allaitement maternel exclusif pendant 3 mois
 - Faute de moyens, aucune femme n'a pu se passer d'allaiter son bébé

Conclusions

- Taux d'acceptation du test: 81,3%
- Taux de retour pour résultat: 90,6%
- Taux de séropositivité des femmes enceintes: 2,1%

C'est-à-dire que le projet se porte bien car il a obtenu l'implication des bénéficiaires.

Propositions/Suggestions

- Dupliquer ce modèle amélioré dans d'autres zones de santé du Sud Kivu, puis de la RDC, de la sous région etc.
- Former davantage de femmes rurales et jeunes comme relais communautaires ou encore pairs éducateurs.
- Renforcer les capacités des groupements, organisation à assise communautaire et réseaux à la base dans la prévention (sensibilisation, etc.).
- Mettre en place un système efficace d'échanges d'informations.
- Plaidoyers pour une mobilisation de ressources.
- S'inspirer du modèle Fondation Roi Baudouin pour la mise en place d'activités de lutte contre le Sida.
- Mettre un accent particulier sur les aspects Sida et pauvreté, sécurité alimentaire et activités génératrices de revenus.

Soutien à des réseaux de femmes dans des programmes soutenus par la Banque mondiale

JEAN DELION | BANQUE MONDIALE

Le VIH-SIDA: une priorité de développement pour la Banque Mondiale (BM)

- Le VIH-SIDA est une priorité stratégique pour le développement des pays membres de la Banque mondiale (BM)
- La BM utilise son expérience pour aider ses états membres à passer rapidement à l'échelle nationale
- La BM participe à la lutte contre le VIH-SIDA depuis 1986, dans toutes les régions du monde
- La BM est une des premières sources de financement international de programmes contre le VIH-SIDA dans le monde, avec plus de 74 projets actifs et un engagement de 2 milliards de US dollars depuis 1986
- LA BM a accéléré sa réponse, avec des financements flexibles.

Accélération de l'engagement de la Banque mondiale dans la lutte contre le VIH-SIDA depuis 2000

1999: Décision d'intensifier l'action contre le VIH-SIDA en Afrique en réponse à une crise majeure de développement.

- Reconnaissance de la nécessité d'interventions de masse
- Reconnaissance du VIH-SIDA comme un problème de développement affectant en profondeur la société et l'économie
- Lutter contre le VIH-SIDA de façon intégrée et multi-sectorielle sous la coordination de comités nationaux efficaces
- Soutien à des opérations de masse, avec d'importants investissements dans le développement de capacités, la mise à disposition de financements aux niveaux des communautés et la conduite d'études de suivi évaluation

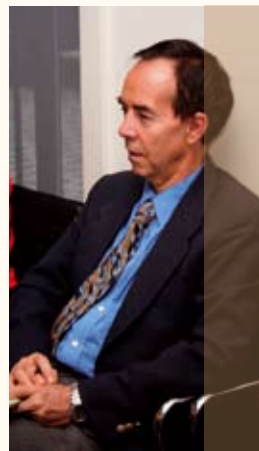
Dans l'AID 13 (le treizième réapprovisionnement de l' Association Internationale pour le Développement – le guichet de prêt de la Banque Mondiale pour les pays les plus pauvres), les fonds consacrés à la lutte contre le VIH-SIDA sont devenus des dons pour les pays éligibles par exemple en Afrique.

Principes de programmes MAP (Programme Plurinational contre le SIDA) par exemple en Afrique

- Soutien des Stratégies nationales de lutte contre le VIH-SIDA élaborées par les états membres avec l'appui de l'ONUSIDA
- Décentralisation de la gestion pour soutenir des milliers d'initiatives décentralisées dans chaque pays: chaque acteur prépare son plan d'action et reçoit directement des fonds mis à disposition par des guichets décentralisés (exemple,

Cameroun, 6.300 communautés, 70 entreprises, 50 ONGs ont déjà reçu des fonds pour soutenir leurs plans d'action

- Renforcement des capacités des différents acteurs
- Acceptation de risques (10 à 20% d'actions assez peu efficaces) au démarrage, mais contrôles serrés, évaluations et corrections
- Dissémination rapide de plans d'action réussis, comme modèles
- Conception flexible du programme adaptation aux contextes



La Banque Mondiale finance des projets exécutés sous l'autorité des Gouvernements; il n'y a pas de "Projets Banque mondiale"

- Chaque état prépare une Stratégie d'Assistance Pays (SAP) avec la BM et décide s'il souhaite un appui de la BM sur le SIDA
- Chaque état définit sa stratégie nationale contre le SIDA en étroite collaboration avec la société civile
- Chaque état prépare son projet de lutte contre le SIDA, la BM évalue et donne son accord pour le financement éventuel
- Les Réseaux de Femmes participent à la définition de la SAP et de la stratégie nationale sur le SIDA
- Elles font des commentaires sur les modalités de mise en œuvre des financements des programmes
- Elles peuvent influencer les décisions finales à travers les revues par les parlements, qui examinent et ratifient les accords de financement du Groupe de la Banque Mondiale

Des premiers résultats encourageants

Par exemple:

- Hausse du nombre de personnes qui accèdent à des tests et conseils volontaires (exemple an 1: <1% du nombre de séropositifs; an 3: >10% de ce nombre)
- Hausse de l'usage de préservatifs féminins et masculins (dans les sociétés qui utilisent ces préservatifs)
- Hausse du nombre de patients ayant accès aux ARV (anti-rétroviraux): an 1 quelques centaines; an 2 plusieurs milliers en année; an 4 plus de dix mille; accès gratuit aux tests, examens et ARV pour les plus démunis (exemple 1,800 patients indigents au Cameroun)

- Réduction du stigma: hausses massives de PVV (Personnes vivant avec le VIH-SIDA) vivant à visage découvert; plus de 95% des jeunes parlent au moins une fois par semaine du SIDA avec des membres de leurs familles
- Réduction du nombre de grossesses entre 15-18 ans

Mais il reste encore beaucoup de problèmes

- Les interventions massives créent l'image de « SIDA-Dollars » avec « de l'argent à ramasser », des gens préparent des plans fictifs et utilisent les fonds de façon peu efficaces.
- Beaucoup d'actions sont isolées et ont besoin d'être intégrés dans des cadres cohérents.
- Besoin de consolider les stratégies à différents niveaux: stratégies et plans d'action nationaux, provinciaux, communaux et communautaires.
- Besoin de mesures plus précises de résultats et de coût d'efficacité.
- Besoin d'analyses plus approfondies de facteurs locaux contribuant à la propagation du VIH et de la stigmatisation: par exemple, rapports de pouvoir femmes/hommes, jeunes/adultes, pauvres/riches (actions prises à avec l'appui de TANESA à Mwanza en Tanzanie).
- De nombreux pays sont en train de préparer des stratégies nationales contre le SIDA pour les 4 ans à venir: le contexte a changé, les stratégies et les procédures de mise en œuvre des programmes vont changer (approches programmes, mesures plus rigoureuses de résultats).

Les réseaux de femmes font partie de commissions qui orientent et contrôlent l'utilisation des fonds des projets financés par la Banque Mondiale

- Les réseaux de femmes ont des représentantes dans différentes structures qui orientent et contrôlent l'usage de fonds

publics, tels que des Comités Nationaux de Lutte contre le SIDA (CNLS) ou des Commissions de Contrôle et de Suivi

- Les CNLS votent chaque année les budgets nationaux, ils débattent à cette occasion de l'usage des financements (y compris ceux fournis par la BM) et améliorent les procédures de mise en œuvre des programmes de lutte contre le VIH-SIDA

Exemples de points d'entrée pour des Réseaux de femmes

Au sein des structures de planification sur le SIDA

- Influencer la stratégie nationale contre le SIDA sur l'analyse d'aspects genre
- Établir un groupe de travail sur Femmes/ SIDA au CNLS
- Désigner des membres compétents et influents pour représenter les réseaux de femmes dans tous les comités (nationaux, provinciaux, communaux, villageois)
- Demander à ces représentants de faire rapport aux Réseaux de Femmes chaque 6 mois, évaluer les succès et difficultés et préparer des solutions.

Au niveau local

- Organiser des formations des Réseaux de Femmes sur les procédures du Programme national de lutte contre le SIDA (PNLS) avec des cadres de ce dernier.
- Inviter des Organisations Féminines (OF) importantes à préparer leurs plans d'action et budgets, en relation avec les services décentralisés du PNLS
- Obtenir et gérer des premiers financements
- Faire la preuve de résultats et de bonne gestion pour donner confiance aux gestionnaires des PNLS afin de mettre davantage de financements à la disposition d'OF.

L'intérêt de la mise en réseau des radios communautaires



JEAN-PIERRE ILBOUDO | Spécialiste de la Communication pour le développement,
Division de la recherche, de la vulgarisation et de la formation de la FAO

Les années 90 marquent en Afrique l'ouverture du paysage radiophonique dans un grand nombre de pays. Les conditions ont été différentes d'un pays à un autre. Elle est parfois partielle avec des

radios libres a priori régies par des cahiers de charges des plus contraignants mais en réalité d'autres fois l'ouverture est plus grande...

Les radios doivent souvent faire face à d'énormes difficultés dues à :

- l'environnement politique et cadre législatif austères
- les difficultés financières
- un manque de reconnaissance ou de notoriété
- du personnel peu qualifié
- les difficultés à renouveler les équipements

La solution: Un réseau de radios communautaires, car dans un tel contexte il est clair que prise individuellement, les radios ne sauraient faire face à ces contraintes pour vivre et se développer pour continuer d'assurer leur mission. D'où, l'intérêt de mise en réseau pour les radios communautaires.

Le réseau peut être national ou international

Au niveau national

Ces radios trouvent dans le réseau: un cadre formel, de rencontre, de concertation, d'action et d'échange.

Le réseau est :

- une contribution qui vise à asseoir l'autorité technique, professionnelle et institutionnelle du secteur de la radio communautaire;
- une structure fiable et efficace capable de collecter, de traiter et de partager l'information, les données et toutes autres ressources intellectuelles et matérielles nécessaires à l'accomplissement de leur mission;
- un interlocuteur privilégié des institutions politiques et de développement sur le plan national et international.

Certaines radios communautaires ont pu mettre en place des réseaux bien structurés avec un fonctionnement qui a fait ses preuves depuis quelques années. On pourrait citer le National

Community Radio Forum (NCRF) en Afrique du Sud ou l'Union des Radios et Télévisions Libres (URTEL) du Mali.

Au niveau international

L'AMARC, partenaire de la FAO

- L'Association Mondiale des Radios Communautaires (AMARC) regroupe dans son réseau, des radios, des réseaux de radios, des individus, des institutions, des projets de radios et des groupes de production.
- Les réseaux nationaux trouvent auprès de l'Amarc le prolongement de leur action au plan international.
- L'Amarc défend et promeut la reconnaissance politique de la réglementation et des lois du secteur de la radio communautaire de même qu'elle assiste les radios dont la liberté d'expression est menacée en envoyant des alertes. Comme ce fut le cas au Tchad avec la radio Dja FM menacée de fermeture.
- L'Amarc soutient et aide à l'accès à l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) appropriées aux radios communautaires.
- La promotion du contenu local et la dissémination de l'information sont indispensables à la démocratisation de l'information, au partage d'expérience et à la maîtrise du processus de communication par les communautés. C'est pourquoi l'Amarc a mis en place une agence d'information (Simbani) pour mettre à disposition des radios du contenu local.
- Les radios communautaires trouvent auprès de l'Amarc un appui institutionnel pour assurer le bon fonctionnement et la viabilité des stations et des réseaux.
- Une question cruciale pour les radios est la formation.
- L'Amarc leur procure de la formation en différents domaines allant de la recherche de financement au montage numérique en passant par l'écriture journaliste, le leadership féminin etc.

Conclusion

- La mise en réseau vise essentielle à assurer la viabilité des radios à renforcer leur pouvoir d'action et à accroître leur influence dans le secteur des médias.
- Ce vaste programme se heurte parfois à la capacité de mobilisation des ressources tant humaines que financières des réseaux.
- Cependant la quasi majorité des pays dispose d'au moins un réseau national.

CTA – Programme de radio rurale

OUMY NDIAYE | Chef du Département Canaux et Services de Communication, CTA

Le CTA vise à renforcer les liens entre les chercheurs/euses et les animateurs/trices, les paysans/nes et les responsables des services d'information et de la communication.

Contexte et justification

Un environnement favorable marqué par :

- La libéralisation du secteur de la communication;
- La démocratisation et décentralisation progressive dans de nombreux pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) – changements rapides marqués par un accroissement du nombre de stations radio en zones urbaine et rurale;
- La révolution des NTIC (internet, téléphonie mobile) a ouvert la voie à d'autres perspectives et opportunités favorables au développement de la radio.

Quelques défis

- Faiblesse des systèmes d'information et de communication aux niveaux national et régional;
- Absence ou faiblesse dans la mise en oeuvre des politiques d'information et de communication avec pour conséquence un manque de ressources humaines, financières et infrastructurelles;
- Absence d'un consensus autour du concept de la radio rurale dans certaines régions ACP avec pour conséquence la production de programmes peu adaptés aux besoins des communautés;
- Faible capacité en institution de formation : pendant longtemps la seule institution de formation en Afrique était le CIERRO/URTNA de Ouagadougou.

Axes d'interventions

- **Dossiers radio**
 - Sont produits par le CTA et couvre plusieurs thèmes de développement agricole et rural.
- **Formation**
 - Organisation d'ateliers de formation pour les journalistes et les formateurs, production de matériels pédagogiques.
- **Partenariat national et régional**
 - Appui aux organisations nationales ou locales et aux réseaux régionaux de radio rurale et communautaire.

Dossier radio : couverture thématique 1990-2004

- | | |
|-------------------------------------|-----|
| – Transformation et stockage | 26% |
| – Production et santé animale | 26% |
| – Gestion des ressources naturelles | 22% |
| – Protection végétale | 13% |

- | | |
|-----------------------|----|
| – Production végétale | 9% |
| – Dynamique rurale | 4% |

Axes d'intervention : thèmes des formations 1990-2004

- | | |
|--|-----|
| – 25 sessions de formation aux niveaux national et régional; 402 personnes formées | |
| – Techniques de production | 62% |
| – Enquête d'audience | 25% |
| – Formation de formateurs | 13% |

Conclusion

- L'intégration des programmes radio aux NTIC peut contribuer positivement au changement;
- Le renforcement de capacité à différents niveaux (journalistes, producteurs) est une nécessité pour garantir une utilisation effective de la radio pour le développement;
- En revanche, il est important de ne pas surestimer le rôle de la radio dans le processus de développement. Il convient d'être conscient des limites de la radio comme outil de transmission des connaissances et des savoirs. Le meilleur impact qu'on puisse attendre est « sensibiliser, faire prendre conscience des difficultés et motiver à l'action. Ensuite, pour parvenir à des résultats positifs, le relais doit être pris par les vulgarisateurs et les partenaires au développement ». [Sylvia Biraahwa Nakabugu, 2001].



Les réseaux ruraux ACP, piliers de nos efforts de développement

HANSJÖRG NEUN | Directeur du CTA



Excellences, Mesdames et Messieurs,

Avant toute chose, permettez-moi de vous dire combien je me réjouis d'être parmi vous aujourd'hui et combien je regrette de n'avoir pas pu être des vôtres cette semaine en raison de ma mission au Niger. Néanmoins, j'ai été tenu informé du travail intense accompli cette semaine et je vous en remercie. Je souhaite également adresser toutes mes félicitations à l'ensemble des organisations partenaires présentes aujourd'hui et saluer leur élan de collaboration en faveur des communautés rurales qu'il nous faut soutenir.

J'ai été invité à m'exprimer sur le rôle des réseaux dans le cadre des efforts de développement entrepris par le CTA. Comme vous le savez, le CTA étudie également l'impact du VIH/SIDA sur l'agriculture et les communautés rurales, mais mes collègues de la FAO et l'experte en la matière, Mme Marcela Villareal, aborderont cette question plus en avant.

À propos du CTA

Le CTA est une organisation mixte ACP-UE issue de l'Accord de Cotonou, chargée de gérer l'information agricole et rurale à l'intention des 79 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). En tant que réseau, son objectif est de fournir des informations à un large éventail de parties prenantes des secteurs agricole et rural, et plus particulièrement aux communautés rurales. Notre organisation fonctionne au moyen de différents canaux, outils et partenariats, en vue d'informer, de sensibiliser et de favoriser le dialogue entre les différents acteurs des secteurs agricole et rural des pays ACP. Par conséquent, le CTA a recours à certains outils pour aider les communautés rurales et les groupes de femmes rurales dans leurs activités de mise en réseau : renforcement des capacités par la formation, bases de données de contact, service de questions-réponses, radio rurale, plates-formes électroniques, portails Web thématiques, etc.

Le CTA dispose d'une base de données de 36 000 adresses, travaille aux côtés de 8 000 organisations et son bulletin d'information Spore compte un million de lecteurs. En d'autres termes, même si le siège du CTA est situé à Wageningen, aux Pays-Bas, nous bénéficions du soutien et de la collaboration de tout un éventail de partenaires et de réseaux.

Dans la mesure où mes collègues vous ont déjà présenté les programmes menés par le CTA en début de semaine, je souhaiterais aujourd'hui aborder la question de la mise en réseau fondée sur notre expérience auprès des partenaires ACP.

Le CTA et les réseaux

« Le pouvoir ne réside pas dans les institutions, ni même l'État ou les multinationales. Il est au cœur des réseaux qui structurent la société. » (Manuel Castells, 2004)

Vous savez mieux que moi que les réseaux sont définis, de manière générale, comme étant des groupes de personnes ou des structures reliant un certain nombre d'acteurs (personnes ou organisations) partageant un intérêt commun ou un ensemble de valeurs communes. Les réseaux de Dimitra ou du CTA sont tous différents, en termes de couverture géographique et de public cible, mais ils partagent néanmoins des intérêts communs et la même volonté d'agir ensemble pour améliorer les conditions de vie et les moyens d'existence des femmes rurales.

Pourquoi la mise en réseau est-elle importante ?

Les réseaux sont extrêmement utiles. En effet, ils permettent d'échanger les connaissances au sein des communautés, de relier différents groupes, de collecter et de gérer l'information, d'accroître l'interaction avec les non-membres au niveau national et international, de mobiliser les ressources financières, d'obtenir une aide administrative et technique, de contribuer à améliorer l'élaboration des politiques en informant et en influençant les décideurs.

L'un des principaux défis auquel un grand nombre d'entre vous êtes confrontés est la durabilité (à savoir le manque de ressources financières, humaines et techniques), ainsi que le faible accès aux outils d'information et de communication, notamment au niveau de la connectivité. La mise en place de relations de confiance requiert du temps et des engagements à long terme, non seulement de la part des membres mais également des donateurs ou des organisations de soutien.

Les réseaux au service des femmes rurales

Cet atelier a mis l'accent sur les réseaux au service des femmes rurales et de l'agriculture dans la mesure où la plupart des pays ACP dépendent dans une large mesure du secteur agricole en termes d'emploi, de sécurité alimentaire, de revenu, etc. Nous savons également que les femmes jouent un rôle clé dans le

secteur agricole à petite échelle. Toutefois, des obstacles subsistent et très souvent, pour atteindre les femmes, il nous faut d'abord atteindre les hommes et les anciens avant d'encourager le changement social. Nous devons également nous poser les bonnes questions : la construction d'une pompe à eau non loin d'un village vient-elle réellement en aide aux femmes qui n'ont plus à parcourir de longues distances pour aller chercher l'eau ? Avons-nous seulement réfléchi au fait que le temps passé avec d'autres femmes pour aller chercher l'eau est peut-être le seul espace de temps libre dont jouissent les femmes, qu'elles peuvent utiliser également pour échanger des informations avec des femmes d'autres villages ? Nous devons nous pencher sur l'impact social de certaines de nos interventions en impliquant les femmes dans la prise de décisions.

Le rôle de l'information et de la communication et le rôle du CTA

La connaissance est source de pouvoir

- Plus l'information est disponible, plus il est essentiel de bien la gérer. Le CTA renforce les capacités des réseaux en offrant des services tels que le service de questions-réponses, la formation destinée aux dirigeants locaux, la mise en réseau des stations de radio rurale, etc.
- Les nouvelles technologies telles que l'Internet ont facilité notre travail mais les zones rurales sont encore soumises à de fortes contraintes, notamment en termes de connectivité. Le CTA entend soutenir l'acquisition d'équipement et de matériel, qui est une priorité du nouveau commissaire en charge du développement Louis Michel.
- Il est nécessaire de savoir comment exploiter au mieux l'information afin d'influencer l'élaboration des politiques. Le CTA mène des actions de plaidoyer en faveur des communautés rurales et des groupes de femmes auprès des institutions internationales, en facilitant la participation et la contribution de ces mêmes groupes aux principales manifestations des secteurs agricole et rural.
- Les mécanismes participatifs à long terme doivent être formalisés et l'interaction entre les chercheurs, les décideurs et les acteurs communautaires doit être accrue. Comme vous l'avez souligné, très souvent, les femmes rurales n'ont pas la possibilité d'interagir avec d'autres groupes et demeurent isolées. Des ateliers comme celui-ci favorisent l'interaction avec l'ensemble de ces groupes.
- Il convient de renforcer la production, la gestion et l'utilisation de l'information par nos partenaires ACP, en encourageant l'élaboration de contenu local par les propres acteurs locaux.
- Les réseaux locaux peu visibles ou isolés doivent être encouragés. Certains d'entre vous ont mis en évidence la nécessité de former des partenariats avec les autorités locales au sein

des gouvernements décentralisés.

- Il nous faut améliorer les capacités de suivi et d'utilisation des fonds provenant des donateurs. Le CTA offre une assistance périodique à ses réseaux en termes de gestion financière et administrative.
- L'approche bilatérale et multilatérale repose souvent sur la sensibilisation des décideurs, délaissant du même coup les chefs religieux et d'autres groupes d'influence qui ne peuvent être ignorés.

Nos collègues d'ENDA-Pronat, au Sénégal, ont parfaitement illustré les changements positifs opérés au niveau de l'échange et du dialogue mené par les femmes avec les hommes et les autorités religieuses de leur communauté, sur des questions telles que le VIH-SIDA.

Modes de partage de l'information fondés sur la collaboration : les réseaux Nord-Sud

En Europe, les réseaux, plates-formes et organisations prenant une part active aux efforts de développement peuvent aider le CTA, Dimitra et leurs partenaires à échanger, partager et transmettre l'information sur des questions clés. Je suis heureux de constater que des plates-formes d'ONG européennes telles que Concord ont apporté leur soutien à cet événement.

Suivi

Que pouvons-nous faire collectivement et que peut faire le CTA aux côtés de Dimitra et des autres partenaires ?

- Renforcer les communautés et les réseaux existants en partageant les ressources et en exploitant les avantages comparatifs avec des organisations telles que la FAO, Dimitra et d'autres.
- Encourager et appuyer le dialogue et l'échange d'information continus au sein des communautés et des réseaux existants en apportant un soutien accru aux outils d'information traditionnels et plus modernes : interaction en face à face, aide institutionnelle, outils TIC, consultations électroniques.
- Travail de plaidoyer auprès des décideurs des pays de l'UE et ACP sur la nécessité d'un soutien renforcé apporté aux réseaux ruraux, aux jeunes agriculteurs, aux organisations de femmes et aux groupes de la société civile.
- Identification des partenariats et des programmes cofinancés visant à influencer l'élaboration des politiques, lesquels peuvent prendre la forme de partenariats public-privé ou d'une aide en vue d'accéder aux financements de l'UE et d'autres sources.

Dernier point, de première importance, je suis à l'écoute de vos recommandations et je prends bonne note du soutien concret que vous attendez de nous.

L'impact du VIH-SIDA sur la sécurité alimentaire

JOERGEN MAERSK PEDERSEN

Directeur du Bureau de liaison de la FAO avec l'UE et la Belgique



Mesdames, Messieurs,

Je voudrais d'abord vous remercier vivement de m'accueillir aujourd'hui. Mon intervention porte sur l'impact du VIH-SIDA sur la sécurité alimentaire.

95% des personnes affectées par le VIH-SIDA vivent dans les pays en voie de développement. Jadis

problème essentiellement urbain, le VIH-SIDA a progressivement envahi les campagnes. La majorité des populations qui en sont affectées dans le monde entier vivent aujourd'hui en milieu rural. En Afrique subsaharienne notamment, où se trouvent 70 pour cent des cas de VIH-SIDA, plus de deux tiers de la population des 25 pays les plus touchés vit dans les campagnes. Au cours de la période 1985-2000, quelques 7 millions de travailleurs agricoles sont morts du SIDA dans les 25 pays les plus affectés. Ces pays pourraient perdre jusqu'à 26 pour cent de leur main-d'œuvre agricole d'ici 2020.

On constate par conséquent, un impact de l'épidémie de plus en plus important sur l'alimentation, la sécurité alimentaire, la production agricole et les sociétés rurales de ces pays. Tous les aspects de la sécurité alimentaire, à savoir disponibilité, stabilité, accessibilité et usage des aliments, sont touchés dans les régions de forte prévalence du VIH-SIDA.

La crise alimentaire, qui a menacé plus de 14 millions de personnes en Afrique australe en 2002-2003 a malheureusement mis encore plus en avant les interactions entre le VIH-SIDA et la sécurité alimentaire. Cette crise a démontré qu'il était impossible de mener une lutte efficace contre la faim dans les régions ravagées par le SIDA si les interventions n'étaient pas axées sur les besoins spécifiques des ménages touchés par le VIH-SIDA et n'englobaient pas des mesures pour prévenir la maladie et ralentir sa propagation. Cette crise alimentaire de l'Afrique australe s'est déclenchée sous l'effet combiné de sécheresses récurrentes, de l'échec des politiques économiques et des troubles civils. Son impact a été aggravé par l'épidémie dévastatrice de SIDA qui avait déjà anéanti des millions de familles, compromis le secteur alimentaire et affaibli la capacité de réaction des gouvernements. Rien qu'en 2001, l'année qui a précédé la crise en question, près de 500.000 personnes sont mortes du SIDA dans les pays touchés, laissant environ 2,5 millions d'orphelins.

Le VIH-SIDA provoque et aggrave l'insécurité alimentaire par

son impact à plusieurs niveaux : au niveau direct des ménages, au niveau des communautés, et enfin au niveau national

Au niveau des ménages :

- La situation est aggravée principalement par l'impact du VIH-SIDA sur la capacité des ménages de produire des aliments en raison d'un manque de bras et de la disparition du savoir concernant les méthodes de culture. La plupart des victimes du SIDA sont des jeunes adultes qui tombent malades et meurent durant les années où ils devraient être les plus productifs. Ils laissent derrière eux une population avec une proportion trop grande de personnes âgées et de très jeunes, dont beaucoup sont orphelins. Dans certaines zones durement touchées, des études ont révélé que plus de la moitié des ménages étaient dirigés par des femmes, des grands-parents ou des enfants restés orphelins. Privés de main-d'œuvre, de ressources et de connaissances sur les cultures de base et de rente, de nombreux ménages sont passés aux cultures d'aliments de première nécessité. D'autres ont carrément abandonné leurs champs. Une étude au Zimbabwe a montré que la production de maïs avait chuté de 61 pour cent, parmi les ménages ayant subi un décès lié au SIDA. Dans deux districts du Kenya touchés par le SIDA, une étude a montré que 7 pour cent seulement des orphelins dirigeant des exploitations agricoles avaient des connaissances adéquates dans ce domaine.
- Quant à l'insécurité alimentaire des ménages, elle est également aggravée car le VIH-SIDA entrave fortement la capacité de ces ménages touchés à acheter des aliments par suite de l'appauvrissement causé par la disparition des avoirs du ménage et des membres productifs de la famille. Le SIDA dépouille les ménages de leurs biens et avoirs en les contraignant à brader le peu qu'ils possèdent pour payer les dépenses médicales et funéraires. Une étude réalisée dans un pays africain a montré que le coût des soins aux patients et des funérailles qui s'ensuivent, était supérieur aux revenus agricoles annuels moyens. On observe par conséquent une diminution de la consommation alimentaire des ménages atteints par le virus du SIDA. Des études réalisées en Tanzanie ont montré que la consommation d'aliments par habitant diminuait de 15 pour cent dans les ménages les plus pauvres lorsqu'un adulte mourait.
- Enfin, les femmes sont particulièrement vulnérables dans les ménages touchés par le VIH-SIDA. Ce sont habituelle-

ment elles qui s'occupent des malades et des mourants en plus des lourdes tâches qu'elles assument pour approvisionner et nourrir le ménage. Elles sont plus susceptibles d'être illettrées, elles ont un statut socio-économique inférieur et ont moins de droits, ce qui limite leur accès aux ressources et aux services sociaux.

Au niveau des communautés :

- Ce sont les communautés rurales qui supportent les coûts les plus élevés de la pandémie, car de nombreux habitants des villes et travailleurs migrants rentrent dans leur village natal lorsqu'ils tombent malades. Les filets de sécurité traditionnels, qui contribuent à la sécurité alimentaire en période de besoin, s'écroulent dans les communautés les plus touchées, où les familles et leurs voisins sont trop accablés pour s'entraider avec de la nourriture, des prêts, une aide dans les champs, ou simplement pour s'occuper des orphelins.

Au niveau national :

- D'après les estimations récentes, la pandémie a déjà réduit les taux de croissance économique nationaux de 2 à 4 pour cent par an, dans toute l'Afrique. Les données indiquent également que la sous-alimentation a continué à augmenter dans les pays d'Afrique subsaharienne où le VIH-SIDA était déjà généralisé en 1991, mais déclinait dans les pays qui avaient une plus faible prévalence.
- L'épidémie a donc des conséquences importantes pour les institutions nationales officielles et leur capacité de mener des politiques et de réaliser des programmes d'aide aux ménages ruraux. Elles peuvent subir des pertes considérables de ressources humaines lorsque leur personnel et leurs familles sont victimes du VIH-SIDA. Le personnel qualifié est souvent le premier à être touché par la maladie. La perturbation des services nationaux aggrave encore les difficultés rencontrées pour satisfaire les besoins d'une population atteinte par le VIH-SIDA.
- Enfin, la diminution de la main d'œuvre, de la productivité des travailleurs et de la production totale et le ralentissement de la croissance économique pourraient entraîner une diminution de l'approvisionnement alimentaire avec une hausse du prix des denrées, notamment dans les zones urbaines. La faillite des entreprises commerciales risque de compromettre la capacité d'exportation et de mobilisation de devises du pays. L'épidémie a donc un impact important sur le développement car elle touche trois grands facteurs de la croissance économique, à savoir le capital physique, le capital humain et le capital social. Les estimations du PNUD pour l'Afrique du Sud, par exemple, laissent penser que l'indice de développement humain pourrait baisser de 15 pour cent en 2010 à cause du VIH-SIDA.

Comment réagir face à la crise du VIH-SIDA et vis-à-vis son impact sur la sécurité alimentaire ?

Ma collègue, Marcela Villarreal, Directrice de la Division de la Parité hommes/femmes et de la population à la FAO-Rome détaillera cet après-midi l'approche de la FAO dans ce domaine.

Je voudrais brièvement indiquer que les initiatives de lutte contre l'épidémie doivent s'appuyer sur les principes suivants :

- En premier lieu, une gestion dynamique et l'engagement politique à tous les niveaux sont indispensables pour que les mesures de prévention du VIH-SIDA et de réduction de ses effets soient efficaces. Sans le soutien résolu des institutions politiques et sociales, il n'y aura pas les ressources nécessaires pour faire face à l'épidémie. L'aval des autorités au plus haut niveau politique est essentiel pour les mesures intersectorielles. La prévention du VIH-SIDA dans les communautés pauvres ne peut être effective que si elle s'accompagne d'une aide importante et de mesures de développement.
- En deuxième lieu, dans les pays en développement, il est essentiel que les Groupes pour la sécurité alimentaire puissent se charger de surveiller les conséquences du VIH-SIDA dans les régions touchées et d'en signaler les effets. Il convient également de revoir les lois et les coutumes relatives à l'accès à la terre et aux ressources pour faire en sorte que les moyens de subsistance des veuves, des orphelins et des autres ménages pauvres atteints par le VIH-SIDA soient préservés.
- En troisième lieu, il est essentiel de répondre aux besoins fondamentaux, alimentaires et autres, des ménages démunis. Une conception du développement centrée sur l'être humain, multisectorielle et fondée sur la communauté est indispensable pour créer et maintenir les conditions permettant de juguler le VIH-SIDA et de s'attaquer aussi efficacement que possible à ses conséquences.
- En quatrième lieu, on peut combiner très efficacement la lutte contre le VIH-SIDA et la sécurité alimentaire en incorporant des considérations sur le VIH-SIDA dans les actions en faveur de la sécurité alimentaire et, réciproquement, des objectifs de sécurité alimentaire dans les programmes de lutte contre le VIH-SIDA.
- En cinquième lieu, l'information et la communication dans ce domaine sont indispensables. Il faut mettre en place des campagnes d'opinion vigoureuses pour sensibiliser les gouvernements, les responsables politiques, les ministères, les témoins de l'opinion et le grand public aux conséquences du VIH.

La FAO a donc un rôle important à jouer dans la lutte mondiale contre le VIH-SIDA. Les buts premiers de l'Organisation à cet égard sont :

1. d'encourager à haut niveau la sensibilisation au VIH et la volonté politique de traiter les problèmes qu'il pose ;
2. de réduire ses conséquences en termes d'accroissement de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition ;

3. de promouvoir la reconstitution, le maintien et la consolidation des moyens de subsistance et des filets de sécurité des sociétés rurales et enfin ;
4. de mettre en place des dispositifs multisectoriels et participatifs efficaces pour assurer la sécurité alimentaire des habitants et des pays atteints par le VIH-SIDA.

L'action de la FAO dans ce domaine ne peut bien entendu pas se réaliser sans le soutien et participation financière des principaux pays donateurs. Je voudrais profiter de l'occasion qui m'est donnée aujourd'hui pour les remercier de l'assistance apportée

aux activités de la FAO dans la lutte contre le VIH-SIDA en milieu rural, en particulier l'action du gouvernement belge notamment pour son assistance dans la mise en œuvre d'actions importantes dans ce domaine comme le projet DIMITRA et les projets en Zambie, Ethiopie et Mozambique avec le Fonds belge de survie. Je voudrais enfin remercier et féliciter la DGCD, la Fondation Roi Baudouin, le CTA mais également toute l'équipe et partenaires du projet DIMITRA pour l'organisation de l'atelier d'aujourd'hui.

Le travail en réseaux Nord/Sud/Sud

HÉLÈNE RYCKMANS | *Chargée de mission au Monde selon les femmes, Présidente de la Commission Femmes et Développement*

Je vous remercie de m'inviter à participer à vos conclusions et en particulier celles qui concernent la dynamisation des réseaux. C'est en effet en ce domaine que le Projet Dimitra, que je remercie chaleureusement, m'a invité à intervenir, au nom du Monde selon les femmes et au nom de la Commission Femmes et développement.

Lors de l'atelier de 2002 (voir le rapport) j'avais présenté le sens qu'avait selon nous le travail en réseaux.

Le Monde selon les femmes est une ONG de développement, spécialisée dans le plaidoyer, la formation et l'appui méthodologique sur le genre. C'est la seule ONG belge à mener cette action de manière centrale.

Elle offre un appui à la mise en oeuvre de pratiques garantissant l'égalité entre les femmes et les hommes ainsi qu'un appui aux réseaux de femmes Sud/Nord. Dans ce cadre, elle organise des formations en genre et édite des publications (outils sur le genre,...), notamment la revue et le réseau Palabras.

Le Monde selon les femmes travaille en réseaux

Pour étendre et enrichir son travail de sensibilisation, pour décupler son action et ainsi accroître la sensibilité des acteurs de développement, du Nord surtout, aux à l'égalité de genre, le Monde selon les femmes poursuit sa participation active à divers réseaux:

- Belge (la Commission Femmes et Développement, le Comité de la marche mondiale des femmes et toutes les structures, institutions et associations avec lesquelles nous sommes en lien);
- Européen - WIDE (Women in Development Europe) et notamment son travail d'alphabétisation économique à partir de l'éducation populaire et des savoirs des femmes au quotidien;
- Sud/Nord.

Les réseaux sont là pour donner du sens à l'engagement. Ils permettent de construire:

- du plaidoyer, des argumentaires communs, relayés du Sud vers le Nord et du Nord vers le Sud ;
- de l'action citoyenne, en proposant des changements de mentalités et de politique.

Objectifs de la mise en réseaux

La participation du Monde selon les femmes à ces divers réseaux vise :

- d'une part à interpeller les ONG, le secteur de la coopéra-

tion, le monde politique belge ou européen sur la question du genre, et à les enrichir de notre expérience et de celle de nos partenaires, que nous relayons ;

- d'autre part à réunir les partenaires du Sud en liaison avec ceux du Nord. Une place importante est dévolue aux migrantes et à leurs apports, essentiels, pour la société belge.

L'objectif est:

- de valoriser les réflexions et les méthodologies du Sud, en favorisant la circulation de l'information entre les groupes, et;
- de mener des actions communes (par exemple autour des thèmes de la Marche mondiale des femmes : pauvreté et violences, autour de la mondialisation et de la privatisation des services, autour du développement durable).

Mise en œuvre des concertations en réseaux

Pour fonctionner en réseaux, nous nous appuyons sur l'implication de nos membres du M/F dans des réseaux multiples. Lors de rencontres nous favorisons les contacts entre associations, en Belgique, Europe, Afrique francophone ou Amérique latine et avec chaque fois l'invitation de partenaires du Sud, ou d'invitées du Sud qui deviennent ainsi peu à peu des partenaires.

La mise en gestion informatisée des ressources, la base de données, notre site WEB sont des outils utiles à ces actions !

Le Monde selon les femmes fonctionne en réseaux autour de trois axes :

1. le projet Palabras
2. les réseaux de formatrices et personnes ressources en genre
3. les réseaux d'échanges et de contacts

1. Le projet Palabras

Depuis 1996, un regard croisé Sud/Sud/Nord est jeté sur le développement via la revue PALABRAS.

Réunies autour d'un même sujet, des groupes de femmes racontent leur histoire, leur vécu. Il s'agit de « rendre visibles » le processus d'autonomisation et d'empowerment, les stratégies et l'innovation des femmes. Les récits proviennent des trois



continents (l'Europe du Sud, l'Amérique latine et l'Afrique francophone), et sont traduits en français et en espagnol.

Le fait de se raconter et d'être lues ailleurs assure aux femmes – par le regard extérieur – le renforcement en interne. Il permet également une prise de conscience des enjeux centraux et identiques que les femmes rencontrent au Nord et au Sud : les discriminations, la difficulté de contrôler les ressources, les résistances à l'égalité, la lenteur, manque de mécanismes de changement social. Le Nord n'a pas de leçons à donner au Sud, les stratégies peuvent s'enrichir mutuellement.

La revue par ses récits croisés permet également d'échanger des stratégies et de donner à penser ! Par exemple, le récit de IDEAS au Chili sur la formation au leadership pour les jeunes femmes a été traduit en *mooré* pour le bulletin le kwakwa du RECIF au Burkina Faso...

Dès 1998, la revue a donné lieu à la création d'un réseau, le réseau Palabras.

Le réseau Palabras

Le Réseau se crée comme :

- un espace d'échanges d'informations, d'expériences. Il permet d'échanger les informations entre groupes de base et également de construire des actions en commun à l'intérieur et à l'extérieur du réseau ;
- un réseau pertinent pour l'amélioration de l'action politique et pour infléchir la politique de coopération du gouvernement belge.

Le réseau Palabras vise à établir une réciprocité des groupes, car les réseaux ont une valeur stratégique dans la construction d'une identité des groupes des femmes. Avec le réseau Palabras, comme espace de mobilisation, nous voulons développer une nouvelle éthique dans la façon de s'organiser et d'échanger les informations.

Rencontres Palabras précédentes

- Ière rencontre Palabras *Création du Réseau Palabras* (1998)
- IIème rencontre Palabras *«Le rôle des institutions d'appui aux femmes et leur impact pour le développement»* (1999)
- IIIème rencontre Palabras *«La Marche mondiale des femmes»* (2000)
- IVème rencontre Palabras *«L'importance des réseaux de femmes»* (2001)
- Vème rencontre Palabras *«Impact des privatisation des services publics, alternatives et stratégies féministes internationales»* (2002)
- VIème rencontre du réseau Palabras *«Plaider pour d'autres mondes»* (2003)
- VIIème rencontre Palabras *«Contre la Mondialisation de la pauvreté – Stratégies des femmes – Rôle des ONG belges»* (2004)

Le Réseau, qui fut informel dans un premier temps et compte en 2005 140 associations, vise une démarche de partenariat :

- se connaître (par des rencontres annuelles) ;
- se re-connaître dans une même démarche, et dans une volonté politique commune.

Depuis début 2005, le Réseau Palabras s'est formalisé comme un réseau d'apprentissage et d'action communautaire sur le genre (en abrégé RAAC).

Le Monde selon les femmes coordonne ce projet de sensibilisation de l'opinion publique européenne aux questions de développement. D'une durée de 3 ans, le projet RAAC est mis en œuvre en partenariat avec ACSUR – Las Segovias (Espagne), CECYM (Argentine), CONAFED (République Démocratique du Congo) et GRAAL (Portugal).

L'objectif général du projet est d'intégrer la question de l'égalité de genre dans toutes les activités de sensibilisation, d'éducation au développement et de coopération internationale ainsi que dans les politiques mises en œuvre aux différents niveaux.

Le projet se penche sur différents thèmes tels que la violence, le développement durable, les enjeux macroéconomiques, la mondialisation. Les nombreuses actions prévues s'articulent autour de quatre axes principaux :

- la création d'un réseau (échanges d'informations, de documents, d'expériences en utilisant les NTIC et création d'une base de données d'associations actives au Nord et au Sud) ;
- la sensibilisation et le plaidoyer sur le genre et le développement (campagnes, lobbying à différents niveaux et dans les différents pays) ;
- des formations (formations croisées N/S, formations de formateurs) ;
- la production et l'adaptation de matériel pédagogique et de sensibilisation (revue Palabras, matériel pédagogique, audio et visuel, documents de plaidoyer, publication des actes des séminaires).

Chaque année, un séminaire international réunissant les partenaires du projet ainsi que les acteurs clé concernés a été prévu : cette année il sera co-organisé avec CONAFED, aura lieu en République démocratique du Congo dans la première quinzaine d'octobre et aura pour sujet les nouveaux enjeux du développement en Afrique.

Une autre activité commune en 2005 est une Campagne de sensibilisation et plaidoyer «mondialisation – les nouvelles formes de violence de genre», dont le CECYM, en Argentine, est responsable et qui sera promue par chacun des partenaires entre autre à l'occasion du 25 novembre, journée mondiale contre les violences faites aux femmes.

2. Les réseaux de formatrices en genre et personnes ressource

Le M/F organise des formations internationales sur le genre. Chaque année nous répondons à la demande de groupes de femmes du Sud (dans leur pays ou en Belgique), et surtout depuis 4 ans, nous animons (en partenariat avec l'AIDEP) une formation internationale de 2 mois sur le genre comme condition du développement durable. Toutes ces personnes formées en genre constitue peu à peu un réseau de compétences, une base de partenariat. Elles sont des actrices de l'égalité pour agir dans leur pays, mais également pour aiguillonner la coopéra-

tion belge ; lorsqu'elles se regroupent en réseaux locaux, elles décuplent leur impact !

3. Les réseaux d'échanges et de contacts en Belgique

En particulier en Belgique, la Commission Femmes et Développement, le Comité de la marche mondiale des femmes sont des espaces de concertation et de plaidoyer très importants.

La Commission Femmes et Développement qui vient de fêter ses 10 ans est un organe consultatif auprès du Secrétaire d'Etat belge à la Coopération au Développement.

Son objectif est de promouvoir la prise en compte du genre dans les projets et politiques de coopération internationale belge.

Elle a pour mission de formuler des avis sur l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique de coopération internationale concernant les Femmes et le Développement; d'émettre de sa propre initiative des avis sur toute question relative au domaine Femmes et Développement; de soutenir les initiatives et activités dans ce domaine par la coordination, la concertation et l'échange d'informations; et de favoriser les activités de sensibilisation de l'opinion publique sur la problématique Femmes et Développement

La CFD joue un triple rôle:

- un rôle d'avis et de conseil sur la politique de coopération, pour la prise en compte du genre. Elle rend des avis, requis légalement, sur les orientations politiques et stratégiques de la coopération belge.
- un rôle d'interpellation, de réflexion et d'orientation (plaidoyer), pour renforcer l'intégration du genre dans les projets et programmes de la coopération belge.
- un rôle de sensibilisation du public, en partant des réflexions et des luttes des femmes du Sud.

Ces dernières années, les membres de la CFD se sont attachés à faire entendre les voix des femmes du sud et à travailler en concertation avec des ONG de femmes, sur des sujets aussi primordiaux que

- les mutilations génitales – en collaboration avec le GAMS (Groupe femmes pour l'Abolition des Mutilations Sexuelles),

- le rôle crucial des femmes pour la résolution des conflits et la mise en œuvre de la résolution 1325 des Nations Unies – en collaboration avec le NVR (Conseil Hollandais pour les femmes),
- les Objectifs du millénaire, en argumentant sur la nécessité d'aller bien au-delà de ces objectifs pour atteindre l'égalité de genre et en établissant des fiches concrètes de recommandations sur la manière d'intégrer le genre dans tous les ODM, notamment par le financement du développement et l'affectation de nouvelles ressources pour les femmes,
- Elle se penche également sur les indicateurs d'empowerment, en adoptant une démarche de recherche participative sur l'élaboration de tels indicateurs.

Un réseau informel mais agissant

La CFD est un espace unique d'échanges et de concertations entre expert(e)s, ONG de développement, ONG de femmes, Universités, la DGCD dont la Cellule Genre et le Cabinet de la Coopération. Elle associe également la CTB et le projet Dimitra à ses travaux. Nous recommandons la création de telles instances dans tous les pays européens et du Sud. Il faut signaler la création récente en Belgique d'un Institut pour l'Egalité entre les femmes et les hommes. Toutes ces compétences et cet engagement permet dès lors la constitution d'un réseau Genre et Développement informel mais agissant. Celui-ci est un espace de concertation, et un outil de lobby institutionnel pour rappeler les engagements de la loi de coopération belge, qui fait de l'égalité de genre une priorité transversale, et les engagements internationaux notamment ceux pris à Pékin. Les engagements sont pris, ils doivent se concrétiser avec l'aide de tous !

Il est en effet fondamental de bien prendre conscience de l'importance de garantir les acquis - qui s'effiloquent rapidement si la volonté politique ou les moyens font défaut mais qui sont une base stimulante pour légalité Nord/Sud et Hommes/Femmes !

Je vous remercie...

Technologies nouvelles de l'information pour la mise en réseaux

SOPHIE TREINEN | Spécialiste de la gestion de l'information, WAICENT*, FAO

Introduction aux TIC

Les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) possèdent un immense potentiel afin de favoriser la communication au niveau des zones rurales, en permettant la collecte, l'archivage, le traitement, la récupération et l'échange d'information de manière rapide et efficace. Parmi les exemples pratiques des nouvelles TIC et de leurs applications, nous pouvons citer les sites Web interactifs, les communautés électroniques, les bibliothèques virtuelles, la publication assistée par ordinateur, les CD-ROM, le courrier électronique, les bases de données en ligne, la visioconférence et les téléphones portables.

Avantages

Pour les partenaires de Dimitra et du CTA, de tels outils peuvent se révéler une aide précieuse en vue de créer et de renforcer des réseaux fondés sur l'interaction et la collaboration, dans la mesure où ils favorisent la communication horizontale et verticale et connecter des personnes géographiquement dispersées. En utilisant efficacement les TIC, nous pouvons structurer l'information sous différents formats et gérer, rapidement et économiquement, d'importants volumes de données, facilitant ainsi les mécanismes décisionnels et les partenariats avec les médias.

Contraintes

L'utilisation des nouvelles TIC au service du développement rural et agricole peut présenter toute une série d'avantages clés par rapport aux médias traditionnels. Cependant, un grand nombre d'entre vous êtes pleinement conscients des obstacles auxquels font face les nouveaux projets TIC, notamment le coût élevé des technologies en termes de maintenance et d'accès, le manque d'infrastructure accessible en matière de télécommunications et d'électricité, et l'utilisation de solutions technologiques propriétaires. D'autres facteurs entrent également en ligne de compte, comme la non-intégration des médias et des méthodes et canaux de communication existants, une planification insuffisante et non participative, un manque d'implication des parties prenantes, plus particulièrement des femmes et des jeunes et la nécessité impérieuse d'un renforcement des capacités.



Une nouvelle ère dans la gestion de l'information

La gestion de l'information couvre les différentes étapes du traitement de l'information, de la production à l'archivage et de la récupération à la diffusion. L'information peut émaner de sources internes ou externes et se présenter sous différents formats. Si les nouvelles technologies peuvent favoriser la communication et améliorer la gestion et l'échange d'information, le facteur humain reste le principal facteur de réussite. Les technologies numériques ont modifié la manière dont les organisations produisent et diffusent l'information. En conséquence, nous sommes face à de nouvelles possibilités et à de nouveaux besoins. De nouvelles fonctions font leur apparition (auteurs, responsables de la publication, responsables de l'informatique, webmasters, etc.) et de nouvelles connaissances et compétences sont nécessaires. Grâce à une formation et à des outils adaptés, les acteurs de disciplines diverses peuvent associer leurs compétences et leurs connaissances afin de mettre en place un flux de travaux intégré et de gérer efficacement l'information numérique au sein de leur organisation.

* Centre mondial de l'information agricole

Les enseignements

Les projets TIC nous permettent de dégager des enseignements, sur la base desquels nous pouvons définir huit clés de réflexion visant à améliorer l'impact de l'information et de la communication :

1. **Adapter le contenu au contexte local** : l'information provient-elle de sources appropriées et est-elle présentée de façon accessible ?
2. **Exploitation des systèmes existants et travail avec les politiques en vigueur** : l'intervention a-t-elle pour effet de renforcer plutôt que de remplacer les réseaux de communication disponibles ? Permet-elle d'envisager des solutions compatibles avec le cadre d'action existant ?
3. **Prise en considération de la diversité** : l'intervention répond-elle aux différents besoins en information et communication des hommes et des femmes, des jeunes et des personnes âgées, et d'autres groupes (raciaux, ethniques et socio-économiques) qui ont des exigences spécifiques ?
4. **Renforcement des capacités** : l'intervention renforce-t-elle les capacités des institutions et des personnes leur permettant ainsi d'accéder à une gamme élargie d'informations et de fournir des contenus adaptés ?
5. **Accès équitable et autonomisation** : l'intervention permet-elle de garantir que l'information atteigne les personnes les plus démunies et leur donne les moyens d'agir, et de participer aux processus décisionnels ?
6. **Création de réseaux de partenariats** : l'intervention permet-elle de créer des liens horizontaux et verticaux et d'instaurer l'appropriation collective par les communautés, les organisations et les secteurs ?
7. **Adopter d'une approche réaliste des technologies** : l'intervention permet-elle de créer des systèmes socialement durables et acceptables, qui renforcent les structures existantes, qui peuvent être élargis et qui exploitent toute la gamme des médias existants ?
8. **Partage des coûts de l'information de manière appropriée** : l'intervention peut-elle financer de manière réaliste et durable la création d'infrastructures d'information appropriées et la fourniture d'un contenu pertinent, en particulier dans les zones reculées ?

Outils à exploiter

La FAO a mis sur pied le **Centre Mondial d'Information Agricole (WAICENT)** en signe de reconnaissance de l'importance intrinsèque de l'information dans la lutte contre la faim dans le monde et le combat en faveur de la sécurité alimentaire. Dans le cadre de WAICENT, la FAO est en mesure d'exploiter efficace-

ment la mine d'informations propre à l'Organisation en matière d'agriculture et de sécurité alimentaire à des fins de diffusion, conformément à sa vision d'une information synonyme de pouvoir à la condition d'être aisément et librement accessible. Le portail Internet de WAICENT (www.fao.org/waicent) offre une capacité unique et illimitée de diffusion d'information à des millions d'utilisateurs du monde entier. Dans le cadre de ses efforts visant à étendre l'accès à l'information de la FAO, plus particulièrement à l'intention des pays membres où l'Internet est peu répandu, WAICENT favorise l'accès à des systèmes d'information spécialisés tels que FAOSTAT, AGRIS et les Archives des documents de l'Organisation en produisant des CD-ROM d'information à contenu spécifique.

Le kit de ressources pour la gestion de l'information

Plusieurs de ces ressources et activités de formation peuvent intéresser les participants, plus particulièrement le Kit de ressources pour la gestion de l'information (IMARK). Ce dernier est une initiative menée en partenariat dans le domaine de l'apprentissage électronique, visant à former les particuliers et à aider les institutions et les réseaux, à l'échelle internationale, à gérer efficacement l'information agricole. IMARK se compose d'un ensemble de ressources d'apprentissage à distance, d'outils et de communautés traitant de la gestion de l'information (www.imarkgroup.org). Plusieurs modules intéressent les participants au premier chef : « Gestion des documents électroniques », « Investir dans l'information pour le développement », « Numérisation et bibliothèques numériques » et « Création de communautés électroniques ».

Dgroups

Un outil intéressant en vue d'encourager les échanges entre les réseaux et les organisations est **Dgroups**, plate-forme en ligne destinée aux groupes et aux communautés souhaitant échanger des informations relatives au développement international. Ce service est simple à utiliser, non commercial et destiné en premier lieu aux utilisateurs bas débit du Sud. Vous trouverez de plus amples informations sur le site www.dgroups.org. Enfin, la FAO, les gouvernements et d'autres organismes internationaux travaillent actuellement à la mise en œuvre d'un programme stratégique baptisé **Comblant le fossé numérique en milieu rural**. Ce programme met en lumière des approches novatrices d'échange de connaissances utilisant les nouvelles technologies numériques et fondées sur l'émergence de synergies entre la gestion de l'information et la communication pour le développement. www.fao.org/rdd/

VIH/SIDA, sécurité alimentaire et pauvreté rurale : la réponse de la FAO

MARCELA VILLARREAL

Directrice, Division de la parité hommes-femmes et de la population, FAO



En développant une approche agricole de lutte contre l'épidémie du VIH-SIDA, on peut développer des synergies avec le domaine de la santé. Une sécurité nutritionnelle et alimentaire satisfaisante sont des facteurs essentiels dans la lutte contre le VIH/SIDA, d'autant plus que, même si les populations ont accès aux antirétroviraux, elles ne peuvent les avaler le ventre vide.

Il est important d'encourager l'autonomisation des femmes, plus spécifiquement à travers un accès équitable aux moyens de production, dont la terre figure en première place. L'autonomisation des femmes peut avoir un effet direct tant en matière de prévention que d'atténuation de l'impact du VIH-SIDA. Si l'on s'attaque aux causes sous-jacentes de la transmission de l'épidémie et si on adopte une approche agricole. Il est alors possible de mener des interventions à plus forte valeur ajoutée, plus réalistes et pertinentes pour les populations rurales.

Le VIH-SIDA affecte la sécurité alimentaire via :

- La perte de la main d'œuvre agricole
- L'appauvrissement des ménages
- La perte de connaissances et de compétences
- La déscolarisation des enfants
- Les institutions
- La diversité végétale, ressources génétiques
- La vulnérabilité des réseaux sociaux d'entraide.

Implications

- Déperissement des terres cultivées et restriction de la variété des cultures
- Passage à des cultures à moindre intensité de main d'œuvre

- Augmentation du coût de la main d'œuvre salariée
- Baisse des rendements et de la valeur nutritive des aliments
- Intensification de l'érosion des sols

À leur tour, ces phénomènes entraînent :

- une réduction de la productivité agricole
- une augmentation de l'insécurité alimentaire
- une augmentation de la malnutrition

La sécurité alimentaire et nutritionnelle sont des facteurs clés d'intervention.

Propagation du VIH-SIDA au cours de la période 1984-1999

La maladie peut se propager très rapidement. Prenons l'exemple du Botswana : en 1984, le taux de prévalence était inférieur à 1%. À peine dix ans plus tard, plus de 20% des adultes étaient séropositifs, une proportion qui atteint aujourd'hui 35%.

Lors des premières phases de l'épidémie, il est difficile de prévoir quelle sera l'évolution future. Un taux de prévalence peu élevé ne signifie pas pour autant que le pays a été épargné par la maladie. De fait, les activités de prévention devraient être déployées le plus tôt possible, avant que l'épidémie ne devienne incontrôlable.

Zambie : participation des ménages aux coopératives

Le SIDA agit en tant que mécanisme d'exclusion.

Le gouvernement de Zambie a encouragé les coopératives à distribuer des intrants agricoles subventionnés et, par conséquent, à accroître la production des petites exploitations agricoles.

Le SIDA a touché les ménages, plus particulièrement ceux dirigés par les femmes, les empêchant de participer aux coopératives et donc d'avoir accès aux intrants subventionnés.

Le cas des ménages dirigés par les hommes et comptant des orphelins constitue une exception à la norme. Selon les chercheurs, ces ménages demeurent intacts (contrairement aux ménages dirigés par les femmes) et donc accueillent des orphelins dotés d'une capacité de travail et possédant souvent quelques biens.

Crise des orphelins

En 2003, 143 millions d'enfants étaient des orphelins du SIDA (et d'autres causes) dans 93 pays.

Entre 2001 et 2003, le nombre d'orphelins du SIDA est passé de 11,5 à 15 millions.

Ce problème n'est pas nouveau, car les orphelins et les enfants livrés à eux-mêmes ont toujours fait partie de notre univers. Mais



en 2004, l'ampleur du problème est effrayante. Dans le monde, on compte 142 millions d'orphelins, dont 15 millions ont perdu leurs parents des suites du SIDA.

Moyens d'existence en péril

La malnutrition, l'insécurité alimentaire et le risque d'infection par le VIH forment un cycle infernal.

Les personnes confrontées à ces problèmes :

- manquent de connaissances agricoles
- sont marginalisées et exploitées
- ont faim et sont malades
- sont isolées et invisibles
- ont une piètre estime d'eux même
- n'ont aucune vision de l'avenir

Écoles pratiques d'agriculture et de vie pour jeunes

En collaboration avec le Programme Alimentaire Mondial et d'autres partenaires, la FAO a mis sur pied des écoles pratiques d'agriculture et de vie pour jeunes (Junior Farmer Field and Life Schools) pour atténuer, de manière durable, les effets du VIH-SIDA et garantir la sécurité alimentaire à long terme des pays les plus touchés par la pandémie. Les élèves sont des orphelins et d'autres enfants rendus vulnérables par le VIH-SIDA. Ces écoles ont pour but d'autonomiser les enfants et de les aider à améliorer leurs moyens d'existence.

Genèse

- Écoles d'agriculture de terrain (Farmer Field Schools)
- Écoles paysannes de vie (Farmer Life Schools)
- Programme d'alimentation scolaire

Comment ?

En améliorant les points suivants :

- Nutrition
- Connaissances agricoles
- Savoir-être
- Estime de soi
- Attitudes représentatives de l'égalité hommes-femmes
- Sens de sa propre identité

Facilitateurs

Agents de vulgarisation
Enseignants
Animateurs sociaux
Volontaires/bénévoles

Sites de démonstration

- Aliments de base (récolte biannuelle)
Millet, Maïs
- Cultures annuelles
Épargne, activités rémunératrices
Manioc, ananas, patate douce
- Jardin potager
Tournesol, haricots, carottes, légumes verts, oignons, tomates
- Plantes médicinales
- Espèces indigènes
Chèvres, poulets

Où ?

- Mozambique
- Kenya
- Zimbabwe
- Namibie
- Zambie
- Swaziland
- Tanzanie

Utilisation de la créativité pour présenter des problèmes complexes

- Théâtre, animation sociale, danse
- Outils d'expression et d'autonomisation afin de sensibiliser à :
- Égalité hommes-femmes
- Droits des enfants
- VIH-SIDA
- Traumatismes

Résultat : autonomisation

- Connaissances agricoles
- Potentiel de sécurité alimentaire
- Compétences d'entrepreneuriat
- Savoir-être et estime de soi
- Attitudes représentatives de l'égalité hommes-femmes
- Prévention primaire du VIH-SIDA



Coordonnées des participants de l'Atelier

ABANTU for Development-ROWA

Ms Rose Mensah-Kutin
P.O. Box 1-A
4 Independence Avenue
Accra
Ghana
tel: +233 21 246495
fax: +233 21 246496
project_dimitra@yahoo.co.uk

ACHD, African Centre for Human Development

Mr Wilbert Tengey
P.O. Box 273
Accra
Ghana
tel: +233 21 223031
achd@africaonline.com.gh

AMSED, Association Marocaine de Solidarité et de Développement

M. Mourad Gourouhi
11, Rue Al Maârif - Quartier Aviation
10 000 Rabat
Maroc
tél: +212 37 759352/53
fax: +212 37 750098
amsed@iam.net.ma

CARDNE, The Regional Centre on Agrarian Reform and Rural Development for the Near East

Mr Ghaleb Tuffaha
P.O. Box 851840
Amman 11185
Jordan
tel: +962 6 5924348
fax: +962 6 5924348
cardne@cardne.org

CNRWP, Caribbean Network of Rural Women Producers

Ms Rose Rajbansee
254 Plum Mitam Road
Manzanilla
Trinidad & Tobago
tel: +1 868 6681494
fax: +1 868 6284562
Rose@cablenett.net

CONAFED, Comité National Femme et Développement

Mme Elise Muhimuzi
B.P. 5-744
Avenue Mutombo Katshi No 7
Commune de la Gombe – Kinshasa
République démocratique du Congo
tél: +243 99 18406
conafed@ic.cd

CREDIF, Centre de Recherches, d'Etudes, de Documentation et d'Information sur la Femme

Mme Faten Bouktif
Avenue du Roi Abdelaziz Al Saoud,
rue 7131
El Manar II, 2092 Tunis
Tunisie
tél: +216 71 870 377
fax: +216 71 885322
credif.dimitra@email.ati.tn

CTA - Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale ACP-UE

Mme Isolina Boto
Rue Montoyer, 39
1000 Bruxelles
Belgique
tél: +32 2 5137436
fax: +32 2 580868
boto@cta.int

ENDA-PRONAT

Mme Mariam Sow, Mme Fatou Sow
B.P. 3370
Dakar
Sénégal
tél: +221 8 225565
fax: +221 8 235157 ou 222695
dimitra@enda.sn

FEMNET, Réseau de Développement et de Communication pour les Femmes Africaines

Ms Christine Butegwa
P.O. Box 54562
Off Westlands Road
Nairobi
Kenya
tel: +254 20 3741301/20
fax: +254 20 3742927
communication@femnet.or.ke /
admin@femnet.or.ke

Food Basket a la mama Africa (NGO)

Ms Stella Williams
302 Iju Waterworks Road, Iju Isaga
Agege, Lagos State
Nigeria
tel: +234 1 4924480
swilliam@oauife.edu.ng/
aquabola@hotmail.com

GTZ-Santé

Aristide Bashige Ndjuzi
Bukavu
République démocratique du Congo
tél: +243 980 90333 / 97776691
fax: +234 1 4713697 / 4925535
gtzsante_kivu@yahoo.com

ONE, Office National de l'Environnement

Mme Vololomihaja Rasamimanana
B.P. 822
Antananarivo 101
Madagascar
tél: +261 20 2225999
fax: +261 20 2230693
dimitra@pnae.mg

ONG-VIE Kande Ni Bayra

M. Ali Abdoulaye
B.P. 349
Niamey
Niger
tél: +227 752560
fax: +227 75 54 48
viebayra@intnet.ne

PEG, Pacific Islands Energy Gender Network

Ms Yogita Chandra Bhikabhai
SOPAC Secretariat, Private mail Bag, GPO
Suva
Fiji Islands
tel: +679 338 13 77
fax: +679 337 00 40
yogita@sopac.org

PROFEMMES / TWESE HAMWE – Rwanda

Mme Isabelle Kalihangabo
B.P. 2758
Av. de la Justice,
Immeuble SEFA 2ème étage
Kigali
Rwanda
tél: +250 511180
mobile +250 08410933
fax: +250 578432
profemme@rwanda1.com

RESACIFROAT, Réseau d'Appui à la citoyenneté des Femmes Rurales Ouest-Africaines et du Tchad

Mme Rosalie Ouoba
B.P. 3845
Bobo-Dioulasso
Burkina Faso
tél: +226 70235534
fax: +226 20973803
rosalieouoba@yahoo.fr
resacifroat@fasonet.bf

Réseau des Femmes Ouvrant pour le Développement Rural

Mme Agnès Rubagire
B.P. 2368
Kigali
Rwanda
tél: +250 510508
mobile: +250 8433771
fax +250 86350
fifi1297@caramail.com,
jkanakuze@yahoo.fr

SAMWAKI – RDC Sud-Kivu

Mme Adeline Nsimire
c/o APD asbl, B.P. 236
Sud-Kivu, Zone Rurale de Walungu
République démocratique du Congo
tél: + 243 081 0794595 / 087 36 220
samwakiasbl@yahoo.fr

SANGONET

Mr David Barnard
P.O. Box 31392
76 Juta Street
Braamfontein 2017
South Africa
tel: +27 11 4034935
fax: +27 11 4030130 / 4039685
aso@sangonet.org.za

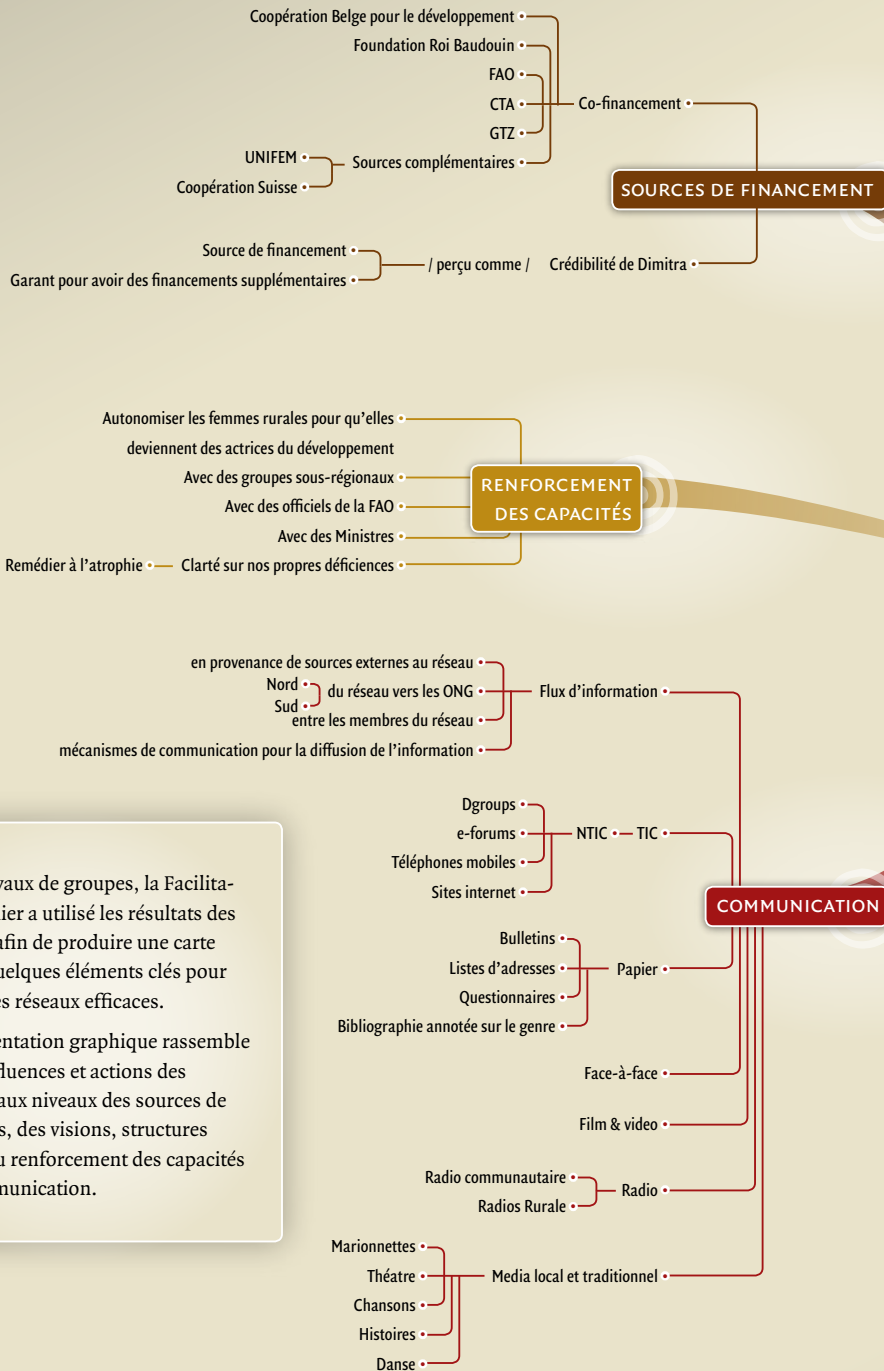
WOUGNET – Uganda

Ms Janet Cox Achora
P.O. Box 4411
Plot 59 Nkrumah Road, Room 13
Kampala
Uganda
tel: +256 41 256832; +256 77 957550
fax: +256 41 234924
jachora@wougnnet.org

ZAW, Zambia Alliance of Women

Ms Lubinda Mutemwa Tafira
P.O. Box 50266
Lusaka
Zambia
tel: +260 1 225573
fax: +260 1 225573
bindata6@yahoo.com

Carte visuelle d'un réseau efficace



Suite aux travaux de groupes, la Facilitatrice de l'Atelier a utilisé les résultats des discussions afin de produire une carte visuelle de quelques éléments clés pour constituer des réseaux efficaces.

Cette représentation graphique rassemble les outils, influences et actions des participants aux niveaux des sources de financements, des visions, structures activités et du renforcement des capacités et de la communication.

RÉSEAUTAGE EFFICACE

VISION/QUALITÉ

- But partagé
 - Accent sur les femmes rurales
 - Reconnaître les exemples dynamiques
 - Lien entre le VIH-SIDA et la pauvreté — Programmes d'allègement de la pauvreté
- Engagement
 - Approche basée sur les droits humains
 - Droits des femmes — Développement de cadres légaux
 - Droits de santé reproductive
- Pro-activité
 - Appropriation locale
 - Initiatives
 - Dynamique
 - Reflet des femmes rurales
 - Chercher de bonnes propositions
 - Chercher de nouvelles possibilités
- Responsabilité — Actions pour une bonne gouvernance

STRUCTURE

- Liens réseaux inter/intra
- Points focaux
 - Local
 - National
 - Régional
- Implication d'un plus grand nombre de partenaires externes à Dimitra
- Organisation horizontale
 - Sud-Sud
 - De la périphérie vers le centre
- Décentralisation
 - Approche de bas en haut
 - Liens étroits avec la base

ACTIVITÉS

- Ateliers sous-régionaux
- Participation à des conférences internationaux
- Etudes de terrain
- Projets communs — Préparation de propositions de projets
- Travail communautaire
 - Ateliers
 - Séminaires
 - Conférences
 - Forums communautaires
- Réunions
- Plaidoyer
- Création de coalitions
 - Jeunes
 - Hommes
 - Société civile
 - Secteur privé
 - Gouvernement
- Formation
 - Gender mainstreaming
 - Formation des formateurs
 - Nutrition — Exploration du potentiel des produits agricoles locaux
 - Citoyenneté
 - VIH-SIDA